

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Vol. 03 | AUTOMNE 2018 | 5.00 €

ENQUÊTE

Bac 2018 : le carton
des lycées français
de l'étranger

**VOLONTARIAT
INTERNATIONAL**

Pourquoi pas vous ?

**DIX DESTINATIONS
AU BANC D'ESSAI**

Portugal vs Espagne
Maroc vs Tunisie
Vietnam vs Thaïlande
Rép. Dominicaine vs Maurice
Costa Rica vs Panama

Qualité de vie, études,
emploi, santé, retraite...

DOSSIER SPÉCIAL

Québec

La Belle Province
vous tend les bras !



**FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR**

BEL/LUX : 6.00 € - PORT CONTI : 6.50 €
CH : 9.00 FS - CANADA : 9.99 \$CAN - DOM : 6.50 €
TOM : 1050 XPF - MAR : 70 MAD - TUN : 7.10 DT

M 02525 - 3 - F: 5,00 € - RD





CRYSTAL FINANCE

Une marque du Groupe Crystal

CONSEIL ■■■
& SOLUTIONS ■■■
PATRIMONIALES ■
INTERNATIONALES

“ Au service des expatriés
depuis 25 ans ”

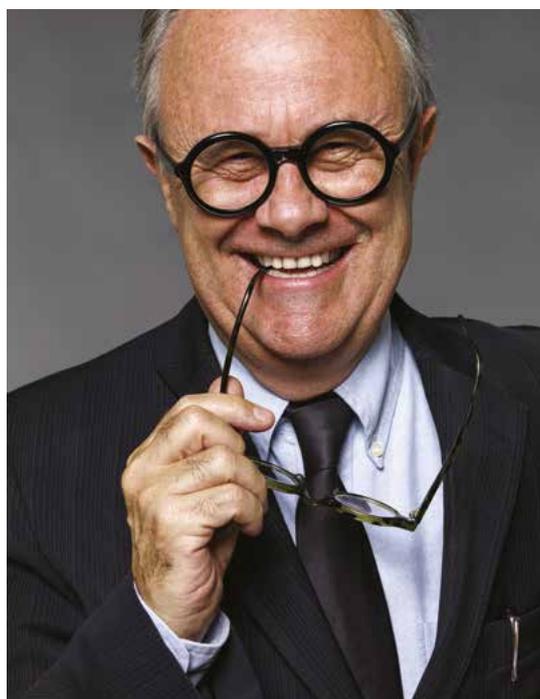
www.crystal-finance.com

ÉDITO

De la difficulté d'informer

Les lycées français à l'étranger sont unanimement reconnus pour la qualité de leur enseignement, comme en attestent les dernières sessions du baccalauréat. Désireux de publier leurs résultats, nous avons dû les solliciter individuellement au terme d'une longue enquête. En effet, curieusement, l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), pourtant missionnée par l'État pour assurer le suivi et l'animation de ce réseau éducatif, n'a pas souhaité nous trans-

mettre ces informations établissement par établissement, en dehors des indications générales publiées sur son site internet. Une étrange opacité autour d'informations qu'il serait pourtant bon de faire connaître au plus grand nombre de nos compatriotes, qui verraient peut-être ici une source de motivation pour rejoindre les 3,4 millions de Français qui vivent au-delà de nos frontières... Un chiffre, là aussi, que nous avons



© Stéphane de Bourgies

révélé en dépit du scepticisme ambiant dans le cadre de notre premier numéro, et qui est aujourd'hui validé par les services de l'État et repris par nos confrères, dont le journal *Le Monde* récemment. De quoi nous donner envie, humblement mais avec détermination, de poursuivre dans notre volonté d'éclairage sur la réalité de nos compatriotes à l'étranger. Un nombre croissant d'entre eux ont d'ailleurs choisi le Québec comme nouvelle terre d'élection, premier volet de notre série consacrée aux

provinces du Canada. Notre dossier spécial vous y emmène afin d'y voir plus clair, à moins que l'une de nos dix destinations passées au banc d'essai de la qualité de vie, des études, de l'emploi et de la retraite ne vous convainque davantage... Bonne lecture et à très vite pour de nouveaux rendez-vous.

Jean-Pierre Pont

Le journal
DES FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER

Français à l'étranger est édité par TDME, 18, rue Henri-Barbusse, 75005 Paris.

SAS au capital de 1.000 €. RCS Paris 798 269 726. Numéro de commission paritaire : 0520 | 93671.

Directeur de la publication : Jean-Pierre Pont
jeanpierrepont@gmail.com
Tél. : 07.71.70.78.54.
Rédacteurs : Didier Bras, Jonathan Chodjaï, Sophie Ginoux, Emmanuel Langlois, Nathalie Laville, Eva Milko, Jean-Pierre Pont.

Secrétariat de rédaction : Didier Bras.

Direction artistique et maquette : Grand National Studio.

Photo de couverture : © Lopolo/Shutterstock.com.

Impression : CEE.

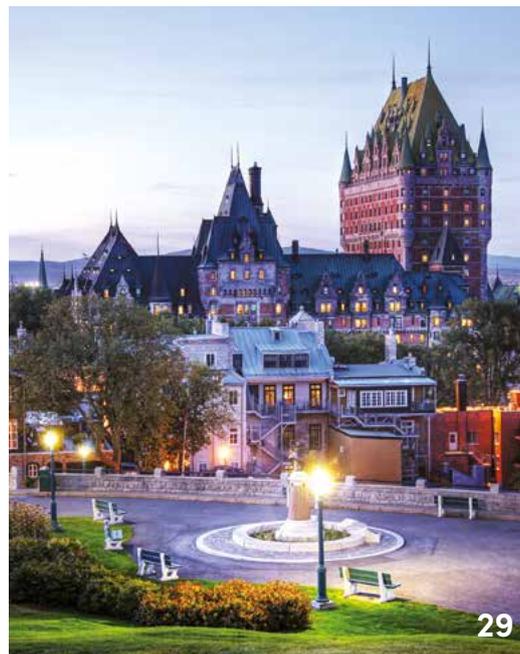
Retrouvez-nous sur internet : www.francaisaetranger.fr

 **FRANÇAIS À L'ÉTRANGER .FR**



08

© Rawpixel.com



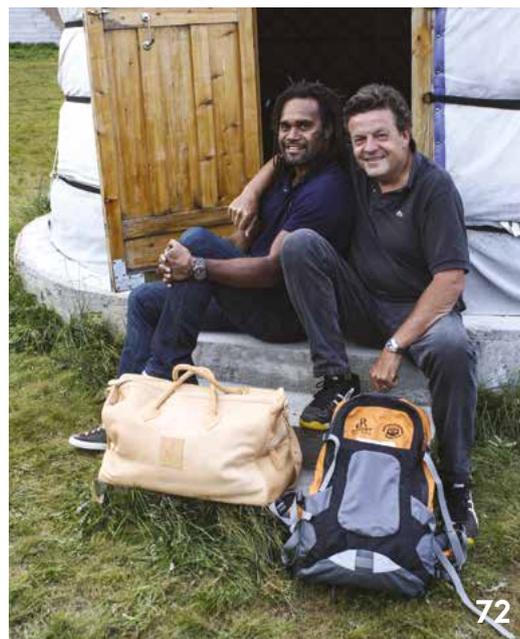
29

© almanino



14

© Cécile Dégremont



72

© Emmanuel Langlois

03 Édito

06 Événement

Les Trophées CCI
France International
2018

08 Actus de l'Assemblée

Accompagner la
mobilité internationale

12 Actus du Sénat

Un sénateur en chasse
un autre...

14 Formation

Le Volontariat
international à l'heure
de la maturité

18 Enseignement

Bac 2018: le carton
des lycées français à
l'étranger !

23 Emploi

Le portail Eures,
une mue lente mais
inéluçtable

25 International

Les entreprises
françaises ont toujours
de l'appétit

29 Le grand dossier

Bienvenue au Québec !

52 Banc d'essai

Dix destinations à la loupe
- Portugal vs Espagne
- Maroc vs Tunisie
- Vietnam vs Thaïlande
- République
dominicaine vs Maurice
- Costa Rica vs Panama

72 Français du monde

La chronique
de France Info

74 Vie associative

Un nouveau président
pour l'UFE

76 Questions croisées

L'Europe au bord de la
crise de nerfs

81 Success story

L'Afrique au cœur du
succès d'AGS Mobilitas



Avec les CCI Françaises à l'International,
accédez à une communauté d'affaires
de plus de **35.000 membres**
présente dans **90 pays**

www.ccifrance-international.org



#CCIFI
@cci_fr_inter

Les entreprises qui réussissent à l'international !

ÉVÉNEMENT

Les Trophées CCI France International 2018

Les entreprises françaises savent faire preuve de dynamisme et d'efficacité à l'international. Pour couronner quelques réussites marquantes, CCI France International a organisé le 25 juin dernier sa première édition des Trophées CCI-FI en présence de Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Arnaud Vaissié, président de CCI France International et Henri de Castries, parrain de l'événement, Retour en images sur cette soirée.





7

- 1 Bernard Delmas (Pdt CCIF Japon), Arnaud Vaissié (Pdt CCI France International), Nicolas Dufourcq (DG Bpifrance).
- 2 Le secrétaire d'État Jean-Baptiste Lemoyne.
- 3 Sylvain Rousmant, Edwige Rey et Pierre Zapp (associés Mazars).
- 4 Alain Bentejac (Pdt CNCCEF), Pascal Cagni (Pdt Business France), Isabelle Estebe (CCIF Boston).
- 5 Olivier Cadic (sénateur) et Jean-François Gendron (Pdt CCI Pays-de-la-Loire).
- 6 Didier Kling (Pdt CCI Paris Ile-de-France), Nicolas Dufourcq (DG Bpifrance), Jean-Baptiste Lemoyne et Arnaud Vaissié.
- 7 Arnaud Vaissié à la tribune, avec Henri de Castries.
- 8 Denis Delespaul (Pdt CCIF Italie), Annie Rea (DG CCIF Italie), Henri de Castries (Pdt Institut Montaigne).
- 9 Marianne Burkic (fondatrice Yapouni), Éric Lavost (fondateur Eazylang).
- 10 Alexandre Hannebelle (AVA), Nicolas Macquin et Émilie Loyer Buttiaux (associés fondateurs French Partners).
- 11 Marc Fleschen (Pdt Zéro.1) et Patrick Coupier (PDG Kompass).
- 12 Nicolas Sadirac (fondateur 42) et Edwige Rey (Mazars).
- 13 Catherine et Jacques Boisieux (Staphyt), Pedro Novo (Bpifrance).
- 14 Pascal Cagni (Pdt Business France), Corrado Ariaudo (Pdt Cuki Group), Christophe Lecourtier (DG Business France).
- 15 Hervé Balusson (PDG Olmix Group) et Martin Bustarret (International SOS).



9



10



11



12



13



14



15

LES SEPT SOCIÉTÉS LAURÉATES

- **Startup** : Yapouni a mis au point un jeu de rôle éducatif dont le but est de permettre aux enfants de 3 à 8 ans et à leurs parents de comprendre la maladie, d'appréhender le processus de soins.
- **Entrepreneur français de l'étranger** : Ava a développé une application qui permet une accessibilité totale pour les personnes sourdes ou malentendantes.
- **Innovation** : Zero.1 a développé et breveté un modem qui se connecte à n'importe quelle lampe LED et la rend automatiquement « Li-Fi ».
- **Responsabilité sociétale des entreprises** : 42, centre de formation de l'industrie du numérique, entièrement gratuit et ouvert aux jeunes de 18 à 30 ans.
- **Meilleure performance à l'export** : Staphyt, leader en prestations de services dans le domaine des agro-sciences en Europe, accompagne les professionnels du secteur de l'agrochimie et de la sélection de semences.
- **Meilleure implantation étrangère en France** : Cuki Group, société italienne spécialisée dans la production de barquettes en aluminium et en papier carton pour le marché de l'agroalimentaire.
- **Trophée spécial du jury** : Olmys Group, société de prévention et d'assistance médicale et de sécurité pour des entreprises menant des opérations à l'étranger.

ACTUS DE L'ASSEMBLÉE

Accompagner la mobilité internationale

Un pavé. Anne Genetet vient de remettre un rapport de 300 pages au Premier ministre. Une centaine d'heures d'auditions d'experts et de déplacements, 40 000 réponses, 2 600 agents consulaires interviewés : la députée des Français de l'étranger a travaillé huit mois sur le sujet autour de plusieurs thématiques. Résultat : un florilège de 215 recommandations, précises et concrètes, balayant l'ensemble des problématiques des Français à l'étranger, depuis la genèse du projet jusqu'au retour au bercail.



La mission de la députée s'inscrit dans le contexte d'une importante transformation de la présence française dans le monde, avec notamment une mobilité croissante (près de trois millions de Français en mobilité internationale, en croissance continue supérieure à 3% par an) et des profils de plus en plus variés.

C'est le gros morceau du rapport. Anne Genetet a d'abord planché sur le sujet le plus sensible pour les expatriés sans doute: la fiscalité. «*Le système actuel est très défavorable aux Français de l'étranger. Il est considéré par beaucoup comme injuste et inégalitaire. Il est temps de ne plus prendre les non-résidents pour des exilés fiscaux en puissance et de leur faire payer les bassesses d'une infime fraction.*» Son constat est sévère. Elle parle de «*maltraitance administrative*». Pour la députée, médecin et ancienne journaliste médicale, les obligations fiscales et la protection sociale des trois millions de nos concitoyens en mobilité internationale demeurent au mieux complexes, au pire inadaptées, voire inéquitables et injustes. L'auteure affirme ainsi que les Français de l'étranger représentent 0,6% des contribuables mais versent 1% de l'impôt sur le revenu de tout le pays. Elle pointe deux mesures particulièrement discriminatoires envers les 230 000 non-résidents payant des impôts en France – Français mais aussi citoyens étrangers ayant investi en France.

En matière d'impôt sur le revenu, d'abord, ceux-là se voient imposer leurs revenus perçus en France au taux par défaut de 20%, alors que les résidents hexagonaux sont soumis au barème progressif, doté de tranche d'imposition débutant à 0%. Par ailleurs, le mécanisme de décote, retardant l'entrée dans l'impôt, ne s'applique pas aux revenus français des expatriés, qui ne peuvent pas non plus bénéficier des «niches» offertes aux autres ménages. Enfin, aucune charge n'est déductible quand les résidents français peuvent déduire de leur base imposable les dépenses de travaux. Seule solution pour les petits revenus, souvent fonciers (le plus souvent un retraité qui loue son ancienne résidence principale en France), pour échapper à ce taux minimum de 20%: prouver que les revenus mondiaux du foyer fiscal donneraient droit à un taux d'imposition inférieur à 20%. La députée préconise donc de leur ouvrir le bénéfice de cer-

taines réductions d'impôts (pensions alimentaires, immobilier locatif ou dons) et de supprimer le taux par défaut. Le problème, pointe Anne Genetet, c'est que «*pour les contribuables ne bénéficiant d'aucun revenu à l'étranger, démontrer une absence de revenus hors de France est parfois compliqué, voire impossible*».

Changer de logiciel

Le second grand volet du rapport est la protection sociale. L'auteure propose ainsi la création d'un guichet unique apte à répondre aux questions que se posent les Français envisageant une mobilité internationale, ceux qui résident à l'étranger, sur leur protection sociale hors de France, ou lors d'un séjour temporaire dans l'Hexagone. L'idée est de centraliser toutes les informations sur tous les sujets: fiscaux, administratifs, protection sociale, éducation..., et que les expatriés aient un lieu unique où trouver tous ces renseignements, avec une application mobile sur smartphone pour communiquer entre communautés. «*La deuxième étape, suggère Anne Genetet, c'est de changer le logiciel de nos administrations en France. Ça a étonné le Premier ministre quand je lui ai demandé: "Est-ce que vous savez que nos administrations sont encore avec des numéros de téléphone en 0800 gratuits*

en France mais qu'aucun de ces numéros n'est accessible depuis l'étranger?" *Il a ouvert des yeux écarquillés... Voilà une mesure de simplification toute simple qui arrangerait beaucoup nos communautés.*» Dans la même veine, la députée propose d'inscrire une case «étranger» sur les formulaires de l'administration, de ne pas figer à cinq chiffres le code postal, car dans certains pays il est à six chiffres, ou encore la traduction en langue locale en plus du français, via l'inclusion d'une règle supplémentaire au sein de la charte Internet de l'État.

Accompagner et rassurer

Le problème, constate la députée à la lumière des entretiens qu'elle a menés, c'est l'immobilisme: «*On voit bien la difficulté à obtenir de nos administrations qu'elles bougent. J'ai bien compris aussi qu'il ne fallait pas rester dans le "y'a qu'à... faut qu'on..." ; il faut vraiment les accompagner et les rassurer. Quand on parle d'outils numériques, ils vont tout de suite s'abriter derrière le "je n'ai pas les moyens, je n'ai pas le financement"! Pourtant, il y a des perles, comme le directeur des services informatiques du ministère des Affaires étrangères, quelqu'un d'extrêmement créatif, qui sait trouver des idées sans argent en utilisant beaucoup les logiciels libres, donc*

**«IL EST TEMPS DE
NE PLUS PRENDRE LES
NON-RÉSIDENTS POUR
DES EXILÉS FISCAUX
EN PUISSANCE !»**

ANNE GENETET

AMÉLIORER LE RAYONNEMENT DE LA FRANCE ?

C'est la dernière partie du rapport mais pas la moins importante : comment entretenir et augmenter l'attractivité de l'Hexagone, à la fois pour nos expatriés qui songent à rentrer et aussi pour des étrangers qui réfléchissent à s'y installer ? Ici aussi, le problème, soulève la députée, c'est l'accès à l'information, trop éparpillée: «*Nos services publics en différents endroits n'ont pas les ressources pour disposer d'un département international. On ne va pas demander à la caisse primaire d'assurance-maladie de Nogent-le-Rotrou d'avoir un département international. En revanche, que les employés de Nogent-le-Rotrou puissent savoir qu'ils peuvent compter sur une structure quand ils ont une question, quand ils sont face à quelqu'un qui rentre du Québec, qu'ils puissent leur dire "nous avons une convention de sécurité sociale France-Québec, voilà la procédure à suivre", ça c'est utile ! Les agents du service public ont besoin de supports parce qu'ils se retrouvent parfois face à des gens agressifs et mécontents, et un agent qui ne répond pas au service demandé, c'est de l'argent perdu pour l'État.*» L'idée du rapport n'est d'ailleurs pas de faire revenir les Français coûte que coûte mais de les accompagner une fois prise leur décision de rentrer. «*Les gens, où qu'ils soient, sont toujours un atout, estime Anne Genetet, on peut toujours travailler et mener des projets ensemble. Qu'on soit en France de retour d'un séjour à l'étranger, qu'on y parte, qu'on y soit ou qu'on y réside depuis longtemps : dans tous les cas, la collaboration sera fructueuse et intéressante.*» La parlementaire est convaincue du rôle essentiel que jouent les Français de l'étranger dans le rayonnement de la France. Pour elle, leur condition reflète, en même temps qu'elle détermine, la volonté et la capacité du pays à réussir pleinement dans la mondialisation: «*Les Français de l'étranger sont nos meilleurs atouts. Si la France veut tenir son rang dans la compétition mondiale, elle doit s'appuyer sur ses communautés et maintenir un lien étroit avec nos concitoyens à travers le monde.*»



© DR

▲ Anne Genetet, députée de la XI^e circonscription des Français établis hors de France.

il y a des gens qui ont des ressources et qui savent trouver des idées pour mettre en œuvre ces propositions.»

L'auteure propose aussi de supprimer le délai de dix ans pour adhérer à l'Assurance volontaire vieillesse (AVV) afin d'élargir le périmètre de ses bénéficiaires, de mettre en place une plateforme de téléconseil médical dédiée aux Français établis hors de France et de traduire le portail «Conseils aux voyageurs» en langage naturel de l'usager avec des requêtes telles que «mon conjoint veut devenir français», «je me marie à l'étranger», ou encore d'accorder un suivi personnalisé sur six mois par Pôle emploi à tout ressortissant français qui réside à l'étranger en préparation d'un retour en France. Elle préconise également la délivrance d'une dérogation automatique pour l'inscription scolaire en école publique des enfants des familles qui rentrent en France, sur présentation de preuves de radiation de moins de six mois de liste consulaire et d'établissement scolaire à l'étranger.

Travailleurs nomades digitaux

L'idée est donc d'accompagner la mobilité internationale : «On peut partir, mais parfois avec un peu d'insouciance qu'il faut peut-être aider à corriger, et il faut aussi pouvoir revenir, argumente Anne Genetet. Par exemple, un jeune Français va étudier à l'étranger, revient en France, puis repart sous forme d'un Volontariat international en entreprise (VIE), et enfin

part monter son entreprise à l'étranger. Ces mouvements constants doivent pouvoir être accompagnés pour qu'à un moment, on ne le perde pas.»

C'est le risque en effet avec les travailleurs nomades digitaux, ces jeunes très bien formés en France qui partent avec pour seul bagage un ordinateur dans leur sac à dos, et qui vivent, au gré des visas touristes qu'on leur octroie, deux mois ici, quinze jours là, trois mois ailleurs. Mais leurs clients sont en France. Dans le meilleur des cas, ils se déclarent comme micro-entrepreneur et bénéficient donc d'une protection sociale en France, où ils paient leurs charges et leurs impôts. Ils sont résidents fiscaux français mais se déplacent pour travailler à distance. Quand leurs revenus dépassent un certain plafond, ils n'ont plus droit au statut de micro-entrepreneur et doivent se constituer en société. Le problème, c'est qu'ils vont souvent la créer à l'étranger. «Aujourd'hui, cette population, cette communauté, augmente considérablement dans des pays à faible niveau de vie: Vietnam, Philippines, Thaïlande, Amérique du Sud, Amérique centrale, avance Anne Genetet. Beaucoup travaillent avec des sociétés françaises parfois peu scrupuleuses qui leur disent "les charges françaises, c'est lourd, partez donc au Cambodge, vous aurez des contrats, ne vous inquiétez pas !" Ils ont des clients mais ils sont payés en liquide là-bas, au noir et sans aucune protection sociale. Il faut pouvoir tuer ça !» Et pour assurer un suivi à ses recommandations pour qu'elles ne restent pas lettre morte, Anne Genetet demande enfin la création à Matignon d'un poste de «délégué interministériel à la mobilité internationale». ♦

SUPPRIMER LES PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX ?

C'est l'autre chantier fiscal prioritaire pour la députée : la CSG et autres prélèvements sociaux (dont la CRDS qui finance la Sécurité sociale) que paient les non-résidents sur leurs revenus immobiliers (loyers et plus-values). Le sujet est l'objet de nombreux contentieux devant les instances judiciaires. Le rapport propose ni plus ni moins que de supprimer purement et simplement ces prélèvements sociaux. « Nous sommes dans un imbroglio juridique avec l'Europe sur le sujet, argumente Anne Genetet, elle-même expatriée à Singapour et à la tête de la plus vaste circonscription au monde (49 pays d'Europe orientale, d'Asie et d'Océanie). La Cour européenne de justice a pointé la France du doigt en disant "vous ne pouvez pas faire ça !", et dénonce régulièrement ces prélèvements mis en place en août 2012 sur lesquels il faudra revenir. On va nécessairement perdre face à l'Europe. » La députée propose donc de remettre de la cohérence dans le système et d'appliquer aux expatriés le barème progressif de l'impôt sur le revenu, tout en supprimant les prélèvements sociaux. À Matignon, ce chantier fiscal suscite peu d'enthousiasme en raison de son coût : 300 millions d'euros pour le contentieux si la France est à nouveau condamnée par l'Europe et 285 millions d'euros par an pour la suppression des prélèvements sociaux. La foi chevillée au corps, Anne Genetet garde pourtant bon espoir d'obtenir des premières avancées dès le prochain budget.



International SOS protège vos collaborateurs dans le monde entier grâce à des solutions personnalisées de **gestion des risques santé et sécurité, des programmes de bien-être au travail** dans le but d'accompagner votre croissance et optimiser votre productivité.



PROTÉGER VOS COLLABORATEURS À L'INTERNATIONAL EST NOTRE PRIORITÉ

ACTUS DU SÉNAT

Un sénateur en chasse un autre...

Le Conseil constitutionnel s'est prononcé cet été : Jean-Pierre Bansard, l'un des douze sénateurs des Français établis hors de France, a vu son élection annulée en raison d'irrégularités dans ses comptes de campagne. Il est remplacé par le troisième candidat figurant sur sa liste en 2017, Damien Regnard.

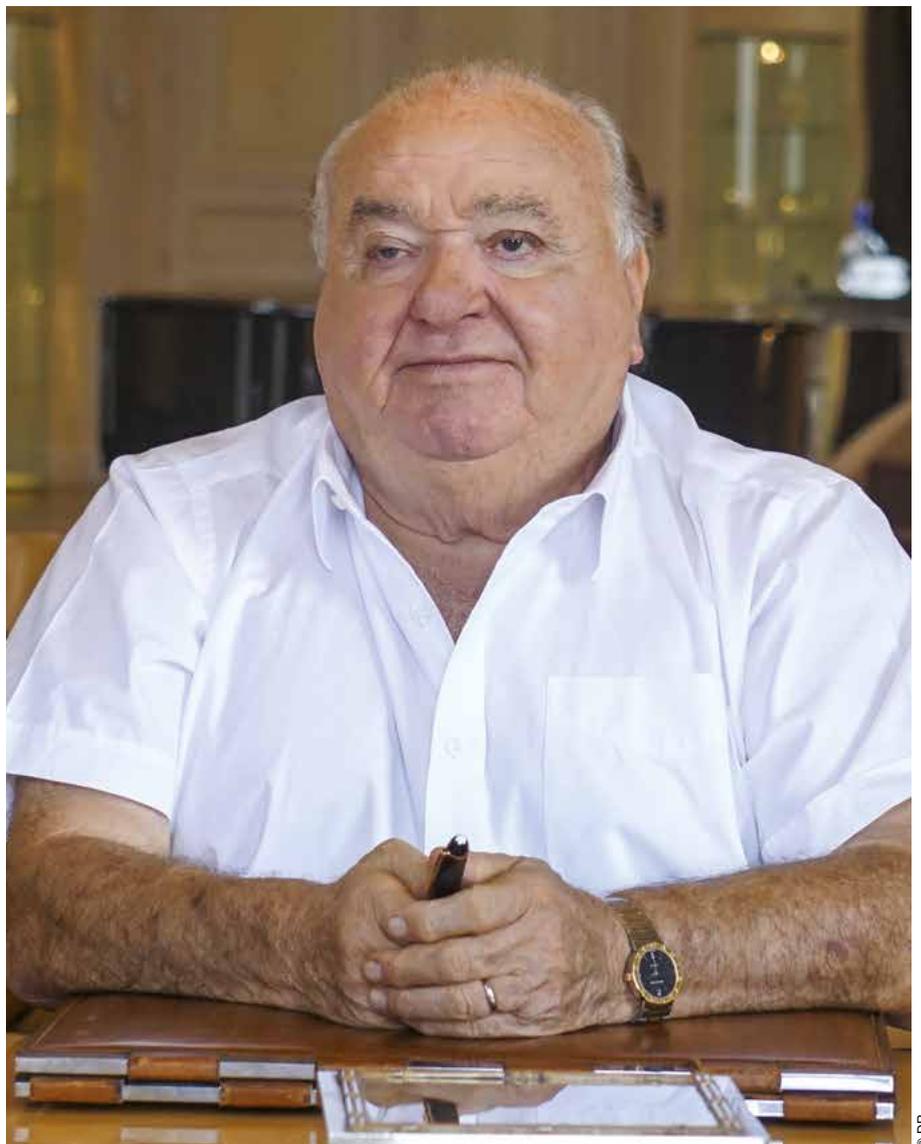
Dans « Caligula », Albert Camus faisait dire à ses personnages: — « *Il faut un jour pour faire un sénateur, dix ans pour faire un travailleur.*

— *J'ai bien peur qu'il en faille vingt pour faire un travailleur d'un sénateur.* »

Si la fonction de sénateur est parfois moquée, elle est aussi souvent enviée. Il en est pour preuve les batailles auxquelles se livrent les hommes et les femmes au sein des formations politiques pour figurer sur les listes de cette élection si singulière. Car quoi qu'on en dise ou quoi qu'on en pense, depuis la Rome antique, le poste est prestigieux et les ors de la République brillent au sein du Palais du Luxembourg, ce petit bijou architectural qui date du début du XVII^e siècle et qui abrite la « chambre haute ». Aujourd'hui, si le Sénat ne vote pas *in fine* les lois, il les travaille et il faut noter que les deux tiers de ses amendements sont retenus par les députés qui les adoptent lorsqu'ils votent les lois définitives.

L'élection des sénateurs, une exception pour les Français de l'étranger

Le bicamérisme en France associe, pour la rédaction et le vote des lois, la chambre basse des députés choisis au suffrage universel direct et le Sénat où ses représentants sont choisis par de grands électeurs. L'élection sénatoriale a ceci de particulier qu'elle se fait au suffrage universel indirect. Ainsi, les 348 sénateurs sont élus par environ 162 000 grands électeurs, principalement composés de maires (mais aussi de conseillers régionaux et départementaux), des représentants des collectivités territoriales. Petite exception: l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France. En effet, le corps électoral de



▲ Jean-Pierre Bansard.

ces sénateurs est particulièrement réduit puisqu'il est composé d'un collège de 533 membres qui comprend: les 442 conseillers consulaires élus en mai 2014 dans les circonscriptions consulaires du monde entier par les Français de l'étranger inscrits sur les listes électorales, les 68 délégués consu-

laire élus en même temps dans les circonscriptions ayant le plus de Français inscrits au registre mondial, et les députés et sénateurs les représentant. Le faible nombre d'électeurs induit, *a minima*, des pratiques de lobbying

que seule une réforme augmentant ce corps électoral pourrait mettre à mal. En attendant, en 2017, 6 sénateurs sur les 12 représentant les Français de l'étranger ont été élus, puisque c'est par moitié que le Sénat est renouvelé tous les six ans.

Une requête déposée par un sénateur LR

Pour Jean-Pierre Bansard, l'élection au Sénat a représenté le couronnement d'une carrière : homme d'affaires reconnu et 230^e fortune de France en 2016, le fondateur du groupe Cible s'était présenté à deux reprises à cette élection avant de l'emporter la troisième fois, en 2017, en candidat autonome. Sa liste avait alors recueilli 132 voix sur les 533, arrivée à égalité avec le PS et loin devant Les Républicains et La République en marche. Mais ses adversaires s'interrogent rapidement sur le grand nombre de délégués et conseillers venus voter à Paris. Une requête en annulation est alors déposée par le numéro 2 de la liste LR, Olivier Piton, selon lequel des dépenses engagées par le candidat, notamment pour le transport de grands électeurs à Paris en vue de leur participation au scrutin, n'avaient pas été portées à son compte de campagne. Les frais de transport d'« au moins un bénévole » durant la campagne n'avaient pas non plus été intégrés.

Et finalement, « eu égard au caractère substantiel de déclaration ainsi mécon nue, dont Jean-Pierre Bansard ne pouvait ignorer la portée, et de la part des frais de transport omis », il y a lieu « de prononcer l'inéligibilité de Jean-Pierre Bansard à tout mandat pour une durée d'un an (...) et d'annuler son élection », écrit le Conseil constitutionnel. Ces irrégularités n'étant pas de nature à avoir eu « une incidence déterminante sur le résultat du scrutin », le Conseil n'a toutefois pas prononcé l'annulation de l'ensemble de l'élection dans la circonscription, ne suivant pas les avocats d'Olivier Piton qui réclamaient l'annulation pure et simple du scrutin pour cause de dévoiement de l'élection. Ainsi, la deuxième de liste, Evelyne Renaud-Garabedian, reste élue, et c'est le troisième de liste, Damien Regnard, qui remplace Jean-Pierre Bansard depuis le mois d'août. ♦

Le Louisianais Damien Regnard arrive au Sénat

Président de la chambre de commerce franco-américaine à la Nouvelle-Orléans, élu au conseil d'administration de l'Alliance française et élu consulaire, Damien Regnard nous parle de ses projets en tant que nouveau sénateur.

Vous venez d'arriver au Sénat, y étiez-vous préparé ?

Je n'étais pas spécialement préparé à prendre des fonctions de sénateur en plein été ! Mais pour autant, je connais bien les problématiques des Français hors de France car je vis depuis plus de 22 ans à l'étranger et je suis élu comme conseiller consulaire et membre de l'AFE (Assemblée des Français de l'étranger) depuis plus de dix ans. Avec mon équipe, nous nous sommes tout de suite mis au travail et je suis déjà intervenu pour essayer de régler des problèmes de particuliers. Et je dois dire que j'ai été très bien accueilli par l'ensemble des personnels.

Quelles sont vos priorités ?

J'apporte mon expérience, mon savoir-faire. Ma première fonction est d'aider nos compatriotes confrontés à des difficultés à l'étranger et de soutenir le corps diplomatique qui souffre de sévères coupes budgétaires depuis plusieurs années. Il y a plusieurs dossiers brûlants, comme celui du tout récent rapport de la députée Anne Genetet (*lire p. 8, Ndlr*) ou encore celui du réseau de l'enseignement. J'ai moi-même ouvert plusieurs écoles à l'étranger, je connais bien cette problématique. Venant des États-Unis, je suis aussi très sensible au statut fiscal des Français nés en Amérique (*avec le Fatca, les États-Unis considèrent que tout citoyen américain est redevable de l'impôt quel que soit son lieu de résidence dans le monde, ndlr*).

Un premier chantier en cours ?

J'avais commencé à travailler aux États-Unis avec la Caisse des Français de l'étranger. Quand on habite loin de la France, il est parfois difficile de se faire soigner correctement, soit parce que les coûts des soins dans



▲ Damien Regnard.

le pays d'accueil sont prohibitifs, soient parce qu'ils sont de mauvaise qualité. Nous allons donc travailler sur la télé-médecine avec la CFE à titre expérimental. C'est une pratique qui est déjà développée dans certains pays frappés par les déserts médicaux, je suis certain qu'elle apportera un réel plus à nos concitoyens. J'ai également intégré la commission des Affaires culturelles du Sénat, et je suis le seul des douze sénateurs des Français de l'étranger à y siéger. Je vais donc jouer un rôle de diffusion de l'information et de coordination dans ce domaine.

Vous paraît-il normal que le Conseil constitutionnel ait annulé l'élection de M. Bansard sans annuler tout le scrutin ?

Je ne commente pas les décisions de justice. Ce que je sais, c'est que le Conseil constitutionnel a appliqué la règle en rendant seule responsable la tête de liste de ses comptes de campagne et il n'a pas jugé qu'il y avait collusion entre M. Bansard et ses colistiers, raison pour laquelle j'ai pu le remplacer et être élu au Sénat.

MOBILITÉ

Le Volontariat international à l'heure de la maturité

Voilà maintenant dix-huit ans que le Volontariat international en entreprise (V.I.E) et en administration (V.I.A) permet à des jeunes de vivre une expérience professionnelle à l'étranger dans un cadre sécurisant. Une solution précieuse pour les entreprises également, qui peuvent ainsi miser sur l'avenir et détecter leurs futurs talents. Géré par Business France, ce dispositif a de beaux jours devant lui. Entretien avec Michel Bauza, le dynamique directeur exécutif de ce programme.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Baptiste Lemoine, a exprimé cet été sa volonté de voir le nombre de V.I.E augmenter de 10 000 à 15 000 dans une proche échéance. Cet objectif vous semble-t-il réaliste?

Dans un premier temps, notre objectif vise à passer d'un peu plus de 10 000 à 12 000 V.I.E en poste à l'horizon 2022, ce qui correspondrait déjà à une importante progression de 20% sur cette échéance. Par la suite nous pourrions ambitionner d'aller au-delà, comme l'a d'ailleurs rappelé récemment M. Lecourtier (*directeur général de Business France, la structure en charge de l'internationalisation de l'économie française*

qui englobe également le dispositif V.I.E, Ndlr). Ce développement du nombre de missions est nécessaire pour soutenir le développement de l'économie française à l'international. Nous y travaillons mais il s'agit d'un processus de gestion RH qui s'inscrit forcément dans le temps et qui supposera également un renforcement des moyens pour pouvoir gérer l'ensemble de ces missions supplémentaires.

Quel est le niveau de diplôme requis pour postuler et quels sont les profils recherchés?

Aucun niveau de diplôme n'est requis. Pour autant, il convient de rappeler que ce sont les entreprises qui choisissent les jeunes, et dans les faits ce sont aujourd'hui majoritairement des titulaires de master 2 qui sont choisis par ces dernières, avec une moyenne d'âge qui oscille actuellement entre 25 et 26 ans. En effet, un certain niveau de maturité est attendu par les entreprises, en rapport avec les missions qu'elles proposent à ces jeunes. Toutes les spécialités professionnelles sont possibles dans le cadre d'un V.I.E mais ce sont surtout les missions autour des fonctions financières, de l'audit, de l'ingénierie et du développement commercial qui dominent.

Au terme de leur mission, les jeunes sont-ils souvent embauchés sur le lieu où ils ont effectué leur volontariat?

Quelque 70% des jeunes volontaires reçoivent une proposition d'embauche de l'entreprise qui les a accueillis à la fin de leur mission. Bien souvent, une entreprise qui accueille un V.I.E tend en effet à le considérer comme un futur collaborateur. Mais comprenez que ce taux correspond aux propositions d'embauche des entreprises, or tous les jeunes n'y répondent pas forcément fa-

vorablement, pour différentes raisons, notamment des poursuites d'études. Toutefois un autre chiffre est très significatif, ce sont les 92% des jeunes qui sont en activité très peu de temps après avoir réalisé un V.I.E, ce qui signifie que le taux d'employabilité augmente significativement pour ceux qui sont passés par ce dispositif, à niveau d'études égal. Ces acquis, ce savoir-être à l'international sont objectivement recherchés sur le marché de l'emploi.

Au-delà de l'Amérique du Nord et de l'Europe, y a-t-il d'autres destinations à développer, notamment sur le continent africain?

Il est indéniable que l'Afrique va jouer un rôle crucial sur le plan économique dans les années à venir et nous aimerions en effet renforcer nos propositions de V.I.E sur ce continent où les volontaires sont déjà présents notamment via des hubs régionaux, comme en Tunisie, au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Cameroun, au Gabon, au Kenya à Madagascar ou encore en Afrique du Sud. Néanmoins, il est clair que les questions sécuritaires sont parfois sensibles dans certains de ces pays et nous veillons particulièrement à cet aspect, notamment sur des destinations qui peuvent être considérées comme comportant des risques.

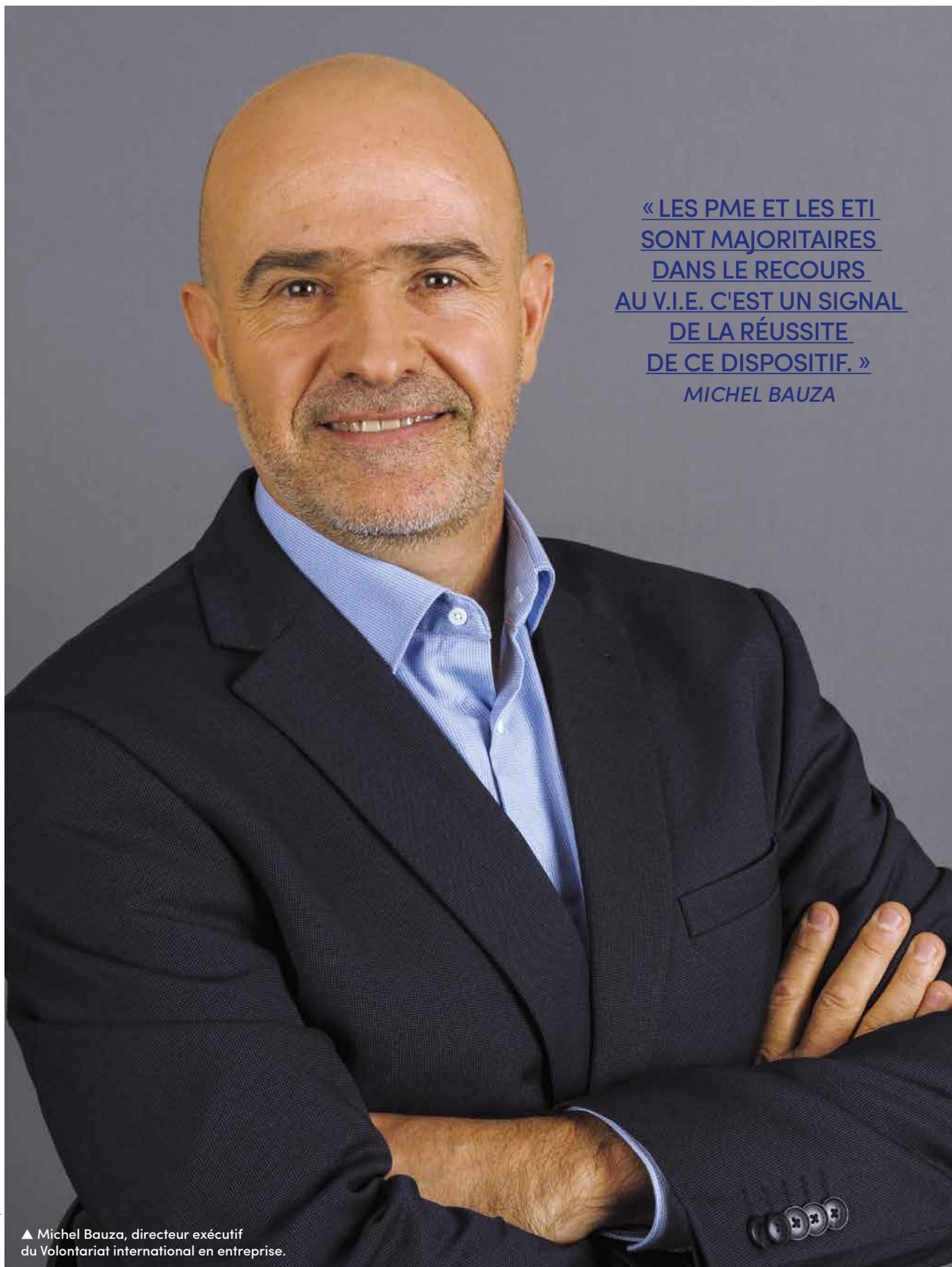
Quelle est la part des PME et des grandes entreprises dans ce dispositif?

Les PME et les ETI sont majoritaires en termes d'entreprises utilisatrices du V.I.E. C'est un signal de la réussite de ce dispositif. Nous mettons en effet à disposition de ces structures des solutions simples et intégrées pour favoriser la mobilité internationale. Mais historiquement, les grandes entreprises ont aussi toujours eu recours à ce type de



UNE CURE DE JOUVENCE POUR LE PROGRAMME

Le dispositif du Volontariat international s'est doté récemment d'une nouvelle identité visuelle pour renouveler son image. Au-delà, ses dix-huit années d'existence sont aussi l'occasion de collecter des retours d'expérience et d'en faire partager les entreprises. À cet effet, Business France va publier d'ici la fin de l'année une charte des bonnes pratiques et des valeurs du V.I.E pour les entreprises. De quoi poser les jalons d'un avenir pérenne pour le Volontariat international.



« LES PME ET LES ETI
SONT MAJORITAIRES
DANS LE RECOURS
AU V.I.E. C'EST UN SIGNAL
DE LA RÉUSSITE
DE CE DISPOSITIF. »
MICHEL BAUZA



◀ Le 2 juillet dernier, lors du lancement de la nouvelle identité visuelle du Volontariat international au quai d'Orsay, en présence du secrétaire d'État Jean-Baptiste Lemoyne, de Christophe Lecourtier, directeur de Business France, de parlementaires, de représentants du Comité national des conseillers du Commerce extérieur et des chambres de commerce et d'industrie, et d'anciens volontaires internationaux.

Quelle est aujourd'hui la durée moyenne des missions?

Elles peuvent s'étendre jusqu'à 24 mois mais la majorité des missions se déroule actuellement sur une période de 18 mois.

Le volontariat international en entreprise (V.I.E) se décline aussi dans les administrations françaises (VIA) à l'étranger...

Effectivement un peu plus de 1 000 V.I.A effectuent leur mission dans ce cadre, notamment dans les ambassades ou dans différents services de l'État français à l'étranger, comme en propose régulièrement le site *civiweb.com*. ♦

Pour en savoir plus :

- Le site internet du Volontariat international : www.civiweb.com
- Le blog du VIE : <https://vie.businessfrance.fr>
- Le site internet de Business France : www.businessfrance.fr

programme, comme autrefois avec les coopérants du Service national ; or elles ont aujourd'hui la possibilité d'accueillir des jeunes femmes et une palette de compétences bien plus large à travers le dispositif du VIE.

Par qui le volontaire est-il rémunéré et quel est le montant de cette rémunération?

Le jeune reçoit une indemnité qui est fixée selon des barèmes qui prennent en compte le coût de la vie dans les différents pays, l'éloignement, etc. Le montant de ces indemnités est d'ailleurs consultable sur notre site internet. Cette indemnité est versée par Business France, avec qui le jeune sélectionné signe une lettre d'engagement de volontariat. Dès lors, nous gérons tous les aspects administratifs et financiers relatifs à la mission. Par ailleurs, le jeune bénéficie d'une couverture sociale équivalente à celle de tout assuré social en France, quelle que soit sa destination.

Comment Business France intervient-il dans la gestion du dispositif?

Rappelons que nous intervenons pour le compte de l'État français. Dans un premier temps, nous cherchons à sensibiliser le plus grand nombre de candidats au volontariat, notamment par des partenariats étroits avec les écoles, les universités, les centres de formation, afin de communiquer sur cette opportunité. Les

jeunes intéressés peuvent s'inscrire sur la plateforme *civiweb.com* qui regroupe l'ensemble des postulants au départ ainsi que les entreprises qui offrent des missions. Pour nous rapprocher de ces dernières, nous assurons un véritable travail de terrain avec l'ensemble de nos partenaires – dont le réseau des chambres de commerce et les conseillers du commerce extérieur qui nous aident beaucoup – pour informer les entreprises sur la solution que représente le VIE par rapport à leurs projets de développement et de recrutement de jeunes talents, puis pour les accompagner en matérialisant cette offre de mission dans leur business plan. Notre rôle consiste ensuite à assurer cette mise en relation entre les entreprises et les volontaires éligibles, puis à la formaliser par un contrat, une lettre d'engagement, une préparation à cette mission avec une journée d'intégration à Paris afin de sensibiliser les jeunes à leur future mission et les informer sur de nombreux aspects pratiques et déontologiques. À leur arrivée, ils sont reçus dans leur pays d'accueil par un correspondant VIE, représentant de Business France ou de l'Ambassade de France, qui va leur donner de précieux compléments d'information et qui restera leur correspondant de proximité durant le temps de leur mission. En revanche, sur le plan professionnel, c'est bien sûr l'entreprise qui va indiquer au volontaire ses attentes et piloter opérationnellement la mission.

LE VOLONTARIAT INTERNATIONAL À LA LOUPE

Pour être éligible, le candidat doit être âgé de 18 à 28 ans, être issu de l'espace économique européen ou de Monaco, jouir de ses droits civiques et présenter un casier judiciaire vierge. Le dispositif V.I.E est adapté aux entreprises de toutes tailles, mais il est aujourd'hui utilisé principalement par les PME-ETI, à hauteur de 65%. Au 31 août dernier, **10 133 volontaires** étaient en poste au sein de **1 958 entreprises**. Les États-Unis représentent la première destination d'affectation avec **1 353 jeunes** en poste, devant la Belgique (**1 328**) et l'Allemagne (**975**). Le secteur bancaire est le premier destinataire des missions de volontariat (**1 267**), devant l'industrie automobile (**829**), l'industrie pharmaceutique (**766**), les services informatiques (**482**) et le conseil et l'ingénierie en systèmes informatiques (**438**). Enfin, l'Île-de-France est de loin la Région qui concentre le plus d'entreprises utilisatrices de ce dispositif (**49%**), devant la Région Auvergne-Rhône-Alpes (**12%**).

Sources : Business France, août 2018.

La solution RH pour booster votre développement export !

Business France a pour mission d'ouvrir de nouveaux horizons aux entreprises. Avec plus de 10 200 V.I.E* en mission, nous sourçons les meilleurs talents pour soutenir vos activités à l'international.

Notre savoir-faire : connecter, accélérer, réussir.

N°azur 0810 659 659 (prix d'un appel local)

infovie@businessfrance.fr

 @BF_VIE

ENSEIGNEMENT

Bac 2018 : le carton des lycées français à l'étranger !

Ils ont frôlé le 20/20 ! 17 134 candidats ont décroché le précieux sésame cette année dans les lycées français à l'étranger, soit un nouveau taux record de 97,3%, après 96,8% l'an dernier (et contre 88,3% cette année en France). Voilà qui donnera sans doute du baume au cœur à ce réseau d'établissements unique au monde et menacé par d'importantes coupes budgétaires.



Un autre chiffre montre que ce millésime 2018 restera dans les annales pour les établissements : parmi les nouveaux bacheliers, 76% ont décroché une mention. Certains font encore mieux comme le nouveau lycée Winston-Churchill de Londres (500 élèves, ouvert il y a trois ans) avec un taux de réussite de 98,5% (et même 100% en section L) avec 83,3% de mentions. Le lycée Charles-de-Gaulle fait un tout petit peu moins bien avec 98,37% (et aussi 100% chez les littéraires). 96% de réussite au Liban dans les écoles gérées par la Mission laïque française (qui administre 94 lycées français dans le monde, soit en pleine responsabilité, soit dans le cadre d'un partenariat avec quatre réseaux principaux au Maroc, au Liban, en Espagne et aux États-Unis pour un total de plus de 60 000 élèves). Les résultats continuent de progresser aussi au lycée Jean-Mermoz d'Abidjan, homologué pour la deuxième année: 93% de reçus contre 91% en 2017. Carton plein aussi pour les treize établissements français d'Espagne avec 98% de réussite et 77% de mention sur un total d'un peu plus 1000 bacheliers.

Au Lycée français de Barcelone, les 233 candidats présentés décrochent le bac, dont 65,7% avec mention. À Valence également, le Lycée français obtient 100% de réussite cette année. 86 des 113 candidats reçus décrochent au passage une mention. À Madrid, on frôle la perfection avec 99,2% de réussite dont 100% dans les séries L et S. Ces résultats sont partout meilleurs qu'en 2017. Pas de faux pas non plus au Lycée français Molière : tous les lycéens obtiennent le baccalauréat. Le Lycée français de Vienne (Autriche) affiche 98,6% de réussite dont 84% de mentions. En Asie du Sud-Est, le Lycée français de Singapour obtient également 100% de réussite avec 94% de mentions. Trois élèves décrochent même une moyenne de 20/20 ! Pour l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), ces résultats illustrent « l'excellence pédagogique du réseau », ainsi que sa « cohérence dans la diversité », qui constitue « sa grande force ».

Une « clientèle » internationale

Quant à la répartition par zones géographiques, elle montre que c'est l'Asie-Moyen-Orient qui décroche la palme

«Un enseignement unique et hybride public-privé»

Trois questions à... Isabelle Tardé, déléguée générale de la Fapée (Fédération des associations de parents d'élèves des établissements d'enseignement français à l'étranger) qui représente 175 associations de parents d'élèves à travers le monde.



Victimes de leur succès, certains établissements ne croulent-ils pas sous les demandes?

Lisbonne, par exemple, profite de l'excellente image de l'établissement, de la ville et du pays. C'est la même chose à Barcelone ou Madrid. La situation est différente en Algérie où le Lycée français d'Alger est, pour des raisons diplomatiques, le seul établissement d'enseignement français du pays (Annaba et Oran viennent d'ouvrir et en sont des annexes). D'autres établissements, en revanche, font face à la concurrence d'autres écoles internationales ou sont situés dans des pays où l'enseignement local est de qualité et ouvert sur les langues.

Les excellents résultats des lycées français de l'étranger s'expliquent aussi par la sélection par l'argent ?

C'est un enseignement hybride: une mission de service public pour les Français mais 100% privé pour les locaux et tiers. Il y a un programme de bourses de plus de 100M€ pour les élèves français (avec une moyenne l'an dernier de 1387€ par élève, Ndlr).

▲ Les représentants des associations de parents d'élève des établissements français d'Espagne avec Isabelle Tardé, déléguée générale de la Fapée, en blanc, au centre de l'image, et en présence du sénateur Olivier Cadic, derrière elle, à l'occasion de l'assemblée générale du 6 juillet dernier.

Va-t-on vers une ouverture vers le privé ?

Oui, cela a été annoncé clairement par Emmanuel Macron dans son discours du 20 mars. Il veut doubler le nombre d'élèves du réseau à l'horizon 2030 mais sans coût supplémentaire pour le budget de l'État. Donc le message est clair. La majorité des établissements du réseau sont d'ailleurs des établissements partenaires, souvent opérés par des associations ou fondations à but non lucratif. L'homologation (= la certification qualité) est délivrée par le ministère de l'Éducation nationale. Certains établissements, en revanche, ne sont pas à but non lucratif et nous n'avons aucun accès à leur gestion, ce qui devrait être une information transparente et la contrepartie des bourses scolaires versées par l'Etat français.



© Ross Petukhov

avec 98,4% de diplômés, talonnée par l'Europe à 98,2% devant les Amériques avec 98%. Le Maghreb-océan Indien se classe quatrième avec 97,1% de reçus et l'Afrique complète le tableau à la cinquième place avec 93,6% de réussite. Les lycées français, une voie royale, prisée par les élites intellectuelles et économiques, qui attire de plus en plus: la croissance des effectifs est de 2 à 3% à chaque rentrée... Le système permet de bénéficier du même enseignement qu'en France mais aussi de maintenir «un lien avec sa culture d'origine, ses racines, son histoire», argumente Isabelle Tardé, déléguée générale de la Fapée (*lire encadré p. 19*). Les lycées français s'enorgueillissent aussi de prendre «le meilleur» de chaque culture, de concier

lier l'esprit des Lumières et les «spécialités» locales. Ces établissements sont d'ailleurs particulièrement pris d'assaut par une «clientèle» internationale: plus de la moitié des élèves ont la nationalité du pays d'accueil, 36% seulement sont français et les derniers d'une autre nationalité. Pour Isabelle Tardé, «ce qui attire les locaux, c'est la qualité, un enseignement sérieux, avec des contenus programmatiques forts, des langues, une pédagogie, des enseignants qualifiés. Ses valeurs sont aussi importantes».

Conditions d'études avantageuses

Mais l'excellence a un coût. Tous ces établissements sont payants, les tarifs variant selon le niveau de vie du pays.

UN LYCÉE, TROIS STATUTS

Quel est le point commun entre feu Boutros Boutros-Ghali, qui fut secrétaire général de l'ONU, l'architecte espagnol Ricardo Bofill, l'actrice américaine Jodie Foster ou la réalisatrice iranienne Marjane Satrapi ? Tous ont étudié dans l'un des 497 lycées français de l'étranger homologués et répartis dans 137 pays. Ils accueillent plus de 350 000 élèves, dont 125 000 Français, parmi lesquels donc quelques futures têtes d'affiche. Le réseau est géré par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), créée en 1990 sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et en liaison le ministère de l'Éducation nationale. À ce titre, elle a reçu une subvention d'environ 500 M€ pour 2018 (y compris pour l'octroi de bourses scolaires aux enfants français). L'AEFE pilote le réseau avec ses partenaires, au premier rang desquels figure la MLF (Mission laïque française), association à but non lucratif reconnue d'utilité publique. Ce réseau constitue aussi un outil diplomatique précieux. « Plus de 60% des élèves de ces lycées sont étrangers, rappelle la sénatrice Hélène Conway-Mouret, ex-ministre déléguée chargée des Français de l'étranger. Nombre d'entre eux étudient ensuite dans nos universités avant de retourner dans leurs pays où ils occupent souvent des fonctions importantes dans des grandes entreprises, au sein de l'État ou au niveau gouvernemental. »

PLUSIEURS CERCLES

On retrouve d'abord les lycées en gestion directe de l'AEFE, 74 établissements au total. Leur fonctionnement est le même que l'on soit à Barcelone, Rabat ou Pondichéry. 153 autres sont conventionnés. Ils bénéficient de subventions de l'État qui servent à payer les professeurs détachés de l'Éducation nationale. Certains sont gérés par la MLF (cinq au Liban, deux en Espagne et un en Éthiopie) ou des fondations, comme à Mexico ou Sao Paulo, mais le plus souvent par des associations de parents d'élèves. Dans ces deux cas de figure, les personnels sont directement rémunérés par l'AEFE. À la différence des 265 établissements dits partenaires, simplement homologués par l'Éducation nationale, plus autonomes en termes pédagogiques, financés exclusivement via les frais de scolarité payés par les parents, et dont le poids dans le budget se limite aux bourses accordées à leurs élèves français. Ce dernier cercle est composé d'établissements qui n'ont pas de lien juridique avec l'AEFE. Cela va d'écoles françaises parfois séculaires comme au Liban à des classes volantes ouvertes par les grands groupes du CAC40 (Citroën, Michelin, Total...) en Chine ou en Afrique pour scolariser les enfants de leurs collaborateurs le temps d'un grand chantier.

Stage garanti avec le CEI

De 1 à 6 mois

1500 jeunes placés par an

1000 entreprises partenaires

Londres, Liverpool, Manchester,
Dublin, Cork et Edimbourg

30 domaines de stages

marketing, commerce international,
architecture, design, mode, tourisme,
informatique...

Placements en stage et emploi,
hébergements et cours en écoles
de langues

Pour nous contacter :

01 40 51 11 85

wts@cei4vents.com

www.cei-work-travel-study.com



Avec plus de 23 000 euros par an, celui de New York détient la palme, l'établissement le moins cher (autour de 200 euros) est une école primaire à Madagascar. En moyenne, comptez 4500 euros l'année. Un budget conséquent pour les familles, même si nombre d'entre elles bénéficient d'une bourse ou d'une participation de leur employeur. En contrepartie, les élèves bénéficient de conditions d'études avantageuses tout au long de leur scolarité : petites classes, ouverture culturelle, langues multiples, aide à l'orientation soutenue... Le revers de la médaille, c'est le manque de places dans certaines villes. Au Maroc, à Casablanca et à Rabat, « *il y a beaucoup de tension* », reconnaît Isabelle Tardé alors que la demande croît aussi dans d'autres pays tels que la Côte d'Ivoire ou le Sénégal. « *Grâce aux faibles effectifs, les enseignants sont proches de leurs élèves, peuvent mieux s'occuper d'eux et prendre en compte leurs particularités*, constate Marcel Guillerot, responsable de l'orientation au lycée français international de Bangkok (Thaïlande). *Il y a une véritable souplesse dans le travail des professeurs. Le personnel est sur place toute l'année. Nous organisons un forum des carrières tous les ans au lycée, alors qu'en France, les élèves doivent parfois parcourir plus de 100 km pour se rendre sur un tel salon.* »

Mais ce réseau coûte des lycées français à l'étranger cher à l'État. Pas étonnant donc qu'Emmanuel Macron mise sur le développement de partenariats public-privé pour le faire croître davantage. Les subventions s'amenuisant, ce sont les familles qui en ont subi les conséquences : elles supportent aujourd'hui 60% des coûts, les frais de scolarité ayant bondi de près d'un quart en cinq ans, a calculé la commission des finances du Sénat. Selon son rapport, les charges ont augmenté de 19,5% entre 2012 et 2017, en raison d'une hausse du nombre des élèves (+11,4% depuis 2012) et des dépenses de personnel (+15,5%). Pour réduire les coûts, la commission recommande de « *poursuivre la réduction* » du nombre des professeurs détachés (de l'Éducation nationale française) au profit des recrutés locaux, dont la rémunération est moindre.

Démarches simplifiées

Pour les élèves, le baccalauréat n'est qu'une étape. « *L'enseignement dispensé permet d'envisager une réintégration en*

Les 20 meilleurs lycées français du monde

Vingt ans après, l'excellence est toujours au rendez-vous ! En 2000, notre journal, qui s'appelait alors *Français à l'étranger*, avait procédé à un classement des établissements dans le monde ayant obtenu les meilleurs résultats au baccalauréat. En 2018, leurs taux de réussite sont encore plus élevés, à l'exception des trois premiers qui voient une légère baisse de leurs résultats. Cet instantané, s'il n'est que le reflet d'une situation à l'instant T, démontre néanmoins que ces lycées ont su rester dans le haut du tableau, et affichent toujours des résultats supérieurs à la moyenne française (91,1% pour le bac général).

Lycée	Pays	Taux réussite 2000	Taux réussite 2018
Lycée Charles-de-Gaulle	Grande-Bretagne	100,00 %	98,37 %
Lycée Jean-Monnet	Belgique	99,29 %	99 %
Lycée franco-libanais de Tripoli	Liban	98,77 %	96,84 %
Collège protestant de Beyrouth	Liban	98,20 %	100,00 %
Lycée français de Valence	Espagne	98,02 %	100 %
Lycée français de Vienne	Autriche	96,97 %	98,6 %
Lycée La Bourdonnais de Curepipe	Maurice	96,77 %	98,14 %
Grand lycée franco-libanais de Beyrouth	Liban	96,67 %	nc
Collège Stanislas de Montréal	Canada	96,33 %	100,00 %
Lycée franco-allemand de Fribourg	Allemagne	95,65 %	nc
Lycée Charles-Lepierre	Portugal	95,05 %	99,2 %
Lycée Lyautey de Casablanca	Maroc	93,48 %	95,45% (2016)
Lycée franco-mexicain de Mexico	Mexique	93,33 %	98,11 %
Lycée Descartes de Rabat	Maroc	92,19 %	95,00 %
Lycée Victor-Hugo de Marrakech	Maroc	89,29 %	96,00 %
Lycée français de La Marsa	Tunisie	89,15 %	98,00 %
Collège Jean-Mermoz d'Abidjan	Côte d'Ivoire	88,62 %	93,00 %
Lycée français de Barcelone	Espagne	88,04 %	100,00 %
Lycée français de Madrid	Espagne	86,22 %	99,25 %
Lycée Blaise-Pascal d'Abidjan	Côte d'Ivoire	86,00 %	98,50 %

nc : non communiqué

France aussi bien que dans le pays d'accueil, note Magali Durand-Assouly, proviseure du Lycée français de Düsseldorf. *Nos élèves bougent beaucoup entre les systèmes éducatifs (français, allemand ou autres), en cours de scolarité, ou nous quittent pour intégrer l'enseignement supérieur.* Chaque année, plus de la moitié des bacheliers diplômés dans un lycée français à l'étranger poursuivent leurs cursus en France. Un programme de bourses les aide depuis plus de vingt-cinq ans à concrétiser ce projet: le dispositif Excellence-Major. Créé en 1992, il aide les meilleurs bacheliers

étrangers à mener des études de haut niveau en France, à l'université ou dans de grandes écoles. Cette aide est étalée sur cinq ans et bénéficie aujourd'hui à 800 étudiants de 80 nationalités. Elle les accompagne de la première année jusqu'au niveau master 2 et leur permet de bénéficier de démarches administratives simplifiées, que ce soit pour l'obtention d'un visa ou pour la recherche d'un logement. Les bénéficiaires peuvent en outre profiter de partenariats conclus avec certaines grandes écoles, telles que l'Essec ou Sciences-Po Paris. ♦

EMPLOI

Eures, une mue lente mais inéluctable

Le portail européen de l'emploi n'en finit pas de se transformer. Échange avec Denis Genton, chef d'unité à la direction générale Emploi, Affaires sociales et Inclusion à la Commission européenne, pour un point d'étape.

Quel est le bilan d'Eures aujourd'hui au niveau du trafic sur le site, des appels auprès de vos conseillers, et combien d'offres sont pourvues grâce à cette structure ?

La transformation d'Eures a été votée en 2016, mais le processus prend du temps et commence à produire des effets. Il y a une véritable ambition pour ce programme pour lequel on peut déterminer deux grands axes de développement: le portail et le réseau. Le portail est géré depuis Bruxelles et est alimenté par les points de contact des 28 États membres et les 4 pays de l'Espace économique européen. Le réseau est fort d'une multitude de partenaires dont quelque 1 000 conseillers Eures répartis à travers les États participants. Notre ambition est d'ouvrir notre communauté, de construire un portail encore plus dynamique afin de mieux connecter les offres (aujourd'hui environ 1,6 million disponibles) et les chercheurs d'emploi (400 000 enregistrés). Il est vrai que si la réforme est bien enclenchée, certains pays sont plus avancés que d'autres. L'Allemagne et le Royaume-Uni sont les deux pays mettant à disposition le plus d'offres sur le portail, reflétant ainsi l'état du marché du travail dans ces pays. L'idée est que *in fine* toutes les vacances d'emploi soient enregistrées sur notre portail.

Eures doit-il se rapprocher des entreprises du secteur privé pour travailler en direct avec elles ?

Nous avons des interlocuteurs privilégiés, les bureaux des services publics de l'emploi des pays participants. Nous avons décidé d'ouvrir le réseau à d'autres acteurs, le processus est en cours mais la dynamique n'est pas encore enclenchée partout, seulement la moitié environ des pays ont mis en place un « système d'admission ». À ce



jour, quatre partenaires autres que les services publics de l'emploi sont actifs dans le réseau : deux en Allemagne, deux en Finlande... La Commission suit tous ces développements de très près et organisera un « Programme d'apprentissage mutuel » sur cette question début décembre.

Nous ne travaillons pas directement avec les entreprises, mais avec des agences (comme Manpower par exemple) qui doivent résoudre cette problématique : nous sommes un service gratuit alors qu'elles font payer leurs services aux entreprises. Nous devons donc les convaincre que nous sommes une valeur ajoutée. C'est d'autant plus important que toute la mobilité professionnelle ne passe pas par les services publics de l'emploi, ils n'ont pas de monopole: d'après les études que nous avons, en moyenne, un tiers seulement des offres d'emploi passent par ces services publics.

Eures est toujours trop peu connu en France. À quoi cela est-il dû à votre avis ?

Nous avons avec Eures France, c'est-à-dire Pôle emploi, une relation très privilégiée, avec beaucoup de projets pilotes qui marchent bien comme « Votre premier emploi Eures » (des aides pour les jeunes qui partent pour la première fois travailler en Europe : www.your-firsteuresjob.eu/fr/home) ou promoteurs comme le « Corps européen de solidarité » (les jeunes travaillent sur des missions comme la prévention de catastrophes naturelles, des travaux de reconstruction, une aide dans des centres de demandeurs d'asile : https://europa.eu/youth/solidarity_fr). Les Français sont assez réceptifs et dans une logique de coopération renforcée avec Eures, ils s'investissent dans nos projets innovants. En outre, ils sont aussi très investis dans les projets transfrontaliers (comme le projet Grand Est).



© Macej Skropanski

▲ Denis Genton.

En ce qui concerne le travail de base, il y a des conseillers partout sur le territoire, mais il y a encore une différence importante entre les offres publiées sur le site Pôle emploi et le portail Eures. La France a choisi de ne pas renvoyer toutes les offres sur notre portail, en excluant le secteur public et les secteurs subventionnés. Ils ont le droit de faire ce choix, mais nous préférons que les pays nous communiquent le maximum d'offres.

Quant à la question de la notoriété d'Eures, elle ne se pose pas seulement en France. Tous les États membres se posent cette question. D'ailleurs, un rapport de notre Cour des comptes, pu-

bli en février dernier, a fait un audit de performance. Leur première recommandation est de renforcer notre communication à l'échelle européenne. Nous menons déjà une politique de communication sur les réseaux sociaux et nous organisons quelques événements. Nous allons d'ailleurs profiter du cinquantième anniversaire du règlement fondateur sur la libre circulation des travailleurs pour lancer une grande campagne à travers toute l'Europe sur la mobilité. Car c'est un fait, les travailleurs européens franchissent les frontières : 17 millions d'Européens vivent ou travaillent aujourd'hui dans un État membre autre que celui de leur nationalité, soit près du double d'il y a dix ans. Nous sommes là pour accom-

pagner cette mobilité, et notamment mettre à disposition des travailleurs qui ont fait ce choix une information claire et détaillée sur leurs droits et obligations et leur garantir aussi un cadre juridique fondé sur l'égalité de traitement.

Quelles sont les nouvelles pistes sur lesquelles les équipes d'Eures travaillent actuellement ?

Jean-Claude Juncker, président de la Commission, a annoncé son intention de créer une Autorité européenne du travail en septembre 2017. La Commission a fait la proposition officielle en mars 2018. Cette Autorité a pour objectif d'accompagner la mobilité du travail à l'échelle européenne, en mettant à disposition

**« 17 MILLIONS
D'EUROPÉENS VIVENT
DANS UN ÉTAT MEMBRE
AUTRE QUE CELUI DE LEUR
NATIONALITÉ, PRÈS DU
DOUBLE D'IL Y A DIX ANS. »**

DENIS GENTON

des principaux acteurs, les entreprises et les travailleurs, les informations pertinentes sur les règles européennes, et c'est en s'appuyant sur le programme Eures qu'elle accomplira cette tâche. Elle a aussi pour objectif de créer les conditions d'une coopération renforcée entre les autorités publiques : il est prévu par exemple qu'elle fournira une assistance à la réalisation d'inspections conjointes entre les services des inspections du travail des États membres. Il est également prévu que ce nouvel organisme offrira un service de médiation en cas de différends, par exemple dans l'interprétation de la réglementation européenne s'appliquant à la libre circulation des travailleurs, au détachement de ces mêmes travailleurs ou à la coordination des régimes de sécurité sociale.

Il s'agit d'un projet ambitieux qui correspond à un réel besoin, celui de garantir aux acteurs européens des conditions de mobilité équitables. Une grande partie de notre énergie va à ce projet – et nous travaillons d'arrache-pied avec nos collègues des États membres et les parlementaires européens, car ce sont ces derniers à qui il appartient d'adopter la proposition de la Commission. Les négociations avancent bien, c'est une bonne nouvelle ! ♦

INTERNATIONAL

Les entreprises françaises ont toujours de l'appétit

Sans surprise, les États-Unis sont toujours incontournables auprès des entrepreneurs français qui souhaitent se développer à l'international. En Europe, l'Espagne a tourné la page de la crise et débarque à la première place, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne. C'est ce que montre l'étude annuelle 2018 publiée par Pramex, le leader du conseil en implantation internationale, et la Banque Populaire.





Le rêve américain a de beaux jours devant lui! Selon le baromètre de Pramex, 16,4% des projets ciblent le pays de l'Oncle Sam, en majorité des sociétés de la French Tech (49%) venus doper leur croissance. Lorsqu'elles franchissent le pas, les entreprises tricolores s'implantent d'abord en Californie, et de plus en plus sur la côte Est, à New York ou Boston, qui concentrent 40% des implantations. « C'est avant tout la taille du marché et les opportunités d'affaires qui les attirent, analyse Guillaume Page, directeur marketing chez Pramex. Le marché américain attire aussi les start-up mais elles y vont surtout pour lever des fonds. Les fonds d'investissements poussent en général pour que le déploiement passe les États-Unis, un marché plus important et intéressant en termes de valorisation. »

Mais start-up, PME et ETI ont des tableaux de marche singulièrement différents. Les premières sont plus agiles et vont rapidement à l'international. Elles se déploient simultanément dans plusieurs pays du fait de la dimension mondiale de leur marché. Et ce n'est pas l'arrivée de Donald Trump à la Maison blanche

qui les a refroidies. Les industriels un peu plus matures (les PME-ETI ont souvent une certaine expérience à l'international) reconnaissent que les États-Unis font preuve de protectionnisme mais anticipent que de toute façon le phénomène va s'amplifier au niveau mondial et qu'il y aura à l'avenir de plus en plus de zones du monde à fermer ainsi leurs frontières ou à taxer les produits étrangers.

L'ÉTUDE CONFIRME LA TRANSFORMATION DES DÉMARCHES D'INTERNATIONALISATION DES ENTREPRISES, AVEC LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA FRENCH TECH.

« Cela incite les chefs d'entreprise à réfléchir, observe M. Page, à se dire "est-ce que j'ai besoin de plus d'implantations à l'étranger et de productions locales pour passer certaines barrières?", mais cela n'a rien à voir avec Donald Trump. On reste sur le même volume d'activités et de projets qu'avant. »

Primo-investisseurs

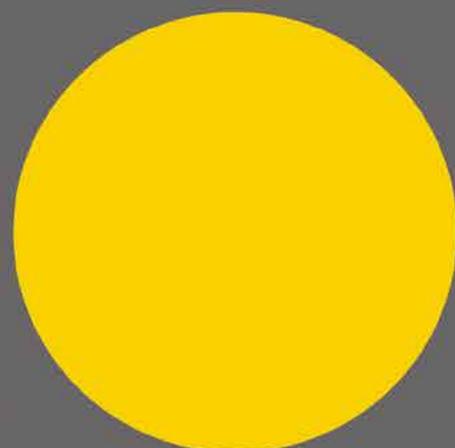
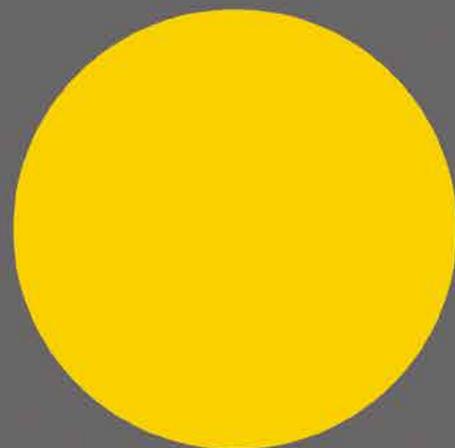
Dans le détail, l'étude Pramex recense cette année les projets d'investissements réalisés à l'étranger par 204 start-up, mais aussi pour la première fois 199 PME et 241 ETI (entreprises de taille intermédiaire) françaises. 859 projets d'implantation ont été identifiés, dont 641 créations de filiale et 218 acquisitions, représentant un échantillon d'au moins 40% de chacun de

ces marchés. Selon le baromètre, ces projets se concrétisent le plus souvent par l'ouverture d'un bureau commercial et le recours à des V.I.E (volontariat international en entreprise, lire p. 14). Seules 10% des sociétés étudiées mettent en place un site de production locale. L'étude confirme aussi la transformation des démarches d'internationalisation des entreprises, avec la montée en puissance de la French Tech. Le nombre de projets d'implantation de start-up a en effet progressé de 25% l'an dernier. Désormais, un tiers des créations de filiales à l'étranger sont le fait de primo-investisseurs, majoritairement des jeunes pousses qui n'hésitent pas à attaquer deux ou trois marchés simultanément. Cette tendance se confirme également en termes de financement puisque plus de 2,3 milliards d'euros ont été levés par ces pépites tricolores l'an dernier, soit une croissance de 15% par rapport à 2016.

Étoiles filantes en Espagne

C'est la grande surprise du baromètre cette année. En dépit de la retentissante crise en Catalogne qui a provoqué l'exode de nombreux établissements bancaires et financiers, la patrie de Cervantès est devenue en 2017, et pour la première fois, la destination européenne préférée des entrepreneurs français, même si le pays demeure (très) loin derrière les États-Unis. « L'Espagne est depuis longtemps un partenaire privilégié de la France, deuxième client de notre commerce extérieur après l'Allemagne. Il existe

franceinfo
deux points
ouvrez l'info



franceinfo:
radio . web . tv canal 27

dans ce pays une dynamique économique assez forte et la proximité géographique joue en la matière un rôle majeur, sans oublier la qualité de vie», insiste Sylvie Montout, chef économiste à Business France. Résultat : 8,4% des entreprises tricolores présentes à l'étranger ont pris leurs marques cette année de l'autre côté des Pyrénées. « On le pressentait depuis deux ans, confirme Guillaume Page. On voit passer des étoiles filantes: des entreprises françaises qui créent rapidement une structure en Espagne, soit une filiale, soit une acquisition.»

Reste qu'avec la crise, les acteurs traditionnels de l'industrie n'ont plus mis l'Espagne dans leurs priorités et ne sont pour l'instant pas revenus. Le vide a été comblé par les start-up qui permettent de retrouver le niveau d'activité d'avant 2008. Leur stratégie a changé, observe M. Page : « Jusqu'à il y a trois ans environ, une entreprise qui se développait en Europe regardait d'abord l'Angleterre et l'Allemagne quand elle estimait qu'elle avait un produit compétitif ou peu de concurrents dans ces pays. Celles qui avaient des concurrents choisissaient, elles, par défaut, l'Europe du Sud en se disant "je vais être en amont mais je vais semer et me positionner sur ce marché, le retour sur investissement sera un peu plus long, il y a une forte éducation à faire, mais j'ai une place à prendre." Or, depuis deux ans environ, les start-up qui vont en Espagne s'y installent par choix et pour réaliser des affaires à court terme. »

Les marchés émergents à la peine

L'Espagne caracole donc en tête en Europe et relègue le Royaume-Uni sur la

deuxième marche du podium avec 7,1% de projets français. À Londres, on retient son souffle mais on tient bon. « Le nombre de projets d'implantation est toujours au même niveau qu'avant le Brexit, détaille Guillaume Page. Évidemment, les entrepreneurs se posent beaucoup de questions mais vu que personne n'a de réponse et ne sait ce qui va se passer, ils continuent ! Il y a aussi une question de proximité : même s'ils s'interrogent, la majorité du temps les entrepreneurs y vont quand même. Culturellement, ça reste l'Europe. » Suivent l'Allemagne et l'Italie avec respectivement 6,9% et 5,8% d'entreprises françaises. Globalement, un tiers des sociétés étudiées se tournent vers un pays voisin alors que la tendance était plus massive auparavant. En revanche, les marchés émergents sont à la peine et arrivent loin derrière.

Les entrepreneurs français boudent ainsi les fameux « Brics », (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). « Ces pays à fort potentiel déçoivent par rapport aux possibilités qu'ils représentent, analyse M. Page. C'est cyclique: il y a eu une période où on en a beaucoup parlé, où ils ont eu de la croissance, pas mal d'entreprises sont allées s'y implanter et certaines en reviennent. Certes, on est dans une période basse, mais 13% des projets se font dans les Brics, ce qui n'est pas beau-

coup ! » Seule la Chine sort du lot selon le baromètre Pramex-Banque Populaire, où sont recensés la moitié de tous les projets menés dans ces cinq pays émergents, mais tout dépendra de l'issue du bras de fer commercial engagé avec les États-Unis.

Décalage culturel

De plus en plus d'entrepreneurs parlent du Brésil, mais l'avenir y sera là dicté par le résultat de l'élection présidentielle du 7 octobre prochain. L'Inde ne connaît pas ces problèmes mais n'est

pas mieux lotie selon l'étude : « Le décalage culturel est très important, témoigne Guillaume Page. Mais les sociétés françaises ont aussi du mal à percer là-bas parce que le potentiel économique est limité. Le PIB par habitant est plus de deux fois

L'ESPAGNE EST DEVENUE EN 2017, ET POUR LA PREMIÈRE FOIS, LA DESTINATION EUROPÉENNE PRÉFÉRÉE DES ENTREPRENEURS FRANÇAIS.

plus faible qu'en Chine (7.174 dollars contre 16.624 selon le FMI, ndlr). Vu que ce sont les deux seuls pays à dépasser le milliard d'habitants, on les voit assez proches, mais ils sont en réalité très différents à tous les niveaux. L'implantation, c'est la conséquence de l'exportation : je vais tester, je vais exporter. Et là, il a plus d'échecs en Inde qu'en Chine. »

La Russie attire également les entrepreneurs français, dans une moindre mesure, même si, comme en Chine, les barrières réglementaires et le contexte politique peuvent être parfois dissuasifs. Quant à l'Asie du Sud-Est, elle peine à décoller et cela reste un point d'étonnement pour Guillaume Page : « Cela fait quelques années qu'on parle de développement économique dans cette région, mais pour l'instant cela ne se traduit pas au niveau d'un réel intérêt de la part des sociétés françaises. Il y a évidemment plus d'entreprises qui s'y rendent mais on part d'un niveau très faible et la croissance de ces projets n'est pas si énorme. Ces sept pays ne rassemblent que 6% des projets ! Quand on choisit cette zone, on privilégie Singapour pour y créer un hub et tout gérer à partir de là. » L'Afrique, enfin, continue d'être boudée par les entreprises tricolores avec seulement 0,78% des projets d'implantation recensés. S'exiler pour gagner en compétitivité, un postulat loin d'être une idée reçue. Aux entreprises françaises d'amplifier le mouvement. ♦

LES DÉSIRES D'AILLEURS DES START-UP

Si les trois quarts des fusions-acquisitions sont le fait d'ETI, le baromètre Pramex-Banque Populaire met en avant le développement du choix de la croissance externe par les start-up. Même s'ils nécessitent une solide assise financière et des moyens d'investissement conséquents, 22 projets ont tout de même été menés à bien en 2017, contre seulement cinq un an plus tôt. Cela montre à la fois que les start-up tricolores concrétisent leurs désirs d'ailleurs mais aussi qu'un certain effet French Tech joue, ouvrant les portes des marchés étrangers aux jeunes pousses de l'Hexagone. Après être devenues incontournables dans les salons les plus en vue du secteur, ces pépites françaises deviennent des must-have pour les écosystèmes étrangers. Traditionnellement, les entreprises françaises avaient pour habitude de se déployer prioritairement dans des pays frontaliers avant de tenter l'aventure sur d'autres continents. Elles sont aujourd'hui de plus en plus nombreuses à passer directement à la deuxième étape. Les jeunes entreprises se montrent désormais presque aussi audacieuses que leurs aînées plus expérimentées. D'après le baromètre 2018, 32% des projets d'implantation sont réalisés par les entreprises primo-investisseurs, constitués pour plus de la moitié de start-up. En revanche, les opérations de fusions-acquisitions restent, pour les trois quarts d'entre elles, l'apanage des entreprises de taille intermédiaire, car un projet de croissance externe requiert non seulement des fonds financiers mais aussi une structure établie et solide. En moyenne, les entreprises françaises qui réalisent ce type d'opérations disposent déjà de six filiales à l'international et maîtrisent les rouages des marchés internationaux.

DOSSIER QUÉBEC

Au cœur de la Belle Province

Le Québec occupe une place singulière dans l'imaginaire collectif, particulièrement pour les Français. Lieu de tous les possibles, il continue de séduire nos compatriotes, d'autant que de nouvelles opportunités professionnelles se font jour. Notre dossier vous emmène à la rencontre de celles et ceux, Français ou Canadiens, qui incarnent cette réussite, après un premier tour d'horizon des possibilités qu'offre la Province.



Le Québec, qui possède une superficie équivalente à trois fois celle de la France, est la plus grande province du Canada. Son territoire, à la fois composé de grands espaces, d'immenses forêts, de plus d'un million de lacs et de cours d'eau, s'étend sur près de 1,7 million de kilomètres carrés et se divise en 17 régions administratives.

La majorité de la population du Québec, estimée à près de 8,4 millions d'habitants, vit à Montréal, la métropole. La ville compte en effet près de 1,7 million d'habitants tandis que Québec, la capitale provinciale, ne dénombre que 540 000 résidents.

Le Québec fait partie des endroits au monde où il est le plus agréable de vivre. Le coût de la vie y est parmi les plus bas des pays industrialisés. La couverture des soins de santé est universelle et les frais d'éducation sont parmi les moins élevés en Amérique du Nord. Tout ceci explique sûrement le fait que près de 80% des Français souhaitant s'établir au Canada choisissent le Québec. Le Québec est aussi le seul État majoritairement francophone de l'Amérique du Nord. Avec plus de 6,5 millions de personnes, les Francophones du Québec représentent ainsi près de 20% de la population canadienne et plus de 80% de la population québécoise.

Pour s'installer au Québec, les ressortissants doivent faire une demande de visa de résident temporaire. Il existe différentes manières de l'obtenir facilement : grâce au Permis Vacances Travail, au Volontariat international en entreprise, ou encore au programme Mobilité de jeunes travailleurs.

La demande de résidence permanente au Québec est, quant à elle, nettement plus difficile à obtenir puisqu'il faut d'abord être sélectionné par le gouvernement québécois avant de pouvoir obtenir l'admission définitive de la part du gouvernement canadien. La province impose donc d'obtenir au préalable un Certificat de sélection du Québec (CSQ), remis sous conditions dans un délai d'un an en moyenne pour les Européens. Les travailleurs temporaires ayant occupé au moins douze mois dans un emploi spécialisé au Québec et les étudiants étrangers diplômés de la province peuvent suivre le Programme de l'expérience québécoise (PEQ), un processus accéléré permettant d'obtenir le CSQ plus rapidement, environ un mois.



▲ Le Jardin botanique de Montréal.



▲ Le Palais des Congrès.



▲ La basilique Notre-Dame.

Où recrute-t-on ?

Le taux de chômage au Québec est à son plus bas depuis quarante ans et plus de 700 000 emplois sont à pourvoir d'ici 2019 dans la province, en raison notamment de départs à la retraite. Le Québec connaît donc un manque de main-d'œuvre important dans les secteurs de l'industrie manufacturière (soudeurs, machinistes, monteurs...), de la vente (représentants, service à la clientèle), des technologies de l'information (programmeurs analystes, développeurs web, graphistes...), de la restauration (serveurs, cuisiniers, maîtres d'hôtel...)

et de l'ingénierie. Plusieurs villes et entreprises rivalisent d'imagination pour attirer chez elles du personnel qualifié en garantissant notamment à leurs futurs employés un logement gratuit durant la période de formation et promettent parfois de leur payer les frais de déménagement.

Par ailleurs, dès 2015, le gouvernement du Québec avait dévoilé le « Plan Nord à l'horizon 2035 », un ambitieux programme de développement durable et de mise en valeur des ressources du nord québécois qui prévoit la création de plusieurs milliers d'emplois spécialisés.



© almanino

▲ Québec.

Des réseaux pour vous aider à trouver un emploi

Le climat professionnel, moins hiérarchisé qu'en France, donne la possibilité de progresser plus rapidement au sein d'une entreprise, mais offre aussi des mises à pied plus faciles et parfois expéditives. L'humilité est un trait de personnalité très apprécié, dans cette province où les diplômés viennent au second plan après les compétences. Manier le français à l'oral et à l'écrit est un atout primordial au Québec, mais la maîtrise de l'anglais reste aussi indispensable.

Pour une première expérience, l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) propose des stages, séjours de formation ou emplois temporaires aux étudiants, apprentis ou jeunes professionnels. La fédération France-Québec organise, quant à elle, des programmes intermunicipalités pour les jeunes travailleurs de 18 à 35 ans d'une durée de six à huit semaines, du mois de juin au mois d'août. Aussi, le programme Place aux jeunes en région (PAJR) les aide à trouver la région qui leur convient et à rencontrer des employeurs et intervenants locaux au cours de séjours exploratoires, tout en les accompagnant dans leurs démarches d'installation.

Notons aussi certains services gouvernementaux comme le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), les Centres locaux d'emploi, au nombre de 150 dans les 17 régions. Citim est un organisme qui accompagne les arrivants à la recherche d'un emploi en leur proposant des offres et en les inscrivant dans un système de réseautage avec des employeurs. Citim suit aussi les Pvtistes, de la préparation de leur demande jusqu'à leur installation au Québec, tout comme les créateurs d'emplois récemment installés : www.citim.org. D'autres organismes communautaires comme le Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec (RCJÉQ) et la Clé pour l'intégration au travail des immigrants constituent également une aide précieuse.

Attention, certains métiers sont par ailleurs réglementés, régis par des ordres professionnels (médecin, infirmière, ingénieur...) ou par des organismes réglementés (électricien, plombier, mé-

caniciens, enseignants...), et il faudra au préalable obtenir une autorisation d'exercice avant de pouvoir travailler.

Investir

Le Québec se situe au deuxième rang, derrière les États-Unis, concernant le nombre de filiales d'entreprises étrangères établies dans la province. Plus de 300 sièges sociaux canadiens de sociétés

françaises sont installés au Québec, ce qui représente près de la moitié des filiales hexagonales délocalisées au Canada. Une attractivité qui s'explique, entre autres, par une structure fiscale québécoise qui est l'une des plus

concurrentielles au monde. Le faible taux d'imposition de base au Québec, actuellement de 26,8%, baissera graduellement jusqu'en 2020. Les coûts d'exploitation figurent également parmi les plus bas d'Amérique du Nord.

Le Québec jouit par ailleurs d'une situation géographique idéale. Avec les États-Unis comme voisin immédiat et

LE TAUX DE CHÔMAGE AU QUÉBEC EST À SON PLUS BAS NIVEAU DEPUIS QUARANTE ANS. PLUS DE 700 000 EMPLOIS SONT À POURVOIR D'ICI 2019.



▲ Gaspésie.

© Kristi Blokhin

profitant de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), la province tire profit d'un marché de plus de 450 millions de consommateurs dans un rayon de 1000 km. Le fleuve Saint-Laurent, l'une des plus grandes voies navigables au monde, traverse le Québec d'ouest en est et permet d'acheminer ou d'exporter des marchandises facilement au cœur même de l'Amérique du Nord.

Afin de réussir une implantation au Canada, le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations fournit des

informations sur l'entrepreneuriat ainsi que sur l'industrie québécoise du capital de risque et sur les investisseurs potentiels. Il offre également plusieurs formations. La Chambre de commerce et d'industrie française au Québec

apporte, quant à elle, son aide dans la création d'entreprise. De son côté, l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) accompagne chaque année plusieurs milliers de jeunes adultes de 18 à 35 ans dans la réalisation de leur projet professionnel.

Étudier

Au Québec, les cours sont dispensés en français dans les classes maternelles, primaires et secondaires. Le primaire dure une année de plus qu'en France. Le secondaire, quant à lui, englobe le col-

lège français ainsi qu'une partie du lycée et est sanctionné par le Diplôme d'études secondaires (DES). Il existe trois établissements scolaires privés au Québec, reconnus par le ministère de l'Éducation nationale français et appartenant au réseau de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), dans lesquels les élèves suivent les programmes scolaires français dès la maternelle : le collège Stanislas à Québec, le collège Stanislas de Montréal, et le Collège international Marie-de-France à Montréal.

Avant d'accéder à l'enseignement supérieur, ceux qui ont suivi leurs études secondaires au Québec doivent passer par l'un des collèges d'enseignement général et professionnel (Cégep) de Montréal, Québec ou Saguenay-Lac-

St-Jean, conduisant au diplôme d'études collégiales (DEC). Une disposition qui ne concerne pas les étudiants français qui pourront directement avoir accès à l'université puisqu'en vertu d'un accord cadre franco-québécois, le Québec reconnaît l'équivalence entre le baccalauréat et le diplôme d'études collégiales.

L'enseignement universitaire est dispensé dans 18 établissements reconnus par le gouvernement du Québec. Il propose des formations de niveau baccalauréat (équivalent licence), maîtrise (équivalent

master) et doctorat. La grande majorité des universités québécoises proposent des programmes multidisciplinaires. La province jouit d'une belle réputation internationale avec notamment des établissements comme l'université McGill à Montréal ou encore l'université Laval à Québec. Grâce à un accord signé avec la France, les frais de scolarité au Québec sont les mêmes pour les étudiants français et les étudiants québécois. Cependant ils varient en fonction des universités, du nombre de crédits à valider et des domaines d'études. Aussi, un étudiant étranger peut occuper un emploi en même temps que ses études au Québec. Certaines conditions sont toutefois requises comme l'obtention d'un permis de travail ou encore être inscrit à plein-temps à l'université.

Se loger

Sur le marché québécois du logement, tout semble plus simple et plus rapide qu'en France, notamment pour les étudiants qui ne se verront pas demander une caution de leurs parents. Cependant, les baux au mois ne sont pas très fréquents, d'où la difficulté de trouver un logement pour une période inférieure à un an. Traditionnellement, le bail est signé à partir du 1^{er} juillet pour une durée de douze mois. La sous-location et la colocation sont deux systèmes qui se pratiquent couramment et légalement au Québec.

Pour trouver un logement, il faut se reporter aux annonces immobilières publiées dans les journaux comme *La Presse* et *Le Devoir*, ou surfer sur des sites comme *la Régie du logement au Québec*, *toutMontreal.com*, ou encore *Kijiji*. Par ailleurs, en sillonnant les quartiers ciblés, il n'est pas rare de voir des pancartes « à louer » indiquant le numéro de téléphone à joindre.

Les prix des logements restent abordables comparés aux tarifs pratiqués dans certaines villes de France. Il existe néanmoins des disparités locales, certains quartiers étant plus prisés que d'autres, comme le Plateau-Mont-Royal et les quartiers d'Outremont et Griffintown à Montréal notamment. Enfin, le guide « Apprendre le Québec », disponible sur le site du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), donne des renseignements généraux sur le travail et la recherche d'emploi, le logement, les valeurs et les fondements de la société québécoise, l'apprentissage du français, les services d'accueil et d'aide à l'intégration. ♦



QUÉBEC'LIB

Les décodeurs de la culture d'affaires québécoise

Êtes-vous un entrepreneur actif ou dans l'âme, et l'idée de lancer votre affaire au Québec vous séduit-elle ? Tant mieux ! Attention toutefois aux pièges qui vont inéluctablement se dresser sur votre chemin. Nous avons rencontré l'équipe de Québec'Lib, spécialisée dans ce type de processus, pour en savoir plus.

Is font la paire. Jean-Luc Molina et Éric Portrait sont tous deux français, entrepreneurs et amoureux du Québec. Jean-Luc a grandi entre l'Ancienne et la Nouvelle-France, a embrassé la carrière d'agent immobilier et a épaulé de nombreux immigrants issus de l'Hexagone dans leurs démarches d'installation. Éric, quant à lui, a dirigé une entre-

prise en France pendant une vingtaine d'années avant de tout quitter pour tenter sa chance à Montréal, où il diversifie depuis neuf ans ses expertises avec sa petite touche personnelle, de l'import de produits gastronomiques au rôle de conseiller pour le consulat de France. Mais aimer son pays d'adoption ne veut pas pour autant dire en être dupe. Aus-

si, après avoir eux-mêmes essuyé des échecs professionnels au Québec et avoir vu beaucoup de Français déchanter par rapport à l'image d'Épinal qu'ils se faisaient de cette province, Jean-Luc et Éric ont décidé d'accompagner à leur manière leurs concitoyens en quête de succès entrepreneurial. Québec'Lib, dont le jeu de mots renvoie aussi bien

au célèbre discours prononcé par De Gaulle en 1967, qu'au sentiment de liberté que procure une installation sans anicroches dans un pays étranger, est né en novembre 2017 et ne cesse de gagner en popularité.

Le Québec : un choc culturel

«Ceux qui croient que la langue française commune aux Français et aux Québécois suffit pour réussir ici font totalement fausse route», explique Jean-Luc Molina. «Le Québec, ce n'est pas la France. On n'y vit pas de la même manière, la culture y est totalement différente et on n'y a aucun repère connu. Pourtant, la majeure partie des nouveaux arrivants pensent qu'ils vont pouvoir y reproduire ce qu'ils connaissaient avant, s'y intégrer aisément et même imposer leurs façons de faire.»

Cette attitude naïve explique, aux yeux des deux entrepreneurs, que la moitié des Français expatriés au Québec en re-

**« CEUX QUI CROIENT QUE
LA LANGUE FRANÇAISE
COMMUNE AUX FRANÇAIS
ET AUX QUÉBÉCOIS
SUFFIT POUR RÉUSSIR ICI
FONT FAUSSE ROUTE. »**

J.-L. MOLINA

partent au cours des trois premières années de leur installation... avec pertes et fracas, dans le pire des cas. « En tant que délégué consulaire, poursuit Éric Portrait, je rencontre régulièrement des Français qui ont eu ou traversent beaucoup de problèmes, notamment financiers. Certains d'entre eux se sont fiés à un taux de change attractif de l'euro au dollar, ainsi qu'aux promesses qui leur étaient faites, pour investir sans compter dans cette aventure et y perdre toutes leurs plumes. Un constat d'échec encore plus cuisant lorsqu'ils sont venus s'installer ici avec leur famille et qu'ils doivent rentrer et repartir de zéro. Voilà pourquoi il est aussi important de prendre son temps et de regarder attentivement ce dans quoi on s'embarque avant de foncer. »

Le souci des détails

À quoi doit-on penser au juste lorsqu'on reprend ou qu'on crée une entreprise au Québec? À une multitude de petits et de gros détails, en fait. Comme Éric Portrait le précise, « par exemple, les Français



▲ Jean-Luc Molina et Éric Portrait

qui arrivent ici font souvent affaire avec des firmes d'avocats spécialisées en immigration en pensant que cela va faciliter leurs démarches de création d'entreprise. Malheureusement, une partie non négligeable de ces sociétés en profite pour leur facturer des montants prohibitifs et garder leur dossier le plus longtemps possible. Alors que l'on peut diminuer ces coûts en engageant un avocat junior pour réaliser les recherches préparatoires au dossier. Et qu'il faut tenir compte que, contrairement à la France, chaque minute passée au télé-

phone et chaque échange de texto avec son avocat sont comptabilisés au Québec. »

Cette logique est valable dans tous les domaines. Les immigrants français se font régulièrement extorquer de l'argent par des propriétaires de logements qui savent que les loyers sont plus chers en France et qui gonflent leurs prix pour ce type de clientèle. Même chose du côté des affaires, car les structures des entreprises canadiennes sont plus flexibles qu'en Europe, et la lecture et la compréhension de la documentation

comptable sont très différentes du modèle français. «*La surprise peut être de taille entre ce qui est vendu sur le papier et ce qui est réellement en place quand on arrive. Et encore, on ne parle pas du réseautage de ces entreprises, qui tentent évidemment de vendre leurs relations d'affaires en même temps que leurs murs.*»

Ce ne sont que quelques éléments parmi une multitude d'autres : normes, permis de conduire, rénovations, brevets... Un vrai casse-tête dont on n'a généralement pas connaissance avant de partir.

Préparer au mieux son départ

Québec'Lib a été bâti avec l'idée d'accompagner de manière personnalisée et fiable les entrepreneurs français qui s'installent dans la Belle Province. «*Nous voulons les préparer à ce qui les attend réellement ici, leur permettre de ne pas commettre les mêmes erreurs que nous avons nous-mêmes commises, leur faire intégrer un réseau qui les épaulera et contribuer à ce qu'ils puissent faire rayonner la France au Canada*», explique Jean-Luc Molina.

Pour ce faire, les deux complices ont misé sur leur expérience pour proposer une batterie de services dont ils recommandent l'utilisation bien avant le départ de leurs clients du territoire français. «*Chez nous, le client n'est pas étiqueté ni codé, spécifie Éric Portrait. Nous n'évoluons pas pour une clientèle ou dans un milieu spécifiques, et nos mandats peuvent être minimes comme très larges.*»

Les entreprises et entrepreneurs dont s'occupent Jean-Luc et Éric sont effectivement issus de nombreuses branches professionnelles : finances, commerce, technologie de l'information, restauration, etc. Pour les seconder dans leurs démarches, Québec'Lib peut, selon le cas, mettre en place pour eux leur structure (inscription au registraire, incorporation), prendre en charge les démarches légales, monter leur administration, leur trouver un local, vérifier les normes de leurs produits et même leur assurer une domiciliation. «*Nous souhaitons qu'ils se concentrent sur ce qu'ils savent faire, et nous nous chargeons du reste, tout simplement.*»

Une telle préparation ne se fait pas en un claquement de doigts. Grâce au réseau de professionnels de confiance dont les deux hommes se sont entourés – avocats, notaires, fiscalistes, agents immobiliers, entreprises de rénovation, assureurs, chasseurs de têtes –, chaque besoin est

comblé. Les clients bénéficient en plus de tous les trucs qu'ont acquis les deux hommes sur le terrain. «*Cela a l'air bête, mais pour se partir en affaires ici, il faut par exemple avoir un dossier de crédit adéquat pour trouver une banque. Or, on ne le sait pas généralement, mais les dossiers de crédit étrangers ne sont pas pris en compte.*

Québec? «*Tout dépend du profil, mais il est certain que lorsqu'on rachète une société, il y a moins de démarches et de paperasse à faire. Les financiers vous suivent parce qu'ils connaissent déjà la structure*», précise Jean-Luc Molina. «*Par contre, il n'est pas évident de trouver des entreprises à racheter. Elles existent, mais ne sont listées nulle*



Voilà pourquoi il est primordial de créer sa société, de lui assurer une domiciliation et de régler des factures avant même d'arriver ici», explique Éric Portrait.

Créer ou acheter une entreprise québécoise?

Le duo de Québec'Lib encadre la création comme le rachat d'entreprises par des Français. Ils n'hésitent cependant pas à mettre en garde leurs clients: «*Ce n'est pas parce qu'une entreprise a du succès et un nom connu en France qu'elle va inmanquablement fonctionner ici. Tout est souvent à refaire au Québec. On ne connaît pas cette société outre-Atlantique et elle devra, comme toutes les autres, montrer patte blanche.*» Il est d'ailleurs arrivé aux deux hommes de faire déchanter certains clients empressés de conquérir le marché canadien. «*Une marque honorable de cosmétiques nous avait chargés d'assurer leur installation, mais lorsque nous leur avons révélé que tous leurs produits devraient être de nouveau homologués ici, les normes étant différentes, ils ont pris conscience des coûts impliqués et ont abandonné le projet.*»

Alors, Messieurs, croyez-vous qu'il vaut mieux créer ou acheter une entreprise au

part, ce qui peut freiner les ardeurs des acquéreurs s'ils ne connaissent pas le marché. Nous pouvons les épauler avec cela aussi.»

Québec'Lib se veut donc une solution clef en main, personnalisée et fiable pour tous les types d'entrepreneurs français qui souhaitent s'installer au Québec, de même que pour ceux, déjà arrivés sur place, qui rencontrent des problèmes et veulent être compris et épaulés. Une vraie manne à l'intérieur d'un système plus souvent guidé par l'économie que l'humain. «*Notre mission, c'est de transformer tout échec ou potentiel échec en réussite. C'est un mandat très inspirant pour nous, qui repose sur nos valeurs et nos expériences. Et nous avons l'ambition de former une communauté d'entrepreneurs qui s'épauleront au même titre que nous le faisons pour eux.*» Un projet évolutif qui devrait amener Jean-Luc Molina et Éric Portrait à proposer des services supplémentaires, comme des activités de réseautage et du coworking, au gré des besoins de leurs clients. «*Qui sait jusqu'où cette aventure nous mènera? Nous répondrons présent.*» ♦

Pour plus d'informations :
<https://quebeclib.com>

IMMOBILIER

Faire son nid au Québec

Lorsqu'on part s'installer dans un pays étranger, que ce soit pour son travail, des études, ou pour vivre une nouvelle expérience, la question de notre logement lors de notre arrivée est cruciale. Fort heureusement, des experts sont là pour vous aider dans cette démarche au Québec. L'agent immobilier Nicolas Fortin nous en explique tous les mécanismes.



Arriver à Montréal avec une valise et un sac à dos, le Français Nicolas Fortin l'a expérimenté en 2011 comme bien d'autres. Que connaissait-il de la Belle Province ? « Rien, à vrai dire, avoue-t-il. J'ai répondu à une occasion d'affaire – un mandat dans l'import-export –, mais je ne m'étais jamais rendu au Canada et n'en connaissais rien. J'ai tout découvert sur place. » Au terme de six mois de travail, la fougue du jeune homme, qui évoluait auparavant en commerce international en France, a baissé d'un cran avec un premier échec professionnel. Toutefois, il était déjà conscient des possibilités de son pays d'adoption, alors il s'est accroché. « J'ai tout de suite aimé le fait qu'ici, on peut se réinventer. Les en-

treprises vous jugent davantage sur vos résultats que sur vos diplômes et vous laissent la chance de leur prouver votre valeur. Si on se montre assidu et performant sur le terrain, on peut réussir. »

Trouver sa niche

C'est exactement ce que Nicolas Fortin a accompli en répondant un peu par hasard à l'annonce d'une agence immobilière à la recherche de nouveaux agents bien particuliers, capables de dénicher des logements pour des salariés étrangers relocalisés, ainsi que pour de nouveaux arrivants. « Il peut aussi bien s'agir d'employés de Bombardier auxquels la compagnie alloue une somme mensuelle pour se loger, que de nouveaux résidents permanents arrivés avec leurs papiers et



▲ Nicolas Fortin.

qui veulent se donner le temps d'explorer la ville de Montréal avant de faire l'acquisition d'une propriété dans leur quartier favori. Je dispose aussi d'un certain nombre de clients qui veulent loger leurs enfants pendant leurs études dans des universités comme celle de McGill. Nous nous occupons d'un peu tous les profils de nouveaux arrivants. »

Même s'il était novice en la matière, ce nouvel emploi a immédiatement plu à Nicolas Fortin. Il a donc pris quelques mois pour passer sa licence de courtier immobilier, puisque cette profession est très régie au Canada, et s'est lancé dans ce nouveau domaine d'activité pour Remax, la plus grosse firme immobilière du Canada. « Il fallait se constituer une clientèle, donc au début, pour parvenir à payer mes factures, je n'ai pas hésité à occuper parallèlement de petits emplois, par exemple en faisant du télémarketing, raconte-t-il. Mais j'étais déterminé à y arriver et cela a été payant. À présent, avec mes deux collègues qui eux aussi ont vécu le processus d'immigration avec tout ce que cela comporte, nous sommes à même d'accompagner tous les nouveaux arrivants dans leurs démarches immobilières. Et j'adore ça, vraiment ! J'y puise bien plus qu'un revenu, en fait. J'y rencontre des gens venus de partout. Des Français de souche, mais aussi des Iraniens, des Chinois. J'apprends chaque jour grâce à ce métier. »

Pourquoi faire appel à un agent immobilier ?

Nicolas Fortin et ses deux confrères évoluent à Montréal, plus particulièrement au centre-ville, sur le Plateau, dans le Mile-End, à Outremont et dans le Vieux-Montréal, des secteurs qu'apprécient bien les nouveaux arrivants. « Grâce à la bannière Remax, nous pouvons aussi conseiller, puis référer des clients auprès de collègues qui évoluent dans le Grand Montréal ou en région, ce qui fait de nous un bon premier contact lorsque les gens arrivent ou s'apprêtent à le faire. Nous offrons aussi à nos clients des programmes de protection adaptés à leur statut, comme celui intitulé *Tranquillité*, qui leur garantit par exemple un remboursement intégral de leur achat si jamais il leur arrive un gros problème comme le décès de leur conjoint. Nous avons aussi mis en place une clause qui permet aux personnes qui ont acheté une propriété virtuellement de se dégager de cet achat si, en la visitant réellement, celle-ci ne leur convient plus. Nous nous sommes vraiment adaptés aux besoins de nos clients. »

Ce type de garde-fous, de même que le service d'accompagnement personnalisé dispensé par Nicolas Fortin est des plus appréciables quand on veut s'installer à Montréal... et ne pas s'y faire avoir. Effectivement, entre les normes à respecter, les petites annonces plus



Photos © DR

ou moins obscures, les prix gonflés demandés par des propriétaires peu scrupuleux, les logements dans un tout autre état que ce qui était affiché, ou encore les technicalités propres au Québec à respecter, il y a parfois de quoi en perdre son latin et son énergie ! « C'est ce qui fait notre plus grande force en tant qu'agents immobiliers. Nous sommes des personnes de confiance, régies par un ensemble de réglementations qui n'existent pas en France, et qui nous chargeons de tout pour nos clients. Nous savons par exemple qu'il est simplement toléré au Québec de demander des dépôts de sécurité et évitons aux locataires de ne pas se voir rembourser des avances qu'ils auraient pu faire à distance. Nous les guidons aussi auprès de banques flexibles – comme le *Mouvement Desjardins*, qui

a ouvert une succursale en France –, révisons les conditions de propriété et de copropriété pour eux, et nous assurons qu'une inspection en bonne et due forme est réalisée avant tout achat. »

Une réelle polyvalence

Les services de Nicolas Fortin et de son équipe ne s'arrêtent pas là. Ils prennent souvent des dossiers en charge avant l'arrivée de leurs clients, de manière à leur faire visiter par Skype ou Face-Time des logements ou maisons qu'ils ont sélectionnés. Selon les situations, ils peuvent aussi trouver des écoles aux enfants de la famille, épauler les nouveaux arrivants dans leurs démarches pratiques (permis de conduire, carte d'assurance-maladie, CSQ), leur référer des rénovateurs et des designers, ou

encore leur conseiller des fournisseurs de services (câble, téléphonie, etc.) intéressants. *« Je prends même à l'occasion une journée pour les balader dans leur nouveau quartier, histoire qu'ils en connaissent les points majeurs et ne s'y sentent pas trop perdus. Je ne dis pas que si un client m'appelle six mois après son arrivée pour me dire qu'il a besoin de papier hygiénique, nous allons nous plier à un tel caprice, mais oui, nous assurons un accompagnement qui va bien au-delà des agences immobilières traditionnelles. Par exemple, lorsque nous fournissons un appartement meublé, si un luminaire ou une fenêtre se cassent, nous pourrions intervenir. Nous sommes habitués avec ce genre de gestion. »*

Louer ou acheter ?

L'économie québécoise est excellente aux dires de Nicolas Fortin, qui conseille aux nouveaux arrivants et aux investisseurs d'en profiter avant que les prix de l'immobilier n'y grimpent en flèche comme c'est déjà le cas en



« NOUS ASSURONS UN ACCOMPAGNEMENT QUI VA BIEN AU-DELÀ DES AGENCES IMMOBILIÈRES TRADITIONNELLES. »

NICOLAS FORTIN

Ontario ou en Colombie-Britannique. *« Acheter à Montréal en ce moment est un excellent placement que je recommande souvent à des immigrants qui envoient par exemple leurs enfants étudier au centre-ville, car le montant de l'hypothèque qu'ils paient n'est pas plus élevé que celui d'une location. Par contre, tout dépend de la situation, bien évidemment. Les garanties demandées par les banques ici (de l'ordre de 20 à 35% du montant total) sont assez contraignantes, mais elles sont compensées par le remboursement conditionnel d'une partie de la TPS et de la TVQ investies lorsqu'on est un investisseur étranger sans résidence permanente. Acheter un logement neuf est aussi intéressant, mais il faut tenir compte du fait que le nombre de pieds carrés brut sur plan ne correspondra pas à celui, réel, qui sera livré au final, puisque certains espaces ne seront plus comptés. De son côté, le marché locatif a aussi ses atouts, puisque si on investit dans un logement à cette fin, on peut par exemple passer l'en-*



semble de ses achats de meubles et d'électroménagers dans ses impôts. »

Ces nombreux petits et gros détails rendent encore plus importante l'implication d'un agent immobilier de la trempe de Nicolas Fortin. *« Nous avons accès à une banque de données spécifique, le MLS, qui n'est accessible qu'à des professionnels et recense toutes les propriétés à vendre ou à louer à travers le Québec, ce qui nous permet de donner à nos clients une idée précise des prix et des conditions générales dans chaque secteur. Nous sommes également à même de leur conseiller, selon leur emploi, leurs moyens et leurs envies, des quartiers où résider. Par exemple, un banquier relocalisé appréciera souvent le fait de vivre au cœur de l'activité montréalaise, notamment au sud-ouest du centre-ville. Il y sera à distance de marche de son travail et de tous les*

services, gym comprise. Par contre, la logique est différente pour une jeune famille, qui privilégiera l'espace, la tranquillité et un accès facile à des parcs. Nous leur recommanderons alors plutôt le Plateau, Outremont ou Notre-Dame-de-Grâce. »

Finalement, après huit ans de vie montréalaise, pensez-vous qu'il s'agit toujours d'une belle destination pour s'installer ? *« Absolument! C'est une belle ville sécuritaire, dynamique, multiculturelle. Ses habitants sont sympathiques et ouverts. On y jouit d'une belle qualité de vie et de prix raisonnables. Personnellement, je regrette juste de ne pas y être arrivé plus tôt ! »* Un témoignage invitant, n'est-ce pas ? ♦

Contact : www.remax-quebec.com/en/courtiers-immobiliers/nicolas.fortin/index.rmx

PORTRAIT

À la découverte du savoir-faire provençal

Même s'il est arrivé dans la Belle Province il y a plus de 41 ans, Marc Checchio a gardé son accent chantant du Sud de la France. À la tête aujourd'hui de la bannière Marius et Fanny, déclinée en quatre boutiques dans le Grand Montréal, il amène le meilleur de ses origines dans son pays d'adoption.



© DR ▲ Marc Checchio

Marc Checchio est arrivé au Québec en 1977, à une époque où les Français, surtout ceux qui évoluaient dans le secteur de la gastronomie, commençaient à lorgner vers le Québec. « J'avais 19 ans et je devais venir pour trois mois pendant l'été... et je ne suis jamais reparti ! », explique-t-il en souriant. Marc venait effectivement de commencer à travailler pour la Pâtisserie de Gascogne, une institution montréalaise dans le domaine de la pâtisserie, et s'y sentait tellement bien qu'il y a finalement gravi les échelons jusqu'au titre de chef pendant

vingt-sept ans. Il s'est aussi marié et a fondé une famille au Québec.

Marius et Fanny

Toutefois, le boulanger-pâtissier-chocolatier, qui avait parallèlement à son travail réalisé des stages chez Fauchon ainsi que des concours relevés comme la Coupe du monde de la pâtisserie à Lyon, a décidé de se lancer un nouveau défi en acquérant un petit local en 2002 à Ste-Dorothée. « Marius et Fanny, c'est mon bébé. C'est un bout de moi et de mes origines ici. C'est la Provence qui parle ! » Marc Checchio pensait s'y épanouir en

toute tranquillité, mais son talent et son esprit d'entrepreneur l'ont conduit, de fil en aiguille, à débusquer de belles opportunités à Lachine et sur le Plateau. Si bien que seize ans après une ouverture avec 4 employés, M. Checchio en dirige à présent plus de 80 !

Trouver sa niche

Un tel succès n'est pas dû au hasard. « Il faut déployer beaucoup d'énergie, de volonté et travailler fort », admet Marc Checchio. « Mais si je compare mon parcours à celui d'autres collègues demeurés en France, je crois que les perspectives de développement sont plus encouragées ici.

**« MARIUS ET FANNY,
C'EST MON BÉBÉ.
C'EST UN BOUT DE MOI
ET DE MES ORIGINES ICI.
C'EST LA PROVENCE
QUI PARLE ! »
MARC CHECCHIO**

Nous évoluons dans un système qui nous pousse à aller de l'avant, parfois avec même un peu trop d'insouciance. Car attention, tout développement s'accompagne de risques. Je serais plus prudent, je pense, si c'était à refaire. » L'entrepreneur a notamment choisi de ne pas décliner sa bannière en franchises, ce qui représente beaucoup plus de responsabilités. « Je crois que je me serais aussi moins diversifié. Je suis heureux de proposer dans mes boutiques du pain, des viennoiseries, des pâtisseries, des chocolats, des friandises et même des plats cuisinés, mais je conseillerais à ceux qui souhaiteraient se lancer en affaires de se spécialiser dans une seule niche et de l'exploiter au maximum. » Merci pour ces précieux conseils ! ♦

PORTRAIT

L'art du fromage 2.0

Comment combiner sa culture française, son savoir-faire en web et sa passion pour l'entrepreneuriat ? Sylvain Puccini l'a trouvé en lançant une petite affaire qui a beaucoup de succès au Québec, les Ateliers Fromagers.

Sylvain Puccini et sa femme sont peut-être les seuls Marseillais au monde à aimer les pays froids. Lorsqu'ils en ont eu l'opportunité, ils ont donc tout quitté et sont venus s'installer à Montréal avec leurs deux enfants en 2014: « *On est arrivés avec notre résidence permanente et on s'est dit qu'on allait faire un bout de chemin au Canada.* »

Du web au fromage

Sylvain Puccini est tout de même un homme prévoyant. Comme il détenait une entreprise de services web en France, il a sans difficulté transféré son portefeuille de clients à Montréal, où ce dernier s'est d'ailleurs enrichi

**« J'AURAIS SANS DOUTE
ÉTÉ INCAPABLE DE
FAIRE DU FROMAGE
ET DU WEB EN MÊME
TEMPS EN FRANCE. »**

SYLVAIN PUCCINI

depuis de commerces québécois. Toutefois, sa nature entrepreneuriale le démangeait. En voyant le prix élevé des fromages dans la Belle Province, il a eu l'idée d'en proposer à la vente sur le Web. Mais son projet initial a évolué lorsqu'il s'est lié d'amitié avec un de ses formateurs en hygiène et salubrité de la Mapa, un autre Français du Sud, Philippe Kotula. Avec un maître-fromager à ses côtés, Sylvain allait alors monter un concept plus novateur : créer une série d'ateliers grand public pour apprendre à créer ses propres fromages, frais comme affinés. Les Ateliers Fromagers étaient nés !

Le Canada : une terre d'emplois et d'opportunités

Sylvain Puccini a tout de suite constaté qu'il était plus facile de trouver du tra-



▲ Sylvain Puccini

© DR

vail au Québec, voire de s'en inventer un. « *Il n'y a pas vraiment de barrières, tu peux lancer ton idée et voir si elle fonctionne. J'aurais sans doute été incapable de faire du fromage et du web en même temps en France.* »

La seule faille de ce système plus libéral se trouve, selon lui, dans la reconnaissance des diplômes étrangers. « *Si on n'a pas suivi une formation universitaire reconnue internationalement, il est difficile d'obtenir des équivalences et d'évoluer immédiatement dans sa branche. Mais on peut toujours trouver un emploi en attendant d'accéder à ce qu'on recherche.* »

S'intégrer

Le Canada est-il un réel Eldorado ? « *Tout dépend de ses attentes, avoue Sylvain Puccini. Si on fait sans cesse des comparatifs avec la société d'où on vient, on ne réussit pas. J'aime mon pays et ma famille, mais je n'ai pas un besoin viscéral de vivre comme je le faisais en France.* » Ses conseils : être à l'écoute, faire des rencontres, s'adapter aux mœurs et ne pas s'entourer que de Français lorsqu'on s'installe au Canada. « *Ma femme et moi sommes les parfaits exemples de l'immigration choisie. Notre but est de découvrir ici comment nous épanouir, pas de conserver les mêmes habitudes, puis de rentrer en France.* » ♦

(S)Investir au Québec

Nous vous ouvrons les portes du Québec pour y investir de façon avisée et en toute sécurité

Avec près de 25 ans d'expérience dans le domaine de l'immigration d'affaires, l'équipe d'AURAY Capital, en collaboration avec son réseau mondial de conseillers, apporte le soutien nécessaire aux investisseurs étrangers désirant s'établir au Québec grâce notamment au Programme Immigrants Investisseurs du Québec (PIIQ).

Présentation du programme d'immigration avec Marc Audet, d'AURAY Capital.

Pouvez-vous nous présenter AURAY Capital?

Marc Audet : AURAY Capital, une filiale de Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT), cabinet comptable de premier plan au Québec et membre du réseau international Grant Thornton, est un courtier en valeurs mobilières spécialisé dans les programmes d'immigration d'affaires. AURAY Capital est autorisée par le gouvernement du Québec à agir à titre d'intermédiaire financier dans le cadre du PIIQ. Avant de rejoindre le réseau Grant Thornton, l'équipe d'AURAY Capital a œuvré pendant plus de 20 ans au sein de la filiale Immigrants Investisseurs du Mouvement Desjardins, première institution financière au Québec.



Qu'est-ce que le Programme Immigrants Investisseurs du Québec (PIIQ) ?

Le PIIQ offre aux gens d'affaires et à leur famille un moyen simple d'immigrer au Québec. Il leur permet d'obtenir le statut de résident permanent, pouvant mener à la citoyenneté canadienne. Par ailleurs, le gouvernement du Québec accorde un traitement prioritaire aux dossiers d'investisseurs francophones.

Les principales conditions pour se qualifier sont :

- Disposer et justifier d'un avoir net d'au moins 2 millions de dollars canadiens seul ou avec son conjoint ($\pm 1,3$ M €).
- Investir 1,2 million de dollars canadiens ($\pm 780\ 000$ €) auprès du gouvernement du Québec, pour cinq ans, sans intérêt (ce montant peut être réduit grâce au financement offert par AURAY Capital).
- Avoir une expérience en gestion d'au moins deux ans acquise au cours des cinq ans précédant la demande d'immigration

1\$Can = 0.65 euros (sept 2018)

Quels sont les avantages que vous apportez à l'investisseur?

M.A. : AURAY Capital et ses partenaires offrent aux investisseurs et à leurs familles un accompagnement personnalisé avant, pendant et après leur processus d'immigration. Notre équipe d'experts, qui comprend notamment d'anciens officiers d'immigration, analyse minutieusement les dossiers des investisseurs, parmi lesquels certains peuvent présenter des situations complexes de gestion de patrimoine, et s'assure qu'ils correspondent aux exigences du gouvernement.

Les services d'AURAY Capital comprennent aussi des conseils adaptés, tels qu'en fiscalité canadienne et internationale par le biais de sa société mère RCGT et un soutien au niveau des besoins financiers grâce à ses partenariats avec la Banque Transatlantique et le Mouvement Desjardins. Tout cela permet aux investisseurs d'assurer non seulement la réussite de leurs projets d'immigration, mais aussi celle de leur bonne intégration dans la société québécoise.

À ce jour, l'équipe d'AURAY Capital a accompagné plus de 20 000 investisseurs étrangers dans leur projet d'immigration.



Membre de



Raymond Chabot
Grant Thornton

Les coordonnées

Marc Audet

Président et Chef de la direction

AURAY Capital Canada

600 rue de la Gauchetière Ouest, bureau 2740 - Montréal (QC) H3B 4L8 - Canada

+1 514 499-8440 - info-fr@auraycapital.com

auraycapital.com



▲ Valéry Hénot, Sophie Demarquette et Jonathan Chodjaï.

MeeTI

Le recrutement à échelle humaine

« Trouver le candidat idéal ». Voici le leitmotiv que de plus en plus de compagnies québécoises évoluant dans le domaine des technologies de l'information se répètent sans nécessairement y trouver de réponse concluante. La solution se trouve-t-elle dans le recrutement à l'international ? C'est ce que croient les agents MeeTI (Mon emploi en T.I.), une firme spécialisée dans le recrutement de profils informatiques immigrants au Québec.

Sophie Demarquette, Jonathan Chodjaï et Valéry Hénot ont tous trois des parcours différents. Sophie a évolué plus de quinze ans dans le domaine du recrutement de personnel, notamment pour la firme Quantum. Jonathan, en tant que président et

cofondateur d'Immigrant Québec, s'est constitué une solide expérience dans l'attraction de talents francophones à l'étranger. Enfin, Valéry, spécialiste en marketing Web, dirige des équipes de travail en Amérique du Nord, en Europe et au Maroc. En combinant leurs forces,

ils ont créé MeeTI, une agence qui recherche les talents – majoritairement francophones – à l'international, et destinée à pallier les besoins croissants des entreprises québécoises à la recherche de candidats qualifiés dans le secteur des technologies de l'information. Mais

au-delà d'être une pépinière de talents, MeeTI a surtout une approche humaine qui la distingue de ses concurrents, au sein d'un marché où les candidats sont souvent plus considérés comme des numéros que pour leur plein potentiel.

Comment recruter à l'international ?

De l'aveu de Sophie Demarquette, « *le Québec est devenu une plaque tournante dans le domaine des technologies de l'information. Les entreprises de jeux vidéo, d'effets spéciaux foisonnent. Des start-up voient le jour régulièrement et se développent vite. Toutes ces compagnies ont donc des besoins en personnel à combler, mais ne trouvent pas facilement des talents en réalisant leurs recherches localement. Elles font donc appel à des agences de recrutement, mais n'arrivent pas tout le temps à garder leurs employés, faute d'une bonne chimie avec les candidats embauchés. C'est ce qui nous démarque chez MeeTI. Nous allons chercher à travers la francophonie des personnes qui correspondront aux besoins professionnels des entreprises, mais qui pourront aussi s'y épanouir et adhérer à leurs valeurs.* »

Pour recruter à l'international, il faut toutefois réunir plusieurs facteurs : un vaste réseau de contacts, un accès prioritaire à des banques de candidats intéressants et intéressés par une expérience canadienne, un processus de présélection efficace, ainsi que la capacité d'aller physiquement à la rencontre de talents potentiels. « *C'est ce que nous avons mis en place chez MeeTI. Valéry a fait développer un moteur de recherche qui permet de détecter, pour chaque profil de candidat, toutes les offres d'emplois disponibles grâce à des mots clés. Nous disposons aussi avec mes collaborateurs d'un bon réseau en France et en Afrique du Nord, que nous souhaitons élargir aux autres parties du globe, par exemple au Brésil où la main-d'œuvre est bien formée. Et nous organisons aussi bien des activités de réseautage ici que des missions de recrutement à l'étranger, comme une à Lille au mois d'octobre prochain.* »

Le professionnalisme français

Pourquoi les candidats français sont-ils prisés au sein des entreprises québécoises ? « *Au-delà d'une langue de travail commune, les compagnies apprécient le fait que les Français soient bien formés, souvent expérimentés et respectueux de leur hiérarchie. Ils déploient aussi une*



capacité d'engagement et de travail plus constante que leurs pairs nord-américains. Et de leur côté, les candidats français sont souvent fascinés par la rapidité avec laquelle ils peuvent décrocher ici un emploi intéressant et évoluer au sein des entreprises. Certains d'entre eux parviennent à passer trois à quatre entrevues dès la première semaine de leur arrivée ! »

Sophie Demarquette ajoute cependant que pour parvenir à un tel résultat, une simple présélection ne suffit pas. « *On parle beaucoup de l'intelligence artificielle dans notre milieu pour remplacer les recruteurs, mais rien ne remplace les valeurs humaines, dans le domaine professionnel comme ailleurs. Notre objectif chez MeeTI, c'est de faire en sorte que les candidats soient toujours en poste après trois ans, qu'ils aient encore envie de se lever tous les matins pour se rendre à leur travail, et que leurs responsables et collègues soient eux aussi satisfaits de collaborer avec eux jour après jour.* »

C'est ce qui explique que derrière chaque entrevue, chaque mise en contact entre un candidat X et une entreprise Y, Sophie Demarquette réalise des rencontres préparatoires et détermine quels profils professionnels et humains répondront le mieux au mandat et à la culture de chaque entreprise. « *Je fais ainsi gagner du temps à mes clients et me trompe rarement. Quand j'envoie au terme du proces-*

sus un ou deux candidats en entrevue, je sais qu'ils seront embauchés. »

L'humain avant tout

Sophie Demarquette et ses deux partenaires partagent la même vision de MeeTI : « *Nous ne sommes pas des mercenaires de l'emploi. Nous préférons la qualité à la quantité et dispensons le meilleur service personnalisé possible aux entreprises comme aux candidats.* » Un accompagnement qui se réalise

avec certaines valeurs, comme celle du respect. « *Nous ne voulons par exemple pas débaucher une personne de son travail existant pour le simple plaisir de combler les besoins de nos clients. Il ne faut jamais oublier qu'il*

y a des vies en jeu. Une expérience professionnelle au Canada n'est pas seulement synonyme d'exotisme et d'aventure. Pour des familles qui arrivent ici, nous pouvons vraiment faire la différence et changer des vies. Et il n'y a rien de plus valorisant que de les voir s'épanouir dans leur nouvelle société d'adoption. » Avec cette approche en tête, les agents MeeTI voient grand et loin. Ils changent aussi le monde du recrutement international, une embauche à la fois. Une belle initiative, à recommander à tous ceux et celles qui voudraient vivre la prochaine étape de leur parcours professionnel en informatique au Québec. ♦

« NOUS NE SOMMES PAS DES MERCENAIRES DE L'EMPLOI. NOUS PRÉFÉRONS LA QUALITÉ À LA QUANTITÉ. »

SOPHIE DEMARQUETTE

Pour en savoir plus : www.meeti.ca

RMF

L'émission radio des Français à Montréal

Depuis un peu plus d'un an, la ville de Montréal vibre au son de deux passionnés du micro et de la culture française, Julien Cardon et Delphine Béné. Comment et pourquoi ont-ils choisi le Québec pour lancer un projet aussi original que rassembleur ?



▲ Delphine Béné et Julien Cardon.

Seize heures. Sur les ondes de Mike FM, l'émission la plus « frenchy » des ondes hertziennes montréalaises commence. Pendant deux heures, Julien Cardon et Delphine Béné, deux sympathiques et dynamiques Français, vont enchaîner les entrevues et les discussions, entourés de leur équipe de chroniqueurs et d'une ribambelle d'invités entre deux pistes musicales francophones. Un vrai plai-

sir à écouter, un vrai sourire aux lèvres, et surtout plein d'idées pour bouger et vivre pleinement à Montréal.

Histoire d'un coup de cœur

Le projet RMF (Radio Montréal France) n'a commencé qu'il y a un an, mais il a longtemps germé dans la tête des deux complices, partenaires dans la vie comme au travail. Pourtant, rien ne les prédestinait à la base à créer ce projet. Ju-

lien faisait partie du comité de direction de RTL, une des radios les plus populaires de l'Hexagone, mais n'avait jamais touché à une console ou à un micro avant son arrivée au Québec. Quant à Delphine, elle évoluait avec succès dans le secteur de la production et de la recherche télévisuelle pour entre autres TV5, TF1 et M6. En fait, tout s'est décidé sur un coup de tête, ou plutôt de cœur. Passionnés de ski, Julien et Delphine sont venus pas-

ser une semaine au Québec... et en sont repartis propriétaires d'une bâtisse dans Outremont! « On n'avait rien prévu en avance, raconte Delphine en riant, mais en l'espace de deux jours, on a su que Montréal était la ville faite pour nous! On a tout de suite adoré l'énergie particulière qui se dégage de cette ville. On a aussi été séduits par le mode de vie à l'américaine qui y règne, que Julien connaissait déjà pour avoir passé un MBA aux États-Unis. Et comme nous songions depuis un moment à fonder une famille et que cette perspective était un peu nébuleuse à Paris, nous avons compris qu'ici ce serait possible et harmonieux. »

Naissance de RMF

Lorsque deux fonceurs ont une idée en tête, ils font tout ce qu'il faut pour qu'elle se concrétise. C'est donc en un temps record que Julien Cardon et Delphine Béné ont, à leur retour du Québec, fait le ménage de leurs affaires, vendu leur maison et obtenu leur visa temporaire. Leur aventure canadienne pouvait commencer. « Nous voulions prendre notre temps pour savoir ce que nous ferions exactement ici, explique Julien. Nous avons observé, écouté et intégré ce qui, à Montréal, pouvait nous attirer le plus. Nous nous sommes aussi constitué un vaste réseau. Et c'est là que l'idée d'une émission radio a jailli. » Sa conjointe ajoute : « Nous n'aurions jamais eu cette perspective en France, où nous n'avons jamais fait de radio, mais comme beaucoup, nous avons ressenti que le Canada était l'univers des possibles. De plus, qu'y a-t-il de plus fédérateur que la musique? Alors, nous nous sommes lancés. »

Au tout début, Julien Cardon avait été mandaté par RTL pour trouver dans la métropole une radio indépendante avec laquelle signer un partenariat. Des négociations se sont engagées avec Mike FM 105.1, sans toutefois aboutir, mais la propriétaire du canal a décidé de proposer à Julien et Delphine quelques mois plus tard de coproduire une émission quotidienne en prime time ! « C'était un pari risqué, mais nous l'avons relevé, confie Delphine. Et nous ne regrettons rien. Tous les choix que nous avons posés ont été cohérents, avec du recul. Oui, le Québec n'est pas l'Eldorado ni une seconde France. Nous travaillons fort et avons dû nous adapter à certaines contraintes, comme le poids des mots à la française dans une société québécoise qui peut les percevoir différemment. Mais nous avons un réel plaisir à mener ce projet, parce que

nous aimons cette ville, les gens, et que nous nous sentons utiles. »

Francophonie et diversité

Monter dix heures de programmation chaque semaine ne se fait pas en un claquement de doigts. Pour y parvenir, Julien Cardon réalise tout d'abord beaucoup d'écoute musicale. « Nous avons un spectre musical très large, ce qui me permet de passer aussi bien à l'antenne des monuments de la chanson française comme Jean-Jacques Goldman, Indochine ou Téléphone, que des titres de la talentueuse scène française confirmée comme Juliette Armanet ou Julien Doré, ou encore de la nouvelle scène française pleine de pépites comme Clara Luciani ou L'impératrice. Nous diffusons

savoir ce qui se passe en ville et au-delà. « Ce n'est pas compliqué : nous sommes nos auditeurs, alors nous essayons de répondre aux mêmes questions que nous nous posons pour profiter au mieux de Montréal », explique Delphine Béné.

C'est grâce à cette approche que RMF attire ses partenaires publicitaires, qui souhaitent rejoindre une clientèle d'expatriés français qui aiment la culture et n'hésitent pas à y investir leurs deniers. « Des grands groupes comme Desjardins, l'Université de Montréal ou Chrysler, pour ne citer qu'eux, nous ont eux-mêmes approchés pour toucher notre public. Et ce n'est qu'un début ! »

Un début tonitruant, effectivement, pour ce couple qui est à la fois heureux de faire rayonner la culture française

« LES CHOIX QUE NOUS AVONS POSÉS ONT ÉTÉ COHÉRENTS, AVEC DU REcul. OUI, LE QUÉBEC N'EST PAS L'ELDORADO NI UNE SECONDE FRANCE. »

DELPHINE BÉNÉ



également des tubes québécois et assumons parfaitement notre petit côté kitch et vintage en jouant le générique de Goldorak ou les tubes des années 1980. »

Le contenu de RMF n'est pas en reste avec beaucoup d'invités en studio chaque semaine – tous les artistes français qui passent par Montréal viennent à l'émission – et 18 chroniques différentes traitant de mode, de théâtre, de musique, de cinéma, d'alimentation, d'événements, de voyages... Bref, de tout ce qui peut intéresser des auditeurs qui ont envie de

en Amérique du Nord et de vivre à fond leur expérience canadienne. « On est toujours ravis d'être ici après presque cinq ans. Nous ne sommes pas fâchés avec la France. Nous sommes au contraire fiers de nos origines et de les partager avec nos auditeurs. Mais nous sommes également heureux de vivre à Montréal, d'avoir eu un enfant et de l'élever dans cette ville. Cette nouvelle vie nous apporte beaucoup. » ♦

Pour plus d'informations : www.rmfm-radio.com

RESTAURANT LALOUX

Histoire d'une renaissance

Institution montréalaise de la gastronomie française avec une touche contemporaine assumée, le restaurant Laloux se prépare à vivre une petite révolution. Portrait d'une grande maison qui a pignon sur rue depuis 1986, à travers les yeux d'une jeune femme franco-canadienne passionnée qui en gère la renaissance.



Photos © DR

Née à Toronto de parents belges et français, Mélanie Boude a appris le métier de la restauration sur le terrain. Elle a tout d'abord travaillé pour le Pain perdu, un petit resto basque de Toronto, où elle a beaucoup appris. Puis, elle est partie vivre quelques mois au Rwanda, où elle s'est formée au domaine du bar, avant de revenir au Canada et de s'installer à Montréal. «*J'ai étudié en enseignement à l'Université McGill tout en travaillant pour plusieurs établissements comme l'ancien Caffè della Posta où je faisais un peu de tout, du service en salle à la fonction de barista. Puis je me suis initiée à la gérance dans le restaurant Otto, pour lequel j'ai travaillé pendant près de cinq ans avant d'intégrer les rangs du Mercuri et de l'Auberge Saint-Gabriel.*»

Considérée au départ comme une source de revenus non négligeable quand on étudie, la restauration a progressivement conquis le cœur de la jeune femme. «*Mes origines françaises m'ont fait aimer les arts de la table depuis que je suis toute petite. J'allais passer toutes mes vacances chez mes grands-parents en France et allais régulièrement faire le marché avec eux. Plus tard, lors de mon passage en Belgique, je donnais un coup de main à la cousine germaine de mon père qui avait un traiteur en Belgique. Bref, la restauration me permet de travailler au plus près du produit et d'explorer le monde du vin, que j'affectionne particulièrement. Ce métier m'a aussi appris à sortir de ma coquille, à m'ouvrir aux gens et à faire de très belles rencontres. Qu'y a-t-il de plus agréable qu'un bon repas pour réunir les esprits ?*»

Le Laloux

Lorsque Mélanie Boude est rentrée au restaurant Laloux en 2016, elle est tout de suite tombée amoureuse de cette institution montréalaise qui a certes connu une histoire mouvementée depuis ses débuts en 1986, mais qui a aussi vu passer de grands chefs à sa tête. On peut penser par exemple à son fondateur, Philippe Laloux, puis à André Besson, Éric Gonzalez, Seth Gabrielse, le duo Marc-André Jetté et Patrice Demers, ainsi qu'à Jonathan Lapierre-Rehayem, qui ont tour à tour ajouté leurs couleurs au menu de l'an-

cienne brasserie chic mariée à une maison d'importation de vins.

Le Laloux avait un peu perdu ses lettres de noblesse lorsque Mélanie Boude est arrivée sur place, en raison d'une vague de départs inattendus en salle, en cuisine, ainsi que de hauts et bas financiers. Serveuse pendant quelques semaines, Mélanie s'est rapidement vue confier la communication et plus tard l'administration du restaurant. «*C'était une période un peu floue, mais je connaissais le potentiel du Laloux.*»

Un potentiel qui a cependant été mis à mal au tout début de l'année 2018 avec un dégât des eaux majeur qui a ravagé la célèbre bâtisse de l'Avenue des Pins. «*Je me souviendrai toujours de ce 7 janvier 2018, raconte la jeune femme. Juste après les vacances de Noël, une fenêtrage s'était cassée à l'étage, si bien que les tuyaux du réservoir à eau chaude avaient gelé et éclaté. Je me suis retrouvée devant une inondation digne d'un scénario catastrophe dans le restaurant. C'était affreux!*»

Repartir à zéro

Lorsqu'on fait face à un tel drame, plusieurs baisseraient les bras. Mais Mélanie Boude et la direction du Laloux étaient déterminés à ce que le restaurant survive coûte que coûte. «*Tout était cassé ou presque, il faut l'avouer*», avoue-t-elle. *Les grands miroirs et les lustres qui ont fait la renommée du restaurant conçu à l'époque par l'architecte Luc Laporte, les banquettes, les équipements en cuisine; jusqu'aux assiettes et aux verres qui se trouvaient sur les tables.*»

Alors, plutôt que de refaire le restaurant à l'identique, les responsables dont faisait maintenant partie Mélanie en tant que coactionnaire ont décidé de redonner un second souffle au Laloux. «*Nous avons cessé nos activités depuis l'hiver 2018 pour tout refaire, dont les fondations de l'immeuble. Nous avons conservé ce qui a survécu*

au sinistre, dont quelques miroirs pour faire un clin d'œil au Laloux d'avant. Nous avons dû modifier tout le reste. Le plancher sera à chevrons comme dans les belles brasseries parisiennes et les appartements haussmanniens, la disposition de la cuisine et de la salle à manger sera plus ergonomique, les couleurs vivifiées, les luminaires et la vaisselle changés.»

Ce projet de rénovations aussi pharaonique qu'enthousiasmant s'achèvera le 1^{er} novembre 2018, alors que le nouveau Laloux rouvrira ses portes lors de l'événement Montréal à table. Avec à la clé un nouveau décor pensé par François-Martin Mortier d'Aumont, une

nouvelle équipe en salle et un nouveau menu concocté par un chef bien connu dans le milieu, mais encore trop peu du grand public, Daven Chowreemootoo. Ce dernier est diplômé de l'école hôtelière de l'Île Maurice – dont il est originaire – en cuisine, en pâtisserie et en gestion

de cuisine, ainsi que de l'Institut du tourisme et de l'hôtellerie de Québec (ITHQ). Il a travaillé pour de grands groupes d'hôtellerie, notamment dans l'un des anciens restaurants d'Alain Ducasse à l'île Maurice, Spoon des îles au Saint-Géran. À l'ITHQ, on lui a confié la conception des menus dégustation aux banquets, ce qui lui a permis de définir son style culinaire.

Daven a été le protégé ou l'ami de plusieurs sommités des cuisines (Martin Juneau, Stelio Perombelon, Patrice Demers, Gilles Herzog et Hakim Chajar, pour ne nommer qu'eux). «*Sa cuisine, souvent axée sur les poissons et les légumes, est toute en nuances, en précision et très épurée*», souligne Mélanie Boude, qui a hâte de recommencer à opérer le Laloux aux côtés de cet excellent cuisinier. Rendez-vous donc dès le 1^{er} novembre prochain sur place pour redécouvrir ce temple du bien-manger montréalais! ♦

Contact : <https://laloux.com>

IMMIGRANT QUÉBEC

Le carrefour d'information des immigrants

Immigrant Québec est le premier média d'information des nouveaux arrivants au Québec. Depuis plus de dix ans, il rejoint chaque année près de 550 000 futurs et nouveaux arrivants tout en fidélisant une communauté de près de 200 000 personnes sur ses réseaux sociaux.



Immigrant Québec a pour mission d'informer les candidats à l'immigration et les nouveaux arrivants au Québec pour les accompagner dans leur démarche d'immigration et faciliter leur intégration au Québec.

Le Québec est-il toujours aussi attractif ?

La population immigrante au Québec est importante. L'enquête nationale auprès des ménages de 2016 a permis de déterminer que près de 14 %* de la population du Québec était constituée d'immigrants. Ainsi, le nombre de Français inscrits sur les registres consulaires de Québec et de Montréal a presque doublé depuis 2005, passant de 45 890 à 80 900

(+76%)**. Chaque année, entre 3 000 et 4 000 Français s'établissent ainsi au Québec sous le régime de la résidence permanente. S'y ajoutent les étudiants, les détenteurs de permis temporaire ou d'un permis vacances-travail. Dans la ville de Québec et sa région, ils constituent le premier groupe d'immigrants.

Intéressé par le Québec ? Découvrez les meilleures ressources pour vous accompagner

Immigrant Québec publie une collection de guides gratuits – diffusés en version papier et téléchargeables sur le site immigrantquebec.com – qui recouvrent toutes les grandes thématiques néces-

saires à une immigration réussie : *Immigrer au Québec*, *Travailler au Québec*, *Étudier au Québec*, *Entreprendre au Québec*, *Vivre à Montréal et dans ses environs*, *Vivre à Québec et ses environs*.

Des dossiers numériques trimestriels sont également publiés et sont consultables sur le site immigrantquebec.com pour aider à mieux décrypter le Québec : « Le système de santé et les assurances au Québec », « Bien s'intégrer au travail », « Cultiver l'amitié et l'amour au Québec », « Bien gérer ses finances au Québec », etc.

Des webinaires gratuits, des conseils d'experts, des témoignages, des actualités sont également disponibles sur le site immigrantquebec.com

Déjà à Montréal ? Venez réseauter !

Le réseautage est une pratique très développée au Québec. Ce terme provient directement de la traduction du mot « networking » et joue un rôle primordial dans l'intégration sociale et professionnelle. Au Québec, il se dit que 40% à 80% des postes à pourvoir ne sont pas affichés mais se comblent grâce au bouche-à-oreille et aux recommandations !

Immigrant Québec organise ainsi six fois par an des soirées gratuites de réseautage de bienvenue pour les nouveaux arrivants. C'est l'occasion unique pour les personnes arrivées depuis

**IMMIGRANT QUÉBEC
PUBLIE UNE COLLECTION
DE GUIDES GRATUITS
DIFFUSÉS EN
VERSION PAPIER ET
TÉLÉCHARGEABLES
SUR SON SITE INTERNET.**

moins d'un an au Québec de développer leur réseau professionnel, de bénéficier des conseils de bénévoles fins connaisseurs du Québec, de faire de nouvelles rencontres amicales et de s'entraîner dans l'art délicat de la présentation.

En effet, les habitués de ce genre d'événements vous le diront : les plus grandes difficultés résident souvent dans les choses les plus simples, comme celles de se présenter rapidement et efficacement ou encore d'écouter ce que votre interlocuteur a à vous dire.

Ces événements de réseautage offrent ainsi aux nouveaux arrivants l'opportunité de se lancer dans cet exercice tout sauf périlleux, en réalité !

Pour s'inscrire, il suffit de se connecter à facebook.com/immigrantquebec, les événements y sont régulièrement communiqués.

10 000 visiteurs au grand rendez-vous annuel du Salon de l'immigration

Le Salon de l'immigration et de l'intégration au Québec a été conçu pour répondre aux besoins des nouveaux arrivants ou des personnes en voyage de prospection à Montréal. Au Québec, on est considéré comme nouvel arrivant pendant ses cinq premières années de vie ici. Alors le public est très large



Photos © Chantal Levesque

(10 000 visiteurs chaque année!). Plus de la moitié des visiteurs vivent ainsi au Québec depuis moins d'un an, ou sont en voyage de prospection, et les autres vivent ici depuis plus longtemps.

180 exposants, 45 conférences et ateliers

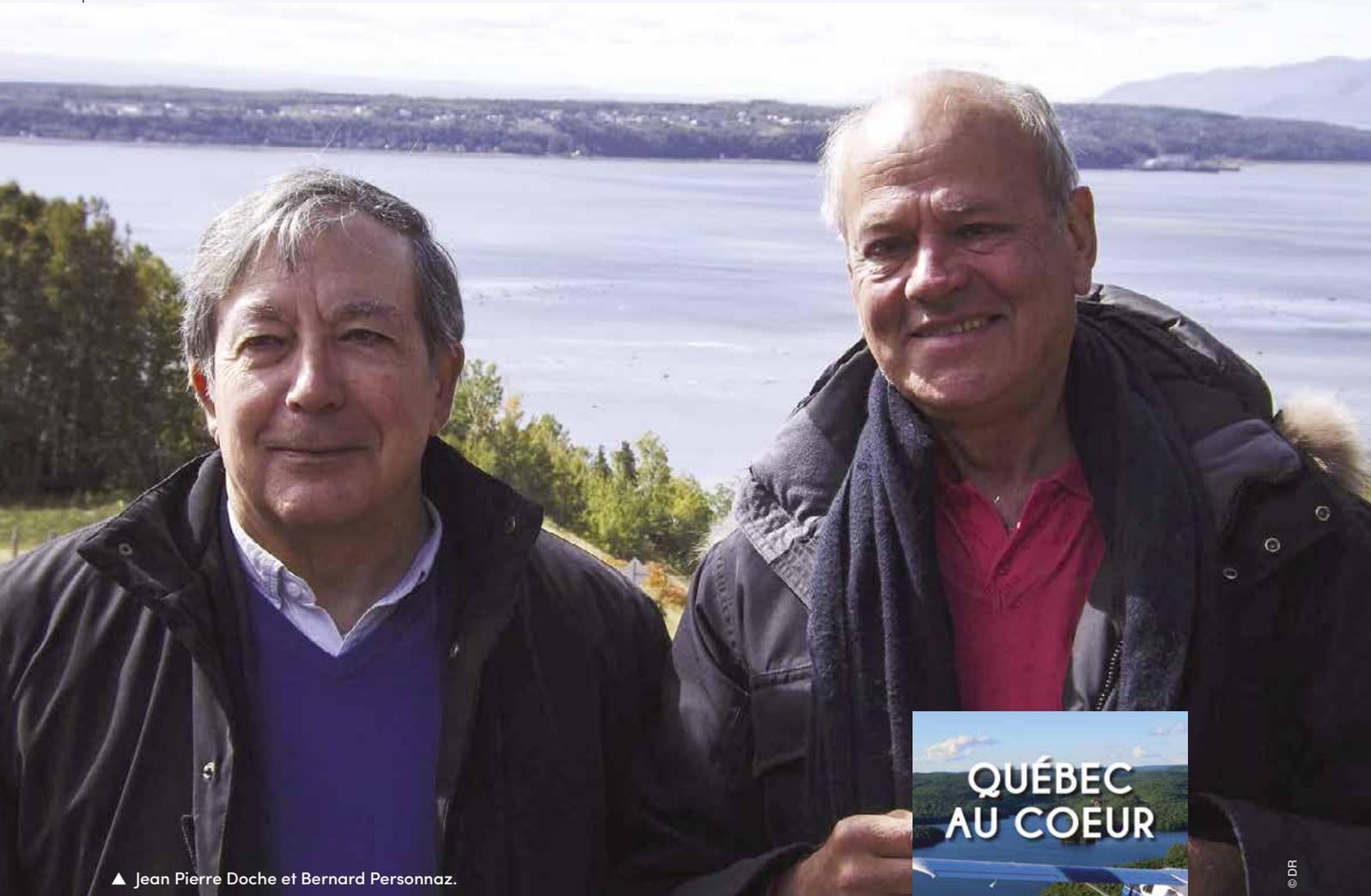
De nombreux exposants ayant des services ou des opportunités à offrir aux immigrants sont présents au Salon. Ils sont, chaque année, 180 répartis sur les différentes zones du salon : Installation, Études et formation, Régions, Emploi, Entrepreneuriat et Loisirs. Ensuite, il est possible de choisir parmi 45 conférences et ateliers proposés durant les deux jours du Salon. Pour les chercheurs d'emploi un service de recrutement express est proposé ainsi qu'un espace CV. Et si certains veulent refaire leur photo

de profil LinkedIn, ils peuvent se faire photographier par un professionnel au Photobooth.

Une entrée libre et gratuite!

Le Salon est ouvert à tous, l'entrée est gratuite, ainsi que toutes les activités qui y sont proposées. Le prochain Salon aura lieu les 29 et 30 mai 2019, entre 10h et 18h, au Palais des congrès de Montréal. Aucune inscription n'est nécessaire pour participer aux activités mais il est recommandé de consulter le site du salon salon-immigration.com avant de venir pour repérer les ateliers, conférences, exposants et services qui vous intéressent. Alors, rendez-vous l'année prochaine ! ♦

Sources : ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion. Site internet du consulat général de France à Québec**.



▲ Jean Pierre Doche et Bernard Personnaz.



À LIRE

Québec au cœur

Plus qu'un livre paru il y a quelques mois, « Québec au cœur », c'est avant tout de la part de deux Français le témoignage d'un profond sentiment envers la grandeur et la diversité de cette contrée dont les habitants sont à l'unisson. Il vous invite à un voyage à la découverte d'une province aux multiples attraits. Région par région, des personnalités hautes en couleur vous sont présentées, avec leurs tranches d'histoire, de vie.

Bien souvent, les coups de chance se transforment en véritables coups de cœur... Cet ouvrage est né des retrouvailles de deux vieux amis tombés sous le charme du Québec chacun de leur côté, et aux parcours forts différents. Bernard Personnaz, qui a fait la promotion du Québec auprès des professionnels du tourisme en Europe francophone pendant de nombreuses années, et Jean-Pierre Doche, retraité actif et déjà auteur, qui envisageaient tous deux

d'écrire sur la Belle Province. Il s'agit ici d'une invitation à en faire la découverte à travers les témoignages de personnages charismatiques du milieu touristique, des passionnés dont les auteurs ont dressé le portrait au travers de leurs nombreux voyages au Québec. Choisisant au gré des expériences un trappeur, un propriétaire de pourvoirie, la concierge en chef d'un hôtel emblématique ou un ancien pilote de mirage converti à l'hydravion... Pendant quatre années, ce projet d'en-

vergure les a vus arpenter seize régions du nord au sud du Saint-Laurent, écouter l'histoire de 40 personnages et reprendre autant de thématiques incontournables qu'ils ont associées aux portraits, aux régions et qui reviennent toujours dans la mémoire collective des Français quand on parle du Québec.

Vous avez dit coup de cœur ?
Publié par une maison d'édition québécoise spécialisée dans les ouvrages



© gblvcom

touristiques, qui a été charmée par l'enthousiasme de ces deux voyageurs, il est diffusé au Canada et en France, et a fait l'objet au cours de l'année écoulée de présentations dans le cadre de divers événements. Une façon pour Bernard et Jean-Pierre de prolonger le voyage et de partager leur goût immodéré pour cette terre et ses habitants dont l'accueil est proverbial. Il met en avant un florilège d'attraits et offre un panorama des plus belles découvertes à faire dans la Belle Province. L'emphase est mise sur les rencontres, et ces presque 200 pages vous proposent une foule d'idées pour apprécier et découvrir les richesses qu'on retrouve sur les routes du Québec. Un voyage à la découverte d'une province aux multiples attraits. Région

par région, des personnalités hautes en couleur vous sont présentées, avec leurs tranches d'histoire, de vie. Des parcours et des anecdotes qui ne manqueront pas de vous donner l'envie d'aller les rencontrer, dans un recueil incontournable pour les québécois de tous les horizons, et une occasion unique de souligner les attraits de cette province.

Le « Québec au cœur » ce n'est pas seulement le titre d'un livre, c'est d'abord une histoire d'amour que nous vous invitons à découvrir vous aussi ! ♦

• *Québec au cœur*, de Bernard Peronnaz et Jean-Pierre Doche, Les Éditions Neopol Inc. (www.neopol.ca). 192 p. SBN : 978-2-89771-081-1. Prix de vente : 29,95 \$ / 25 €.



© DR

LA PRÉFACE DE ROBERT CHARLEBOIS

Bien sûr on peut visiter le Québec sur les « Ailes d'un Ange » pour y survoler la Gaspésie et son Rocher Percé, la Côte nord et ses baleines bleues, les bélugas blancs du Saint-Laurent, le lac Saint-Jean, le ruban d'asphalte qui mène en Abitibi, entouré de dizaines de milliers de lacs et de forêts infinies, L'île de Montréal et son Mont Royal, les vieilles villes de Québec, Trois Rivières, Ottawa...

Mais il y a un autre Québec qui se regarde de l'intérieur avec les yeux du cœur et c'est celui-là que je vous invite à visiter, le Québec de vos ancêtres ! Eh oui ! Ce sont bien VOS ancêtres qui ont fondé la Nouvelle France au XVI^e siècle et qui portent la chanson, le théâtre, le cinéma d'aujourd'hui et nous donnent cette modernité aviatique, digitale, électronique, prête à s'inscrire dans le troisième millénaire.

Venez marcher dans leurs pas et n'ayez crainte, car les originaux, les castors, les sirops d'érable, les rivières à truites et à saumons, les Indiens et la Police montée sont toujours là pour vous accueillir.

*Robert Charlebois
Tendresse et Amitiés du Québec*

L'HYDRAVION ROI

Il existe deux sortes d'hydravions : l'hydravion à coque, dont la coque volumineuse est intégrée au fuselage et s'apparente à la carène d'une vedette rapide, et l'hydravion à flotteurs, plus petit, dont les flotteurs ont simplement remplacé le train d'atterrissage.

Plus adapté à l'amerrissage en mer, l'hydravion à coque rencontra un vif succès durant la Première Guerre mondiale. L'hydravion à flotteurs, moins stable, ne permet pas d'affronter des vagues d'une certaine hauteur, mais ses flotteurs facilitent l'accostage de l'appareil et le débarquement des passagers.

Le Québec, dont la réserve d'eau douce couvre 12 % de la superficie et qui possède plus d'un demi-million de lacs et près de 4 500 rivières, est une province où l'hydravion est roi. Ses lacs innombrables sont autant de lieux d'amerrissage pour faciliter la vie des populations éloignées et raccourcir les distances dans cet immense territoire. L'hydravion, en s'affranchissant des contraintes terrestres, facilite les échanges commerciaux, les déplacements des chasseurs et des pêcheurs vers les lointaines pourvoies et les transports sanitaires d'urgence. Aujourd'hui, il est aussi largement utilisé dans le cadre de l'aéro-tourisme et un survol en hydravion est devenu une aventure incontournable lors d'un voyage d'agrément au Québec. La compagnie Canadair fut fondée en 1944, à partir de la branche aéronautique de la Canadian Vickers, dans le but de produire l'hydravion Canso. Plus de 900 exemplaires furent ainsi produits, et il deviendra le best-seller mondial de l'industrie aéronautique canadienne. Rachetée par le gouvernement canadien en 1976, puis par le groupe Bombardier en 1986, elle construisit le CL-215 puis le CL-415, bombardiers d'eau bimoteurs utilisés pour combattre les feux de forêt qui seront mondialement connus sous le nom générique de « Canadair ». De nos jours, l'hydravion le plus mythique du Canada reste le De Havilland DHC-2, plus connu sous le nom de Beaver (castor). Simple, robuste et fiable avec son moteur en étoiles et son bruit très reconnaissable comparable à celui d'une Harley Davidson qui démarre, il peut être utilisé sur roues, sur flotteurs ou sur skis pour pouvoir se poser sur tous types de terrain. Toujours en activité, il fut construit à 1 657 exemplaires, entre 1947 et 1965 et reste la « Rolls » des hydravions. À partir de 1951, De Havilland Canada développa un avion similaire, mais plus grand, le DHC-3 Otter.

BANC D'ESSAI

Portugal **VS** Espagne

La majorité des retraités français ont choisi : pour eux, ce sera le Portugal ! Mais l'Espagne n'a pas dit son dernier mot et certaines de ses régions sont attractives pour les entrepreneurs.



Gouvernance

Portugal

• **Les politiques au pouvoir n'ont eu de cesse, ces dernières années, de moderniser l'économie, de renforcer la croissance, de créer des emplois.** Depuis 2015, c'est un gouvernement socialiste qui est aux manettes et qui poursuit une politique anti-austérité. Le Premier ministre, António Costa, a donc augmenté le salaire minimum, baissé les cotisations des employeurs, augmenté les retraites et les allocations familiales, renforcé le droit du travail, arrêté les privatisations... Désormais, le chômage est moins élevé qu'en France, la croissance est de 2,5%, les investisseurs reviennent. Ce redressement du pays s'appuie aussi sur l'un de ses principaux atouts: le tourisme, en constante augmentation. La stabilité politique, la sécurité et la tranquillité civile ont eux aussi porté ce «miracle économique».

Espagne

• **Les politiques d'austérité menées pour remédier à la crise ont produit des résultats mitigés.** Les affaires de corruption n'ont rien arrangé, ni les crises séparatistes, notamment en Catalogne, ni l'afflux de migrants cet été... La situation est de plus en plus complexe, très sensible. Le nouveau gouvernement de Pedro Sanchez a d'ailleurs du mal à se trouver une majorité et à avancer sur un programme! La fragmentation politique reste très importante en Espagne, ce qui n'empêche pas le pays de connaître une croissance qui est l'une des plus importantes de la zone euro. Cependant, les experts prédisent un ralentissement de l'économie au terme de l'exercice 2018.

• **Le Portugal est désormais l'une des destinations préférées des Français si l'on en croit l'enquête d'Expat Insider 2017.** Le pays obtient d'excellents scores en termes de sécurité, de santé et de bien-être, de bonheur personnel. Les sondés sont aussi très satisfaits des conditions de vie générales, notamment sur le plan des conditions climatiques, de la gastronomie... Même son de cloche du côté de l'Expat Explorer Survey de HSBC. Pour l'enquête *Better Life* de l'OCDE, le Portugal se positionne au-dessus de la moyenne dans la dimension du logement, de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, de la sécurité et de la qualité de l'environnement. Il se classe en dessous de la moyenne dans les thèmes des revenus et du patrimoine, de la santé, des liens sociaux, de l'engagement civique, de l'éducation et des compétences, de la satisfaction à l'égard de la vie et de l'emploi et des revenus.

• **Dans le cadre de la simplification administrative engagée par le Portugal, le gouvernement va mettre en place une nouvelle carte de citoyen pour les étrangers (*Cartão de cidadão*) qui comprendra les numéros d'identification fiscale, numéros de sécurité sociale et le numéro de service de santé (SNS).** En attendant, les Européens peuvent circuler librement au Portugal et n'ont besoin ni de passeport ni de visa. En revanche, il leur faut obtenir un numéro d'identification fiscale et une attestation de résidence auprès de la mairie du nouveau domicile.

• **Pour trouver un emploi, il est essentiel d'avoir fait de bonnes études et de posséder de réelles compétences.** En effet, la reprise pourrait être compromise par le manque de ressources humaines qualifiées. La population active connaît une décroissance significative depuis 2008, en raison notamment de la forte émigration que connaît le pays. La demande de main-d'œuvre qualifiée et spécialisée n'est pas satisfaite dans certains secteurs, y compris à forte valeur ajoutée. Il manquerait près de 30000 travailleurs dans le tourisme, 28000 dans la métallurgie, 2000 ingénieurs dans les TIC, et il devrait manquer 7800 travailleurs dans l'automobile d'ici 2020 et 160000 dans le secteur maritime d'ici 2033. Les secteurs du tourisme, de la construction et de l'industrie (automobile notamment) sont ceux qui ont le plus participé à cette création d'emplois.

Pour trouver un emploi, il est possible de consulter ces sites :

- www.ccilf.pt - <http://expressoemprego.pt>
- www.curriculodigital.net - www.olx.pt/emprego-cat-190
- www.truca.pt/bolsa_emprego.html - www.bep.gov.pt
- www.classificadoscm.pt - www.turijobs.pt

• **Dans l'enquête menée par *Better Life* pour l'OCDE, l'Espagne se positionne au-dessus de la moyenne dans les dimensions de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, le logement, la santé, les liens sociaux, la sécurité.** L'enquête d'HSBC d'Expat Explorer Survey 2018 positionne l'Espagne à la 17^e place, juste après le Portugal. En ressort le fait que les expatriés y trouvent un excellent équilibre entre la vie professionnelle et la vie familiale, s'y sentent en sécurité, s'intègrent parfaitement, et ont une vie sociale de qualité. Les points faibles concernent des critères tels que la progression de carrière, la sécurité en matière d'emploi, les augmentations de salaire...

En Espagne, le revenu moyen disponible ajusté net des ménages par habitant est de 23 129 USD par an.

• **Ni visa ni passeport ne sont demandés aux ressortissants français.** En revanche, si vous vous installez en Espagne, vous devrez déposer une demande de «Certificado de Registro de Ciudadanos Miembros de la Union» à demander au commissariat de votre lieu de résidence. Le N.I.E. (numéro d'identification pour étranger) demeure en vigueur et est nécessaire pour diverses démarches comme l'acquisition d'un bien immobilier, l'ouverture d'un compte bancaire... Vous pourrez aussi vous inscrire au recensement municipal («empadronamiento»), qui donne accès aux prestations sociales espagnoles et permet de participer aux élections municipales espagnoles et aux élections européennes.

• **L'Espagne est considérée comme le troisième plus vieux pays au monde (après le Japon et la Corée du Sud), ce qui impacte forcément son marché de l'emploi.** Il est parfois difficile pour les recruteurs de trouver les profils recherchés, ce qui est un plus pour les expatriés diplômés. Mais on observe de réelles disparités entre les régions. Ainsi, Barcelone, plutôt dynamique, recrute des spécialistes des technologies de l'information et de la communication, de la biotechnologie, de la mobilité durable, ou encore de l'aéronautique. À Madrid, on recherche plutôt des personnels diplômés dans le secteur de l'automobile, l'industrie, le nucléaire. Madrid, Barcelone et Valence sont les régions qui recrutent le plus d'expatriés.

Pour trouver un emploi, vous pouvez passer par les agences de l'emploi (« Oficina de empleo »)

ou consulter ces sites :

- www.opcionempleo.com
- www.monster.es
- www.iagora.com

Qualité de vie

Facilités d'installation

Le marché de l'emploi

Portugal

• **En raison des salaires trop bas, les entreprises ne parviennent plus à pourvoir les places disponibles.** Elles doivent imaginer de nouvelles méthodes pour être attractives, comme par exemple proposer à leurs cadres des voitures ou des résidences de fonction, une mutuelle...

Les secteurs qui recrutent en ce moment sont l'hôtellerie, la restauration, les banques, les assurances, les hautes technologies et télécommunications, et le commerce de détail.

Le bilinguisme est aussi un indéniable atout.

• **Le dynamisme du Portugal séduit les investisseurs; pour preuve, les investissements directs étrangers sont en nette augmentation.**

Trois régions attirent les entrepreneurs : Porto, Lisbonne et l'Algarve. Le numérique, l'immobilier, le textile recherchent des capitaux étrangers. Le pays applique une exemption fiscale au revenu des travailleurs étrangers qui ont un statut de résident non habituel : l'impôt sur le revenu est alors plafonné à 20%. Autre intérêt : une main-d'œuvre peu chère.

Les secteurs déclarés par le gouvernement comme étant prioritaires sont les biotechnologies, les centres de services partagés (*call centers*, etc.), le secteur électrique et électronique, la chimie à forte valeur ajoutée, les nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) et le tourisme de haut niveau.

Le Portugal se place en 29^e position dans le classement Doing Business 2018 de la Banque mondiale.

• **La plupart des étudiants français partant faire leurs études au Portugal ont des racines lusophones.** Pour être accepté, il faut maîtriser le portugais et passer un concours. Les universités choisissent leurs candidats en fonction de leurs notes. Un quota est réservé aux jeunes étrangers d'origine portugaise.

L'université de Coimbra, l'une des plus ancienne en exercice en Europe, est la plus cosmopolite.

Pour en savoir plus : www.dges.gov.pt/pt

Espagne

• **Dans les années à venir, le pays va cruellement manquer de personnels pour prendre en charge sa population vieillissante.** Malgré un taux de chômage record (autour de 16%), d'autres secteurs recrutent : le marketing, les nouvelles technologies, l'e-commerce, l'informatique, le tourisme ou encore la restauration. Sans oublier le domaine de la viticulture, en pleine expansion. Attention, il est indispensable de maîtriser l'espagnol pour travailler dans le pays. Et sachez que les recruteurs espagnols s'intéressent plus à votre expérience qu'à vos diplômes.

• **L'Espagne est le 6^e plus grand récepteur d'IDE en Europe, et le 17^e dans le monde.** Le pays se classe 28^e sur 190 pays dans le rapport de Doing Business 2018 de la Banque mondiale. Ses atouts sont divers : ses liens avec l'Amérique latine, l'importance du tourisme, son réseau de transports très efficace, son développement en matière d'énergies renouvelables.

Le Gouvernement accorde aux investisseurs diverses incitations telles que subventions, avantages fiscaux, formation professionnelle, accès préférentiel au crédit. Pour en savoir plus :

<http://www.investinspain.org/invest/es/index.html>
Parallèlement aux aides gouvernementales, les 17 communautés autonomes ont chacune leur propre système d'incitations. Des zones franches sont aussi très attractives, comme celle de la Grande Canarie.

Les Français sont nombreux à investir dans l'immobilier, même si désormais les prix tendent à se stabiliser. Il est préférable de se faire assister d'un avocat pour concrétiser son projet.

• **L'Espagne est depuis plusieurs années la destination préférée des étudiants français.** Pour que votre diplôme soit validé, il doit être vérifié via un processus de « homologación » par le département espagnol de l'Éducation et de la Culture. Chaque université ou école propose des procédures de candidatures en ligne pour les étudiants étrangers.

Les filières médicales et vétérinaires attirent les jeunes Français qui espèrent ainsi contourner la sélection à l'entrée de ces filières dans l'Hexagone.



• **Les prix sont très variables et dépendent des villes où vous vous installerez.** À l'achat, le prix du mètre carré varie entre 1850 et 2100 €/m², pouvant monter jusqu'à 3000 € dans les quartiers les plus recherchés.

Le prix moyen du mètre carré à la location est autour de 18 €/m² à Lisbonne, et descend à Porto et dans les villes moyennes.

Pour consulter des offres :

- <http://aeiou.bpiexpressoimobiliario.pt>

- www.livinginlisbon.com

- www.visitportugal.com/Cultures/fr-FR/default.html

• **Les salariés sont inscrits au Service national de santé et leurs soins sont pris en charge dans les centres de santé et les hôpitaux publics.**

Pour cela, il faut s'inscrire au centre de santé de son domicile. Seul un ticket modérateur reste à payer. Une assurance privée permet d'avoir accès au secteur privé, souvent plus rapide et de meilleure qualité. Mais en cas de problème grave, il est préférable de se faire soigner en France. Le Portugal se situe à la 14^e place de l'index HCP (Health Consumer Powerhouse) qui évalue les systèmes de santé dans 35 pays européens. À titre de comparaison, la France occupe la 11^e position.

• **Au Portugal, les impôts sont prélevés à la source, et les non-résidents sont prélevés à hauteur de 25%.** Le statut du résident non habituel permet d'être taxé au maximum à hauteur de 23,5 %. Les revenus dits passifs (intérêts, dividendes, redevances, gains en capital, revenus immobiliers) de source étrangère perçus par les résidents non habituels sont exonérés d'impôt au Portugal, qui a signé une convention de non-double imposition avec la France.

• **Beaucoup de retraités français choisissent de vivre au Portugal en raison des avantages fiscaux accordés aux personnes relevant du statut RNH.** Ils ont droit à une exonération totale des impôts appliquée à leur pension de retraite pendant dix ans. Cela est toutefois conditionné au fait d'être propriétaire ou locataire d'un logement qui est votre résidence principale et de ne pas avoir été résident fiscal au Portugal dans les cinq dernières années. D'autres raisons les poussent à faire ce choix: un coût de la vie plus abordable qu'en France, une météo plus agréable, la proximité de la France...

• **Ici, les prix sont indiqués charges comprises, et ils ne sont pas toujours abordables dans les grands centres urbains:** il faut s'éloigner des centres pour pouvoir se loger à moindre coût. Pour louer un appartement de trois pièces en Espagne, il vous coûtera en moyenne 1000 €/mois. À Madrid et Barcelone, les prix pour un appartement de trois pièces commencent à 1200 €/mois et peuvent monter jusqu'à 2000 €. À noter, les colocations sont très fréquentes en Espagne.

Pour consulter des offres :

- www.idealista.com/fr - www.fotocasa.es/en

- www.spainhouses.net/fr - www.pisocompartido.com

- www.vibbo.com - www.bcn.cat/castella/ehome.htm

• **Les salariés sont couverts par une assurance santé qui leur permet de faire soigner dans les hôpitaux publics, de qualité assez variable selon les régions.** Si vous ne travaillez pas en Espagne vous pourrez vous faire rembourser vos frais durant deux ans avec la carte européenne. L'Espagne se situe à la 18^e place de l'index suédois HCP (Health Consumer Powerhouse) qui évalue les systèmes de santé dans les pays européens: il semblerait que seuls le privé atteigne l'excellence. C'est donc la raison pour laquelle il est préférable de souscrire à une assurance privée, d'autant qu'en Espagne les frais dentaires ne sont pas, ou peu, pris en charge.

• **Si vous êtes résident fiscal en Espagne (à la condition d'y vivre plus de 183 jours/an), vous devrez au préalable vous faire attribuer un numéro de NIE à demander auprès de la préfecture de votre lieu de résidence.** Le taux de votre imposition démarre à 19% (si vous gagnez de 0 à 12450 €) pour plafonner à 45% si vos revenus sont supérieurs à 60000 €. La France et l'Espagne ont signé une convention de non double-imposition. Le montant de l'impôt sur le patrimoine dépend de la région dans laquelle vous vivez.

• **L'Espagne dispose d'atouts certains pour attirer les retraités européens: son prix de l'immobilier attractif, son climat agréable, sa vie culturelle dynamique, sa gastronomie, sa proximité avec la France...** Pour en profiter, il vous faudra déposer une demande de carte de séjour (*Permiso de residencia*) auprès de la police des étrangers. Une fois cette carte en poche, vous pourrez vous inscrire au recensement municipal qui permet d'accéder aux prestations sociales et de s'inscrire sur les listes électorales.

Accès
au logement

Accès
à la santé

Fiscalité

Passer
sa retraite

BANC D'ESSAI

Maroc VS Tunisie

Les liens historiques de ces pays du Maghreb avec la France en font deux destinations très prisées des Français. Ils y créent des entreprises et, depuis quelques années, y passent leur retraite. Pourtant, l'un et l'autre ne proposent pas les mêmes avantages aux expatriés et n'offrent pas non plus les mêmes conditions de vie.



Rabat



Tunis

Gouvernance

Maroc

• À la tête de cette monarchie constitutionnelle, le roi Mohammed VI exerce un pouvoir personnel fort même s'il est moins autoritaire que celui de son père. Le champ politique marocain est en pleine recomposition, avec une dynamique sociale contestataire prenant la forme de boycott contre la vie chère. Les partis politiques ne parviennent pas à agréger les demandes de la population, et le gouvernement, en place depuis avril 2017, doit faire face à des crises qui se succèdent. M. Saad Eddine El Otmani, chef du gouvernement, cherche à négocier des mesures à même de consolider la confiance des acteurs économiques, relancer la croissance et accélérer le rythme de création d'emplois (avec une simplification des procédures, la réduction des délais de paiements, la facilitation de l'accès à la commande publique...). Le chômage, qui frappe en particulier les jeunes, est préoccupant tout comme le taux de pauvreté, l'un des plus élevés de la région. Cela explique la montée des mouvements sociaux ces derniers mois, malgré une répression particulièrement intense. Par ailleurs, même si le Maroc progresse un peu en matière de corruption, il reste classé à la 81^e place (sur 180) par Transparency International pour qui les secteurs les plus touchés sont la justice, l'immobilier, la police, l'administration et la santé.

Tunisie

• Le Printemps arabe a sérieusement freiné les investissements étrangers dans ce pays connu jusqu'alors pour sa stabilité et sa laïcité. Le climat social et politique du pays n'est pas très bon, les tensions sont alimentées par de mauvais résultats économiques. Chômage (les jeunes diplômés sont particulièrement touchés), inflation, dévaluation du dinar, croissance en berne, les raisons pour se mettre en grève sont nombreuses. De nombreux indicateurs sont au rouge, comme l'inflation, les enseignants se sont mis en grève, ainsi que les personnels hospitaliers. En raison de la menace liée aux activités des réseaux terroristes djihadistes, l'état d'urgence, décrété par les autorités tunisiennes et en vigueur sur l'ensemble du territoire, a été prolongé jusqu'au 12 octobre 2018. La transition démocratique du pays n'est pas achevée. La population se mobilise désormais pour que les dernières propositions de la Commission des libertés individuelles soient traduites en lois. C'est le cas par exemple des thématiques de l'égalité entre les femmes et les hommes, y compris dans l'héritage, de la dépénalisation de l'homosexualité, de l'abolition de la peine de mort ou encore de la liberté de conscience et de religion.

• **Selon l'agence américaine Mercer, les villes du Maroc n'occupent pas de place de premier plan dans le classement des villes où il fait bon vivre, Rabat n'arrivant qu'en 117^e place et Casablanca à la 124^e position.**

Selon le magazine américain *U.S. News & World Report*, le Maroc occupe la 47^e place de son classement. Selon son étude, le Maroc a comme principaux atouts sa richesse culturelle, sa facilité de mobilité et ses bas coûts de production.

Le soleil, l'immobilier accessible, un coût de la vie plus accessible sont autant de raisons qui incitent chaque année des dizaines de milliers de Français à passer l'hiver au Maroc, sans oublier celles et ceux qui s'y installent définitivement (près de 60 000 Français). Ils choisissent Marrakech, Agadir, Casablanca...

• **Pour passer trois mois au Maroc, seul un passeport suffit.** Au-delà, il faut se faire immatriculer et obtenir une autorisation de séjour à solliciter auprès du commissariat central, de la préfecture de police ou de la brigade de gendarmerie royale de votre circonscription. Le permis est valable une année renouvelable. Après trois ans de séjour, il est possible d'obtenir un permis de séjour valable dix ans.

L'obtention du titre de séjour est soumise à des garanties de ressources.

Pour travailler au Maroc, il faut d'une part que l'employeur obtienne l'autorisation auprès des autorités et ensuite que le contrat de travail pour étranger réponde à l'obligation de préférence nationale pour les postes peu qualifiés. Pour les emplois de cadres la législation est plus souple.

• **Le marché de l'emploi au Maroc n'est pas en grande forme, et les jeunes sont particulièrement touchés par le chômage, particulièrement les non-diplômés.** Les secteurs les plus dynamiques en 2018 sont le commerce de détail et les services à la personne, l'agroalimentaire, le bâtiment et les travaux publics. Le tourisme connaît lui aussi un véritable boom, avec des opportunités par exemple à Saida où une nouvelle station balnéaire devrait accueillir jusqu'à 600 000 touristes par an. Un autre secteur reste toujours ouvert aux expatriés : l'éducation. Les centres qui dispensent des cours de langues embauchent des locuteurs natifs d'anglais, de français et d'espagnol.

Quelques sites pour trouver un emploi :

- www.qui-recrute.com/maroc/
- <http://marocemploi.net/offre/casablanca>
- www.bayt.com/en/morocco/jobs/locations/casablanca/
- www.amaljob.com

• **Si l'on suit le palmarès de l'étude Mercer, la ville de Tunis arrive en tête au niveau du Maghreb, en se classant à la 114^e place.**

Dans son étude sur les pays où il fait bon vivre, le magazine américain *U.S. News & World Report* place la Tunisie à la 65^e place. Selon le rapport, son principal atout est son ouverture au business, principalement grâce à ses bas coûts de production.

En revanche, au début de l'année 2018, l'Union européenne a inscrit la Tunisie, au même titre que l'Afghanistan ou le Yémen, en tant que pays comme « *fortement exposé au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme* ». Cela s'ajoute à la forte corruption qui sévit dans le pays et gangrène les forces au pouvoir.

• **Au-delà de trois mois passés dans le pays, vous devrez faire la demande d'un visa.**

Pour travailler en Tunisie, il est aussi indispensable de posséder un visa de travail. Pour cela, vous devrez prouver que vous avez un profil que l'on ne retrouve pas sur le marché local de l'emploi. Les formalités sont souvent prises en charge par l'employeur. Sinon, pour obtenir vous-même votre carte de résident, il faudra vous adresser au ministère de l'Intérieur, à Tunis, ou à un officier de police mandaté pour le traitement de ce type de dossier. Le délai d'instruction du dossier est assez long, entre quatre et cinq semaines. Mais en attendant, on vous remettra une carte provisoire. Attention, votre contrat de travail doit être visé par le ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

• **Les attentats de 2015 ont contribué à affaiblir l'économie tunisienne en mettant à plat son secteur touristique.** Conséquence directe : les « jeunes cerveaux » fuient le pays, chercheurs et entrepreneurs cherchant plutôt à s'installer de l'autre côté de la Méditerranée. Dans ce contexte, il n'est pas aisé pour les expatriés de trouver un emploi. Leur meilleure chance se trouve du côté des entreprises internationales. Et encore, à la condition d'être expérimentés.

Les entreprises totalement exportatrices peuvent recruter des agents de direction et d'encadrement de nationalité étrangère dans la limite de quatre pour chaque entreprise. Les entreprises tunisiennes ne peuvent normalement embaucher un étranger que pour une durée d'un an, renouvelable une fois. Cela ne concerne pas les entreprises étrangères.

Quelques sites pour trouver un emploi :

- www.emploi.nat.tn - www.Farojob.net
- www.Tanitjobs.com - www.TunisieTravail.net
- www.cfccf.org

Qualité de vie

Facilités d'installation

Le marché de l'emploi

Les bons plans emploi

Environnement des affaires

Les + Étudiants

Maroc

- Les fonctions de cadre et de direction sont les plus accessibles pour les expatriés, qui trouvent plus facilement à s'employer dans les grandes firmes internationales.

Tout dépend évidemment de la région où vous vous installerez. Le secteur de Rabat-Salé-Kénitra se distingue par le dynamisme de l'*offshoring* et l'implantation récente du secteur automobile. Les ingénieurs confirmés et spécialisés sont recherchés, tout comme les managers de production. À Casablanca, c'est le numérique, avec des entreprises étrangères, qui capte les profils qualifiés, ainsi que l'*offshoring* (beaucoup de centres d'appel), suivi par l'automobile, l'aéronautique, le ferroviaire et les industries de pointe. Les profils recherchés sont ceux du top management en finance, ressources humaines et juridiques.

- Les investissements étrangers vont essentiellement dans les secteurs de l'immobilier et de l'industrie. Il existe des programmes d'accompagnement des investisseurs au Maroc.

L'État met en place plusieurs exemptions, exonérations fiscales et avantages comme les entreprises nouvellement créées qui bénéficieront d'une exonération de la taxe professionnelle pendant une durée de cinq ans. Le secteur environnemental a lui aussi le vent en poupe comme en témoigne le projet thermo-solaire Noor IV, à Ouarzazate. L'objectif du pays est d'atteindre 42% d'énergie renouvelable d'ici à 2020. L'accord franco-marocain sur la protection des investissements permet aux investisseurs de rapatrier, en cas de vente, le produit de la vente de leur entreprise, y compris la plus-value. Les coûts de production sont parmi les plus bas de la région, le pays s'est doté d'infrastructures modernes comme le nouveau port Tanger Méditerranée, la construction d'autoroutes, les lignes ferroviaires à grande vitesse... Dans le dernier classement *Doing Business*, le Maroc occupe la 69^e position.

- Pour pouvoir étudier au Maroc il faut au préalable s'adresser à l'Agence marocaine de coopération internationale (AMCI) via la direction des Bourses. Une fois accepté par l'université de votre choix, vous devrez vous présenter impérativement au département de la Formation des cadres, relevant de l'AMCI.

Pour obtenir une carte de séjour il vous faudra une attestation d'inscription de votre université d'accueil. Si vous souhaitez vous inscrire en licence, vous devez être titulaire du baccalauréat (ou équivalent) avec mention, et pour entrer en master il faut une licence avec mention bien.

Tunisie

- L'agriculture biologique est en plein boom et recrute des techniciens expérimentés. Les technologies de l'information et de la communication connaissent une forte croissance et le secteur du tourisme, traditionnellement porteur, a amorcé une reprise depuis 2017. Les Français ont en effet choisi de revenir en vacances dans le pays (+110% par rapport à 2016). Parmi les secteurs qui recrutent des personnels formés et diplômés figurent l'informatique, l'aéronautique, la banque, l'énergie, l'agroalimentaire, les mines, l'industrie textile et la grande distribution.

Le français est la langue administrative officielle mais parler l'arabe sera un plus.

Les centres de langue sont aussi toujours en recherche de professeurs de français.

- En 2016, la Tunisie a adopté une nouvelle loi sur les investissements qui simplifie les procédures d'obtention de licences, de permis et d'autorisations d'investissement.

La plupart des Français qui créent une entreprise en Tunisie le font dans le secteur du tourisme ou du commerce. Les principaux secteurs propices aux investissements sont l'énergie, les matériaux de construction, les télécommunications, le textile, le tourisme et l'électronique.

Les entreprises étrangères sont taxées à 25% sur les profits qu'elles réalisent en Tunisie. Le crédit d'impôt étranger est accordé aux entreprises résidentes des pays avec lesquels la Tunisie a conclu une convention fiscale. Les entreprises nouvellement établies peuvent prétendre à une exonération d'impôt durant les quatre premières années d'activité (exonération totale la première année, 75% la deuxième année, 50% la troisième et 25% la quatrième année). Dans le dernier classement *Doing Business*, la Tunisie occupe la 88^e position.

Pour vous conseiller, l'Agence de promotion de l'industrie: www.tunisieindustrie.nat.tn/

- Les établissements privés ont bonne réputation et les diplômes de ses universités sont reconnus sur le plan mondial. Des universités françaises, comme Paris-Dauphine, installent même des campus à Tunis.

C'est la Direction générale de la Coopération internationale qui étudie les dossiers de candidature des étudiants étrangers et les autorise à s'inscrire dans les différents établissements universitaires.

Les étudiants étrangers doivent demander une carte de séjour; une fois sur place, ils ont trente jours pour en faire la demande.

• **Il y a de plus en plus de programmes de construction avec des standards occidentaux (piscine, surveillance, sports...).** Les riads sont très recherchés. Un 3-pièces coûte en moyenne 600 €/mois, Casablanca étant plus chère (jusqu'à 1000€). Les quartiers de la communauté française de Casablanca sont le Casa historique, du boulevard Zerktoni jusqu'à l'avenue des Far, les quartiers Racine, Gauthier et Palmier, Oasis... Pour acheter, mieux vaut se faire assister d'un avocat. Ainsi, par exemple, quand on achète une maison ancienne, il faut vérifier que l'ancien propriétaire a bien payé ses impôts. Pour un terrain, il faut s'assurer qu'il n'est pas agricole car son acquisition est interdite pour un étranger.

Quelques sites pour vous aider dans vos recherches :

- www.selektimmo.com - www.marocannonces.com
- www.louervendreamaroc.com - www.century21.ma

• **L'organisation de la protection sociale est assez semblable à celle de la France.** Les salariés sont protégés, les remboursements se font à hauteur de 70% de la tarification nationale de référence. Seul le secteur public permet la prise en charge des frais, le secteur privé restant à la charge des personnes. Le secteur de la santé est bien développé au Maroc, et moins cher qu'en France. C'est la raison pour laquelle de plus en plus de Français se font poser des implants dentaires dans le pays ou subissent des opérations de chirurgie plastique.

• **La tranche supérieure d'imposition sur le revenu est de 38% et les étrangers sont exonérés d'impôt sur les revenus locatifs pendant les trois ans qui suivent l'achèvement de la construction de leur bien.** Pas de plus-value non plus à la revente à la condition d'être propriétaire depuis plusieurs années. Par ailleurs, le budget 2018 prévoit une amnistie fiscale pour les étrangers résidant au Maroc. Il existe une convention fiscale entre la France et le Maroc.

• **Séduits par le climat, par le fait que l'on parle français, la douceur de vivre et une meilleure qualité de vie à budget équivalent, les Français à la retraite hésitent de moins en moins à franchir la Méditerranée.** Il est nécessaire d'effectuer une demande de carte d'immatriculation pour obtenir un visa d'un an renouvelable. Les résidents français au Maroc qui perçoivent une pension de retraite de source étrangère bénéficient d'une réduction d'impôt de 80% du montant de l'impôt, applicable sur les sommes transférées à titre définitif de la pension en dirhams non convertibles; si la pension n'est pas versée sur un compte en dirhams non convertibles, l'abattement passe à 55%.

• **Il est plus simple de louer que d'acheter pour un résident étranger.** À Tunis, les quartiers résidentiels se trouvent dans l'agglomération même (Mutuelleville, le Belvédère) et dans la banlieue nord (Gammarth, la Marsa, Carthage, Sidi Bou Saïd). Pour un appartement de trois pièces dans un quartier résidentiel de Tunis, comptez près de 800 dinars tunisiens, 450 pour un studio.

Un ressortissant français résidant régulièrement en Tunisie a le droit d'acquérir un bien immobilier sous réserve de l'obtention préalable de l'accord du Gouverneur territorialement compétent, ce qui rend la tâche assez complexe.

Quelques sites pour vous aider dans vos recherches :

- www.logementtunisie.com - www.tunisie-annonce.com
- www.ballouchi.net - www.immotunisie.com
- www.tunisierelocation.org

• **Avec un contrat de travail vous aurez droit à la protection sociale du pays.** En même temps que votre carte de résident, un carnet de soins gratuit vous sera attribué, valable uniquement dans les hôpitaux publics. Avec près de 180 hôpitaux et 2000 centres de santé de base, la Tunisie possède un paysage médical développé et de qualité, en particulier dans les villes de Tunis et Sfax. Il faut savoir également que le suivi postopératoire est parfois déficient, il est donc recommandé de rentrer en France en cas d'interventions importantes.

• **La France et la Tunisie ont signé une convention en vue d'éviter les doubles impositions. L'impôt sur le revenu est dû par toute personne physique ayant sa résidence habituelle en Tunisie.** Les non-résidents sont également soumis à l'impôt sur leurs revenus de source tunisienne. Les tranches sont au nombre de six, de l'exonération (avec moins de 1 500 dinars) à un taux de 35% pour plus de 50000 dinars.

• **De plus en plus de Français à passer leur retraite en Tunisie.** Un ressortissant français retraité peut s'installer en Tunisie à condition de justifier de ses ressources lui permettant de vivre correctement compte tenu du coût de la vie dans le pays (versement d'un minimum de 400 €/mois). Une fois cette condition remplie, il faut demander une carte de séjour. En ce qui concerne les impôts, un abattement de 80% sera appliqué sur les sommes transférées en Tunisie, et de 25% pour les montants restés en France. Enfin pour bénéficier d'une protection sociale et être remboursé de ses dépenses de santé, un retraité français expatrié en Tunisie a la possibilité de s'inscrire au régime tunisien de sécurité sociale.

Accès
au logement

Accès
à la santé

Fiscalité

Passer
sa retraite

BANC D'ESSAI

Vietnam VS Thaïlande

Ce sont quelque 13 000 Français qui ont choisi de s'installer en Thaïlande et 8 000 au Vietnam. La Thaïlande attire depuis plus longtemps les expatriés et leur offre souvent des prestations (santé, logement...) plus en adéquation avec nos standards internationaux. Mais le Pays du Sourire est relativement instable et les Français sont de plus en plus nombreux à être conquis par son voisin vietnamien, en plein boom économique !



Gouvernance

Vietnam

• Le pays est toujours communiste et ici on parle encore de *politburo*, de parti unique, de commission centrale d'inspection ou encore de secrétaire général. Mais qu'on ne s'y trompe pas: si le Vietnam est dominé politiquement par un État-parti, il s'est néanmoins ouvert à l'économie de marché depuis plus de trente ans!

Au Vietnam, on ouvre un magasin rapidement, on crée une entreprise avec peu de fonds, les impôts sont modérés, mais en revanche il est fortement déconseillé d'aborder des sujets politiques! La censure est omniprésente, y compris à la télé, Internet est aussi sous surveillance, quoique bien moins qu'en Chine...

Le gouvernement de Nguyen Xuân Phúc garantit la stabilité politique, sa croissance est dynamique, à plus de 6%, et même si sa transition économique n'est pas achevée, le pays est toujours très attractif.

Thaïlande

• Cette monarchie constitutionnelle a vu sa notation auprès du classement du Global Peace Index remonter de 5 places en 2017, passant à la 120^e place sur 163 pays. Les inégalités régressent et les résultats économiques sont bons, mais le pays connaît toujours des tensions, en particulier dans le Sud où un conflit séparatiste fait plusieurs centaines de morts chaque année. Rama X, le nouveau roi, est très impopulaire et son couronnement est sans cesse repoussé. La junte militaire au pouvoir depuis 2014 est épinglée par les associations internationales des droits de l'homme pour le non-respect des libertés fondamentales des Thaïlandais. La Thaïlande a été désignée pays «non-libre» sur Internet pour la quatrième année consécutive par la Freedom House, un organisme de surveillance indépendant basé aux États-Unis. Pour autant, le gouvernement militaire obtient de très bons résultats sur le plan économique car il a su rassurer les investisseurs étrangers.

• **Chaleur, bruit, pollution... Le Vietnam des grandes villes comme Hô-Chi-Minh-Ville est assez fatigant et stressant.** Mais pour celles et ceux qui aiment les univers dynamiques, ultra vivants, toujours en mouvement, c'est le paradis! Le pays s'étire sur plusieurs milliers de kilomètres du nord au sud et offre donc une multitude de paysages et climats différents, les montagnes du nord ayant autant de charme que les plages du sud ou encore la baie d'Halong. La plupart des expatriés francophones vivent à Hô-Chi-Minh-Ville, la capitale économique du pays. Ici, pour les entrepreneurs, tout est possible, ou presque, mais il faut savoir être autonome, ne pas rechigner à passer de longues journées au travail, souscrire à une assurance santé pour faire face aux tarifs élevés des hôpitaux privés qui offrent désormais des soins de qualité, accepter des rémunérations modestes...

• **Pour travailler dans le pays, il faut un visa et un permis de travail.** Vous pourrez toutefois être exempté de l'obligation d'obtenir un permis de travail si vous êtes considérés comme expert, manager, technicien ; si vous êtes diplômé d'un diplôme certifiant de trois années d'études post-baccalauréat et que vous avez plus de trois ans d'expérience dans le domaine dans lequel vous exercez. Enfin vous pourrez être exempté si vous faites l'objet d'un transfert interne au sein du groupe de la société qui vous emploie. Attention, le visa ne peut être régularisé sur le territoire, il faut donc bien choisir ou, sinon, ressortir du pays et aller dans une ambassade française (par exemple en Thaïlande) pour refaire un visa. Pour les séjours de plus de trois mois, un permis de résidence est obligatoire, en fournissant la preuve que l'on travaille bien au Vietnam.

• **Depuis les années 2000, le Vietnam connaît une forte croissance économique, tirée par le commerce international et les investissements étrangers.** Le pays a connu une croissance de 6,8% en 2017, un taux qui devrait se maintenir en 2018. Vous aurez toutes vos chances de trouver un emploi si vous avez une première expérience dans les secteurs du marketing et des études de marché, de la vente, du tourisme et de l'hôtellerie, des finances et de la haute technologie. Mais attention, le pays forme de plus en plus de personnels hautement qualifiés, voire surqualifiés, la concurrence est donc de plus en plus rude. En outre, l'emploi de personnels étrangers n'est justifié que pour des postes nécessitant des compétences techniques ou de gestion non disponibles localement.

La Chambre européenne de commerce peut vous aider à trouver un emploi (www.eurochamvn.org), tout comme certains sites comme : www.vietnamworks.com - www.navigossearch.com - vietnam.craigslist.org - www.cap-vietnam.com

• **Le magazine américain U.S. News & World Report positionne la Thaïlande en 27^e position en ce qui concerne la qualité de vie, en raison notamment du coût de la vie, très abordable.** En revanche, le classement HSBC Expat Survey, qui avait longtemps placé la Thaïlande en tête, ne positionne désormais le pays qu'à la 22^e place de son étude, mettant en avant des points comme ceux de la facilité d'intégration, de revenu disponible, les soins ou encore la qualité de garde des enfants, mais notant moins bien l'accès à la culture, la progression de carrière ou la sécurité. Au rayon des avantages, on note un climat particulièrement attractif avec des températures qui s'élèvent en moyenne à 28 degrés, une cuisine raffinée qui est l'une des plus réputées de la région, mais aussi son tourisme médical qui attire de nombreux patients, et bien sûr ses plages de sable fin et ses eaux transparentes...

• **Pour travailler en Thaïlande, il est indispensable d'obtenir un visa non-immigrant B, puis un permis de travail thaïlandais.** Ce visa vous donne le droit de séjourner en Thaïlande pour 90 jours (visa à entrée unique, donc renouvelez-le si vous souhaitez quitter le pays). Le titulaire de ce visa peut prolonger le visa une fois entré en Thaïlande au service immigration. Mais attention, pour qu'on vous le délivre, il vous faudra avoir déjà trouvé un emploi en Thaïlande. Les démarches pour le permis de travail seront effectuées et réglées par votre employeur. Attention, la plupart des entreprises ne peuvent octroyer que dix permis de travail à la fois. De plus, celles qui embauchent des étrangers doivent répondre à certaines obligations, comme par exemple avoir un capital de 2 millions de bahts par employé étranger et lui verser un salaire minimum de 50000 bahts.

• **En raison de l'instabilité politique, le pays connaît une croissance modérée, à 3,7 % en 2017.** Certains emplois sont interdits aux étrangers, mais il s'agit souvent de postes demandant peu de qualifications (conducteur de taxi par exemple). L'*Alien Employment Act* établit une liste d'une quarantaine d'activités interdites aux étrangers. Le pays recherche en permanence des profils qualifiés, et les secteurs de la gastronomie et de l'enseignement (le plus souvent de langue anglaise) recrutent beaucoup d'étrangers. Vous aurez des chances d'être embauchés si vous êtes diplômé, expérimenté, si vous maîtrisez plusieurs langues, si vous exercez une profession d'encadrement. Mais sachez que la concurrence avec les Occidentaux est rude!

Des sites pour vous aider à trouver un emploi :

<https://th.jobsdb.com/th> - www.workthailand.com

www.monster.co.th - www.jobthai.com

www.ajarn.com/recruitment/browse_jobs/index.html

jobs.phuketindex.com

www.unescap.org/jobs

Qualité de vie

Facilités d'installation

Le marché de l'emploi

Les bons plans emploi

Environnement des affaires

Les + Étudiants

Vietnam

• **De nouveaux créneaux s'ouvrent. Pour faire face à la pollution, le gouvernement cherche à attirer les entreprises qui traitent les déchets, l'eau, la pollution de l'air, il y a donc de vraies possibilités pour les personnes formées dans ces secteurs.** Par ailleurs, tout le monde cherche à apprendre l'anglais, la langue incontournable pour obtenir des postes à responsabilité. Du coup, les grandes villes manquent de professeurs dans cette langue. Les enseignants anglophones sont plus recherchés, mais le manque étant tellement important, les Européens même non anglophones sont eux aussi recrutés.

• **Le pays est la 3^e nation asiatique la plus attractive pour l'investissement et continue de progresser au classement Doing Business de la Banque mondiale pour occuper désormais la 68^e place sur 190, en étant particulièrement bien positionné pour ce qui concerne l'obtention des prêts ou des permis de construire.** Pour obtenir un visa d'affaires valable de trois à six mois maximum, il faut être en possession d'une invitation de la part des autorités de tutelle vietnamiennes selon le secteur d'activité de l'entreprise. L'interlocuteur vietnamien se procurera un numéro d'autorisation auprès de la Direction générale de l'Immigration et le portera à la connaissance du demandeur de visa en France. Pour les entrepreneurs, le Vietnam est intéressant puisqu'il offre des coûts de production inférieurs à la Chine, et dispose d'employés qualifiés en particulier dans les domaines de l'informatique et de l'électronique. L'immobilier et le tourisme sont des secteurs traditionnels d'investissements français. Hô-Chi-Minh-Ville a mis en place des dispositifs pour aider les investisseurs étrangers, leur permettant de réduire les délais et les formalités administratives, en particulier dans les zones franches.

• **Le pays devient une destination de plus en plus recherchée par les étudiants du monde entier.** Les liens entre la France et le Vietnam expliquent pourquoi il y a beaucoup d'étudiants francophones dans les universités du pays. Mais pour suivre, il faut maîtriser la langue et l'écriture du pays. Un nombre croissant d'universités étrangères dans le pays nouent de nombreux partenariats avec des établissements locaux. Selon l'agence publique vietnamienne pour l'enseignement supérieur à l'étranger, le nombre d'accords de coopération universitaire a été multiplié par 10 depuis 2001. Le coût des études dans les universités publiques est à peu près identique à celui de la France, en revanche, dans les établissements supérieurs privés, il faut compter de 30000 à 40000 \$/an.

Thaïlande

• **Les profils commerciaux, expérimentés à l'international et polyglottes, sont les plus recherchés.** Les ingénieurs français, aux formations réputées, sont eux aussi recrutés assez facilement. Le secteur de l'industrie en Thaïlande représente environ 50% des recrutements de Français. Viennent ensuite les secteurs du médical, mais également de la cosmétique.

• **La Thaïlande est la deuxième économie d'Asie du Sud-Est après l'Indonésie et elle occupe la 26^e place du classement Doing Business de la Banque mondiale 2018.** Si le pays est demandeur d'investissements étrangers, il met toutefois des limites à l'exercice en interdisant par exemple à un étranger d'être actionnaire majoritaire pour certaines entreprises de biens et de services. Passer par l'intermédiaire d'un avocat est fortement recommandé, surtout si vous cherchez des associés. Bangkok est le poumon économique du pays, c'est donc là que vous pourrez le plus facilement investir. Le *Board Investment* thaïlandais (www.boi.go.th/index.php?page=incentive&language=fr) aide les entreprises étrangères qui veulent s'implanter en Thaïlande. Le gouvernement propose une gamme d'incitations fiscales, des services de soutien et des exonérations de droits d'importation (par exemple une exemption de l'impôt sur les sociétés pour un maximum de huit ans, exemption de règles limitant les transferts de fonds à l'étranger...). Ils soutiennent des industries à fort potentiel, comme les unités de disques durs, les voitures vertes, le fret, le divertissement, les industries de l'acier et de la santé.

• **Pour étudier en Thaïlande, il faut un visa non-immigrant ED et passer un examen, le CUAS.** La Thaïlande attire quelques milliers d'étudiants étrangers et ses universités s'étoffent chaque année davantage de programmes internationaux et cursus en anglais. Quelques facultés sont parmi les plus réputées d'Asie du Sud-Est, comme les universités Kasetsart, Mahidol ou Chulalongkorn à Bangkok, l'université Prince de Songkla, l'université de Chiang Mai, et l'université de Thamassat. La qualité des études est honnête mais la valorisation des diplômes peu évidente. Il est intéressant de poursuivre ses études au Pays du Sourire à la condition de vouloir ensuite s'y installer, ou en Asie du Sud-Est, d'autant que les études supérieures sont payantes. Des bourses d'études peuvent être proposées par ces universités pour les doctorants.

• **Il est assez simple de se loger. Les prix sont très variables selon le niveau de confort désiré.** On trouve à des prix très bas des chambres chez l'habitant, des appartements meublés avec des services compris, des condominiums avec piscine et salle de sport, des villas... Pour 300 €/mois vous aurez accès à un 2-pièces meublé dans une zone où vivent des expatriés à Saigon, et pour 1500 € une agréable maison. Attention toutefois à l'électricité qui est assez chère, elle sera ajoutée à votre loyer et la facture peut vite s'envoler si vous utilisez la climatisation.

Quelques sites pour trouver un logement :

- www.livinginvietnam.com - www.vietlonghousing.com
- www.vnrenting.com/hochiminh/eng/
- www.muaban.net/
- www.immobilier-vietnam.com

Sans oublier Airbnb qui propose aussi des meublés à la semaine ou au mois.

• **Il n'existe pas de convention de sécurité sociale avec le Vietnam, il faut donc veiller, avant de partir, à souscrire à une assurance.** Si les hôpitaux publics sont depuis quelques années de meilleure qualité, il faut aller dans le privé pour trouver des établissements de soin qui répondent aux standards internationaux. Une assurance privée permettra de prendre en charge les frais assez onéreux de ces derniers.

• **La France et le Vietnam sont liés par une convention de non-double imposition.** Le taux d'imposition va de 5% des revenus (moins de 60 millions de dongs) à 35% pour la tranche la plus haute (plus de 960 millions de dongs, environ 35 000 €). Les non-résidents sont imposés à un taux fixe de 20% pour les revenus liés à l'emploi et provenant du Vietnam. Les sociétés au Vietnam sont soumises à l'impôt sur les sociétés à un taux fixe de 20 % du revenu net de la société.

• **Le bas coût de la vie fait de cette destination un lieu attractif, en particulier pour les retraités peu fortunés.** Cependant, il n'existe pas de visa spécifiquement conçu pour les retraités étrangers. Il vous sera donc difficile d'obtenir une carte de résident. Vous pouvez bien sûr ressortir régulièrement du territoire mais ce n'est pas très confortable! Rien n'est prévu au Vietnam pour les retraités n'ayant aucun lien familial avec un ressortissant vietnamien.

• **Vous trouverez facilement à vous loger en Thaïlande, dans des logements qui correspondent aux standards internationaux et à des prix abordables.** Il est fréquent de négocier le prix du loyer dans lequel vous pourrez inclure l'électricité, Internet... Les prix varient de 300 €/mois pour un 2-pièces en province dans un condominium, à 2000 € pour un 4-pièces à Bangkok dans un quartier résidentiel. Attention, l'achat d'un appartement ou d'un condominium est autorisé aux étrangers, à condition que les Thaïlandais soient propriétaires à plus de 51% de la surface totale habitable. Les étrangers ne peuvent pas être propriétaires d'un terrain. Les agences immobilières francophones ne sont pas rares.

Quelques sites pour trouver un logement :

- www.thaiapartment.com
 - www.location-thaïlande.com
 - www.annonce-thai.com/lou_appart/lappart.htm
 - www.5stars-immobilier.com
-

• **Il n'existe pas de convention de sécurité sociale avec la Thaïlande.** Mieux vaut disposer d'une assurance privée de santé car si les soins sont de bonne qualité, ils coûtent chers (1000 € la nuit dans un hôpital international à Bangkok), y compris dans les établissements publics. Sans assurance, vous devrez effectuer un dépôt de garantie par virement avant d'être pris en charge. Si vous travaillez en Thaïlande, vous bénéficierez du régime de sécurité sociale thaïlandais qui couvre seulement le risque maladie.

• **Tout contribuable à l'obligation de s'inscrire auprès des autorités fiscales, pour obtenir un numéro d'identification.** Il existe plusieurs tranches d'imposition, la plus élevée étant de 35% pour un salaire dépassant les 4 millions de bahts/an. Si vous percevez des revenus français, pour bénéficier de l'application du taux moyen d'imposition (et non du taux minimal de 20%) sur l'ensemble de leurs revenus de source française, les non-résidents Français en Thaïlande doivent fournir une attestation de non-imposition du pays d'accueil, la Thaïlande.

• **Le nombre de retraités français en Thaïlande croît chaque année.** Le Visa OA, destiné aux personnes retraitées et âgées de plus de 50 ans, donne le droit de rester en Thaïlande pour un an avec de multiples entrées. À partir de la deuxième demande, un dépôt bancaire de 800 000 bahts dans une banque en Thaïlande est obligatoire. Le « Non-Immigrant O-X » est valable dix ans. Il suffit d'être âgé de plus de 50 ans, déposer au moins 3 millions de bahts sur un compte thaïlandais (ou 1,8 million et justifier d'un revenu annuel de 1,2 million bahts).

Accès
au logement

Accès
à la santé

Fiscalité

Passer
sa retraite

BANC D'ESSAI

République dominicaine VS Maurice

Deux îles paradisiaques où les plages de sable fin sont au moins aussi attractives que la fiscalité qui s'applique aux résidents ! Alors serez-vous plutôt convaincus par les atouts des Caraïbes ou de l'océan Indien ?



Saint-Domingue

Port-Louis

Gouvernance

République dominicaine

• Le pays a été bouleversé par une affaire de corruption début 2017, l'entreprise brésilienne de travaux publics Odebrecht ayant versé des pots-de-vin à des fonctionnaires et à des politiciens. Le gouvernement est encore aujourd'hui accusé de couvrir ces pratiques et au cours de manifestations fréquentes le président Danilo Medina et ses collaborateurs sont traités de «voleurs». Ce mouvement de la «Marche verte», organisé par l'opposition, lutte contre un régime qu'il accuse «de corruption et d'impunité».

Élu depuis 2012, Danilo Medina Sanchez a mis en place des réformes fiscales partielles afin de mettre fin à l'évasion fiscale et a tenté de réduire les dépenses publiques. Mais en 2017 on enregistre encore plus de 10% de hausse du budget des dépenses du gouvernement qui, en raison de prochaines élections, ne se résout pas à augmenter les impôts.

Maurice

• Cette toute petite île offre à ses administrés un climat paisible et une économie plutôt dynamique. Mais elle vient de connaître un scandale politique avec sa présidente, Ameenah Gurib-Fakim, impliquée dans une affaire de corruption et obligée de démissionner en mars dernier. Le pays se veut exemplaire en matière d'indépendance judiciaire et de lutte contre la corruption, raison pour laquelle le gouvernement a poussé Ameenah Gurib-Fakim à la démission. Avec son départ, il n'y a plus aucune femme africaine chef d'État. Selon le classement de l'édition 2017 de la fondation Mo Ibrahim qui évalue plus d'une cinquantaine de pays africains, Maurice reste en tête du top 10 de la bonne gouvernance (avec une excellente note sur les volets sécurité et État de droit), même si son évolution récente menace d'inverser les progrès réalisés sur dix ans en matière de gouvernance.

• **Plages de sable fin, palmiers et hôtels de luxe font partie de la carte postale de l'île.** Les étrangers vivent parfois dans des complexes résidentiels qui leur procurent un maximum de sécurité, ce qui tend d'ailleurs à grever leur budget. Mais globalement, et même si le coût de la vie a augmenté ces dernières années, il reste beaucoup moins cher qu'en France : on peut manger local pour moins de 3 euros par repas, les factures d'électricité sont sous les 20 euros mensuel sans piscine...

Mais la République dominicaine ce n'est pas seulement un tableau idyllique, c'est aussi un taux de pauvreté très élevé, des quartiers insalubres, une forte délinquance... Il faut donc être prêt soit à vivre dans une tour d'ivoire soit à se mêler à une population dont les standards de la vie quotidienne sont très différents des nôtres.

• **Il est désormais moins facile de s'installer en République dominicaine ; il est impératif de posséder des papiers de résidence à jour.** Pour un séjour court, il faut obtenir une carte de touriste qui permet de résider 30 jours sur le territoire, prolongeable de 120 jours (dans ce cas il convient de faire une demande auprès de la direction de l'immigration impérativement avant l'expiration du temps de séjour initial). En ce qui concerne les visas long séjour, tout dépend de la nature de votre activité: visa d'affaires (valable un an à entrées multiples, ou soixante jours à entrée unique), de travail (pour un an renouvelable), ou encore de résidence (à demander avant d'arriver sur le territoire)...

• **Depuis quelques années, le tourisme et les zones franches ont permis au pays de booster l'économie du pays.** On dénombre 48 parcs industriels qui bénéficient du statut de zone franche et qui accueillent 555 sociétés et emploient plus de 120 000 personnes. Là, on travaille surtout dans le textile et, plus récemment, le matériel médico-chirurgical. Toutefois, les inégalités de revenus restent importantes et le chômage reste élevé, tout comme le sous-emploi. Globalement, ce marché est relativement restreint, les opportunités sont rares : en règle générale, les Français qui s'installent en République dominicaine travaillent à leur compte dans la restauration ou l'hôtellerie.

• **Une température à 25 degrés en moyenne sur l'année et des plages et lagons paradisiaques sont des atouts imparables.** De surcroît, l'île offre un modèle de vie assez proche de celui des Européens, dans un contexte îlien attractif. Si vous vivez au rythme des Mauriciens, vos dépenses seront largement moins élevées qu'en France.

Maurice offre aussi une fiscalité intéressante, les impôts s'élevant à 15% du revenu, sans autres taxes.

Les infrastructures du pays sont assez récentes, le système de soins est satisfaisant, les hôpitaux publics bien équipés... Sa proximité avec la France (à 200 km de l'île de la Réunion) et le fait qu'ici on parle et on comprend la langue de Molière en font une destination prisée des Français.

• **La bureaucratie est écrasante, en particulier pour les entreprises qui recrutent des étrangers!** L'entrée est soumise à une autorisation préalable (sous forme de lettre). Pour s'installer à Maurice il vous faudra un « Occupation Permit », valable trois ans si vous êtes salarié (avec un salaire de base qui ne peut être inférieur à 45 000 roupies par mois) ou si vous êtes un indépendant (avec des revenus d'activité supérieurs à 600 000 roupies, pour un investissement équivalent). Il n'est en principe pas possible de passer du statut de touriste à celui de résident.

Pour les professions réglementées comme celles de médecin, ingénieur civil, pharmacien..., le professionnel doit s'inscrire auprès de l'ordre, conseil ou organisme professionnel après l'obtention de son *Occupation Permit*.

• **Pour développer son économie, le pays a besoin d'attirer des profils très qualifiés.** Par conséquent, il y a énormément d'opportunités et les diplômés européens sont particulièrement appréciés. Le secteur des services a le vent en poupe, Maurice manque notamment de compétences qualifiées dans le secteur financier, mais aussi dans celui des technologies de l'information et de la communication. On recrute également sur des postes d'encadrement dans l'informatique, les centres d'appels et les activités liées à la formation.

Qualité de vie

Facilités d'installation

Le marché de l'emploi

Les bons plans emploi

République dominicaine

• À côté de son agriculture traditionnelle (sucre, café, cacao, tabac), le pays se diversifie et produit aujourd'hui des fruits tropicaux, des poulets ou des cultures sous serre afin de construire une filière agroalimentaire. En parallèle, le bio est un créneau qui se développe.

Le tourisme haut de gamme est une filière en devenir où les Français ont une carte à jouer, en particulier dans le secteur de la restauration depuis que Saint-Domingue a été déclarée capitale gastronomique des Caraïbes par l'Academia Iberoamericana de la Gastronomía et la Real Academia Española de Gastronomía.

Quelques sites pour trouver un stage ou un emploi :

- www.infoempleos.net/
- www.aldaba.com/index.php?pais=Rep%FABlica+Dominicana&g=Rep%FABlica+Dominicana

Environnement des affaires

• La République dominicaine est l'un des pays les plus pauvres de la région mais il connaît depuis plusieurs années un développement très important du tourisme. C'est principalement dans le haut de gamme que sont réalisés les investissements étrangers. Les activités minières (avec la reprise de l'exploitation de ferronickel et le développement de mines d'or) sont elles aussi en hausse. En lien avec le tourisme, le secteur de l'internet haut débit est en pleine expansion.

Le centre d'exportation et d'investissement de la République dominicaine (CEI-RD, www.cei-rd.gov.do) et son Autorité de la concurrence (www.cnc.gov.do) aident et conseillent les candidats créateurs d'entreprises dans le pays. Vous pourrez aussi vous tourner vers la Chambre de commerce et d'industrie française (www.ccifranco-dominicana.org/), qui vous sera de bon conseil.

Les + Étudiants

• Le visa étudiant est destiné aux personnes qui ont l'intention de se rendre en République dominicaine à des fins uniquement étudiantes. Une fois sur place, il doit être renouvelé chaque année.

Les candidats ne sont toutefois pas légion, les universités du pays n'ayant pas bonne presse. Il est cependant de règle de passer un test de langue avant d'être admis dans l'une des facultés de la République dominicaine.

Maurice

• Le marché des nouvelles technologies est en pleine expansion, Maurice se lançant dans la création de « smart cities » – autrement dit des « villes intelligentes », concept apparu il y a une dizaine d'années et qui s'inscrit dans le prolongement de celui de la ville durable, notamment en intégrant l'impact de la transition numérique. L'île Maurice est d'ailleurs l'une des plateformes numériques les plus importantes d'Afrique. Dans le top 10 des nouveaux secteurs qui recrutent on trouve les développeurs web, les digital marketers, les analystes financiers, les logisticiens, les communicants sur les réseaux sociaux... Pensez aussi au secteur de l'industrie bio médicale et l'industrie/transformation de produits de la mer.

Quelques sites pour trouver un emploi :

- www.myjob.mu
- www.clubmedjobs.mu
- www.jobsite.mu

• Le rapport Doing Business de la Banque mondiale classait en 2017 l'île Maurice au premier rang des pays d'Afrique subsaharienne en matière d'environnement des affaires. Il s'agit d'un petit paradis aussi pour les affaires, en raison en particulier d'une fiscalité très intéressante (15%) et d'institutions régulatrices comme le Board of Investment (BoI) et la Financial Services Commission (FSC) qui protègent les investisseurs. Ici, il n'y a pas de taxes sur les successions et les dividendes. Les investisseurs peuvent rapatrier leurs profits, capitaux ou dividendes librement.

Le secteur le plus attractif reste le tourisme, notamment pour la construction de villas de luxe, de terrains de golf et autres installations.

La Chambre de commerce et d'industrie française pourra vous aiguiller tout au long de votre implantation à Maurice: www.ccifm.mu/.

• Pour obtenir un visa étudiant, il faut d'abord être accepté par une université qui s'occupera de toutes les formalités. Les établissements du supérieur sont bien notés, ils suivent les règles du système anglo-saxon mais, pour autant, il existe de nombreux partenariats avec des établissements français, avec par exemple l'université de Limoges ou de Bordeaux, ou encore Sciences-Po Aix qui propose un bachelor d'études politiques.

• **Il faut faire attention si vous décidez d'investir et d'acheter un bien ici.** En effet, il est essentiel de se faire aider par des avocats ou notaires sous peine d'erreurs qui rendront la revente quasi impossible. Même si cela vous engage moins, il est aussi préférable de se faire accompagner par un avocat lors de la signature d'un bail. Le prix des loyers est en général donné en dollar. Le plus souvent, les charges comprennent le gardiennage, l'ascenseur, le ramassage des ordures, le nettoyage des parties communes, l'entretien de la piscine, l'eau et le gaz. Un 2-pièces se loue entre 4000 et 8000 pesos, selon les prestations qu'il propose. Il n'existe pas de restrictions en ce qui concerne l'achat de biens de la part d'étrangers. Cela peut être intéressant car les plus-values immobilières ne cessent d'augmenter.

Quelques sites pour se loger :

- www.supercasas.com
- www.remax-caribbeanislands.com

• **Pour se faire soigner, il faut prévoir de bonnes assurances ou un compte en banque bien garni qui permet par exemple de consulter des médecins cubains, installés ici dans le secteur privé.** Le tourisme médical étant en plein essor, il est possible de se faire soigner par des spécialistes bien formés. Les établissements les plus réputés sont installés à Saint-Domingue (l'hôpital Metropolitano de Santiago est le meilleur hôpital dominicain).

• **Les impôts sur le foncier sont faibles, tout comme ceux sur les droits de succession, d'où le nombre important d'étrangers qui investissent ici.** Mais il n'existe pas de convention fiscale entre la France et la République dominicaine. L'expatrié est donc imposable en France, et court ainsi le risque d'être doublement imposé. Le taux d'imposition maximum sur le revenu est de 25%.

• **Les retraités sont bien accueillis par le pays qui a instauré une loi spécifique afin de faciliter leur arrivée.** À une condition toutefois: se prévaloir d'un revenu régulier et fixe de 1500 euros au moins. Le coût de la vie est moindre qu'en France et les étrangers bénéficient de nombreuses exemptions (comme celle des taxes sur les mutations immobilières). La majorité des expatriés retraités est installée dans le nord du pays (à Samana et Las Terranas). Votre titre de séjour temporaire sera valable un an, renouvelable trois fois. Vous pourrez ensuite demander un permis de résidence permanent, à renouveler tous les quatre ans. Les Américains sont séduits par cette destination, en raison notamment de sa proximité avec les États-Unis.

• **Parmi les étrangers installés à Maurice, la diaspora française est la plus importante puisqu'elle compte plus de 15 000 membres.** Grand-Baie est la principale station balnéaire du pays et son climat doux attire l'essentiel des expatriés. Le bouche-à-oreille est le meilleur moyen de trouver un logement à louer, mais il peut être plus commode de passer par une agence. Les démarches sont très simples, il suffit souvent d'une caution d'un mois et d'une copie de votre passeport. Les meublés sont les plus nombreux, mais attention aux habitats vétustes qui sont légion! Pour acheter, il faut passer par un dispositif PDS (*Property Development Scheme*): il ne comporte pas de seuil minimum pour un investissement, mais par contre, pour obtenir un visa de résident, il faut acheter une maison de 50000 dollars au moins.

Quelques sites pour se loger :

- www.kepara.com, www.pamgolding.co.za/mauritiuss
- www.oasisvillas.mu

• **Il n'existe pas de convention de sécurité sociale entre la France et Maurice.** Il faut donc prévoir une assurance spécifique. Les soins proposés par les hôpitaux publics et les cliniques privées du pays sont de bonne qualité et l'état sanitaire est satisfaisant. En cas de problème grave, il est tout à fait possible de se faire soigner à la Réunion, distante de seulement 200 km. Attention, des restrictions d'importation frappent certains produits pharmaceutiques.

• **À Maurice, il n'y a ni impôts fonciers, ni impôt sur la plus-value, ni impôt sur les successions (à condition que les héritiers ne vivent pas en France, auquel cas ils seront soumis à l'impôt) et l'impôt sur le revenu est plafonné à 15%.** Il n'est pas nécessaire d'être résident permanent pour bénéficier d'avantages fiscaux. Il existe une convention fiscale entre la France et Maurice.

• **Les Français sont de plus en plus nombreux à s'intéresser à Maurice.** Pour être éligible à un permis de résidence (valable trois ans), dans le cas des retraités étrangers, il est nécessaire de transférer sur un compte bancaire local l'équivalent de 40000 USD annuels. Au bout de trois ans, un retraité étranger peut solliciter un permis de résident de dix ans s'il a transféré chaque année la somme de 40000 USD sur son compte bancaire local. Un formulaire intitulé *Application for Residence Permit* doit être complété et accompagné des documents suivants: passeport, copie du dernier visa d'entrée, certificat de naissance certifié, quatre photos, certificat médical, 10000 roupies (frais d'obtention du permis de résident), et garantie bancaire de 50000 roupies.

Accès
au logement

Accès
à la santé

Fiscalité

Passer
sa retraite

BANC D'ESSAI

Costa Rica VS Panama

Du Costa Rica au Panama, il n'y a qu'un pas ! Ces deux pays sont sans doute les plus stables d'Amérique centrale. Ils attirent les capitaux étrangers depuis longtemps, les touristes et les retraités étrangers depuis quelques années.



Gouvernance

Costa Rica

• **Le Costa Rica vient de connaître une évolution politique notable.** En avril 2018, le résultat des élections présidentielles s'est traduit par une avancée considérable de la droite chrétienne évangéliste, très conservatrice. Pour autant, c'est le candidat de centre gauche Carlos Alvarado qui a remporté les élections. Ce petit pays est l'une des rares démocraties vieille de plus d'un demi-siècle en Amérique latine, et son nouveau président insiste sur la nécessité d'avoir un gouvernement d'union nationale, majoritairement composé de femmes ainsi que de représentants de l'opposition. Ce président de moins de 40 ans s'est fait élire en se posant en défenseur des institutions et de l'État de droit. Ses défis à relever sont nombreux: même si l'économie du pays se porte plutôt bien, il est lui aussi touché par les narco-trafics, les inégalités croissantes, un déficit abyssal, un chômage élevé...

Panama

• **Cette très vieille République parlementaire (depuis 1903) n'est pas réputée pour sa liberté d'expression ni le respect des libertés individuelles malgré le rétablissement d'un pouvoir démocratique depuis 1990.** La corruption est souvent au cœur des affaires du personnel politique, et Transparency International classe le pays en 96e position (sur 180). Son ancien président, Ricardo Martinelli, a d'ailleurs été arrêté aux États-Unis puis extradé en juin dernier vers son pays pour être jugé pour détournements de fonds publics. Le Panama est le siège de nombreuses compagnies offshore et se retrouve régulièrement mis en cause pour l'opacité de son système financier. Mais malgré les récents scandales qui ont impliqué le pays, comme les Panama Papers, le Panama a su rester attractif et garder un rythme de croissance soutenu, à plus de 4,5%.

• **Le pays, surnommé la « Suisse verte » d'Amérique centrale, compte plus d'un demi-million de ressortissants étrangers sur son territoire.** Les Américains rêvent d'y passer leur retraite, sans doute parce que le Costa Rica offre un environnement particulièrement protégé dans la région, que le pays est très occidentalisé et que son coût de la vie y est bien plus faible qu'aux États-Unis.

Depuis l'abolition de son armée en 1949, le Costa Rica a réaffecté son budget de la défense au financement de l'éducation, de la santé et des retraites. Il offre à ses résidents un système de protection sociale efficient et un véritable bien-être durable. Ici, les gens bénéficient de l'espérance de vie la plus longue d'Amérique latine.

Classé en 45^e position du palmarès des pays où il fait bon vivre établi par le magazine américain *U.S. News & World Report*, le pays est surtout bien noté pour son environnement naturel et son ouverture au monde des affaires.

• **Pour pouvoir travailler au Costa Rica votre employeur devra démontrer qu'il ne peut pas recruter de locaux au poste qu'il vous propose.**

Vous devrez bien sûr être en possession d'un visa et d'un permis de travail ou de résidence temporaire. Vous obtiendrez ensuite une carte renouvelable chaque année.

Ces démarches sont assez compliquées, raison pour laquelle de nombreux étrangers créent leur propre entreprise.

• **Sa croissance en ferait rêver plus d'un: à 5,2% en 2018, le pays affiche une bonne santé économique.** Pourtant, le taux de chômage reste élevé (plus de 8%), en particulier chez les jeunes. Ces derniers sont très qualifiés, la concurrence avec les travailleurs étrangers est donc rude.

Les Français sont très présents dans les métiers du tourisme (hôtellerie, restauration) ainsi que dans le tourisme médical. Ils sont aussi souvent présents sur le territoire en tant que stagiaire ou bénévoles dans les secteurs de l'éducation, l'environnement, la santé, le développement social, la protection des animaux.

Il est indispensable de parler espagnol, ou au moins anglais, surtout si l'on souhaite travailler dans le secteur du tourisme où l'on recherche beaucoup de personnels trilingues.

Pour trouver un emploi, la chambre de commerce franco-costaricienne pourra vous aider (www.ccfrance-costarica.org/) et vous pouvez aussi consulter les sites suivants :

- <https://jobs.justlanded.com/fr/Costa-Rica>,
- www.latintopjobs.com/?lang=es

• **Le Panama arrive en 48^e position des pays où il fait bon vivre selon le palmarès du magazine américain *U.S. News & World Report*.** Les Français sont de plus en plus nombreux à s'installer au Panama (ils sont pour l'instant 2000), les inscriptions au registre consulaire enregistrant une hausse de plus de 5% en un an.

Panama City offre tous les services d'une capitale, à un coût moins élevé qu'en France (logement, restaurant, essence...). Dans la jungle ou sur les îles, la vie est beaucoup plus rustique, mais plus authentique.

Depuis plusieurs années le gouvernement a mis en place des mesures très favorables pour les étrangers qui souhaitent s'installer au Panama. Mais attention, dans la capitale, la criminalité est forte, le trafic de drogue important, la sécurité est donc incertaine dans certains quartiers.

Enfin, connu pour être un paradis fiscal, le pays a désormais renforcé son système bancaire afin de le rendre plus transparent et consolider la coopération avec les autorités judiciaires.

• **Pour acquérir un visa permanent, il faut créer une entreprise, être embauché dans une société panaméenne, soit avoir un titre de propriété.** Il faut également effectuer un dépôt d'un montant minimum de 5000\$ sur un compte en banque panaméen. Il est assez facile d'obtenir un permis de travail au Panama une fois le visa de résident permanent acquis. Attention, la procédure peut mettre du temps, parfois jusqu'à huit mois.

Pour en savoir plus : www.migracion.gob.pa

• **La loi autorise les entreprises à compter un quota d'étrangers dans leurs effectifs.** Il est donc intéressant de contacter les plus importantes d'entre elles.

Les secteurs des services, de la finance, du commerce, du tourisme, du trafic de marchandise avec le Canal sont ceux qui contribuent le plus à l'économie de Panama.

Une politique de grands travaux attire les capitaux et fait vivre de nombreuses entreprises internationales: après l'élargissement du Canal, un nouveau projet pour réhabiliter la ville de Colón a ainsi été lancé pour un budget global de 500 millions de dollars US, ainsi qu'un projet d'infrastructures d'ampleur avec la construction d'une seconde ligne de métro dans la capitale.

Quelques sites pour trouver un emploi :

- www.opcionempleo.com.pa
- panama.en.craigslislist.org
- www.encuentra24.com
- www.konzerta.com/empleos-en-panama/

Qualité de vie

Facilités
d'installation

Le marché de
l'emploi

Les bons plans emploi

Environnement des affaires

Les + Étudiants

Costa Rica

• **Le nouveau président souhaite développer un système de transport public plus vert digne «d'une matrice électrique déjà propre et durable à 99%».** Il souligne ainsi la spécificité du pays qui a misé sur le développement durable. Le secteur environnemental est donc particulièrement dynamique et recrute des profils très diplômés. Le secteur informatique, très porteur, recherche lui aussi des techniciens expérimentés, tout comme celui de la sécurité.

• **Le Costa Rica est le premier partenaire commercial de la France en Amérique centrale.** Il attire des investisseurs étrangers dans les secteurs de la haute technologie et du bâtiment, des sciences de la vie ou encore de l'industrie avancée. Les services, comme les télécoms sont ouverts aux capitaux étrangers. Ses principaux atouts sont la sécurité et la stabilité économique. Le Costa Rica accorde de nombreux privilèges juridiques et fiscaux aux investisseurs, a créé plus de dix zones franches (avec exonération de l'imposition sur les bénéfices, des crédits d'impôts...). L'Agence de promotion de l'investissement (la Coalición Costarricense de Iniciativas de Desarrollo - CINDE) est très efficace pour conseiller celles et ceux qui souhaitent investir dans le pays. Pour obtenir un visa «investisseur» il faut faire un investissement direct au Costa Rica d'au moins 200 000 \$. L'investissement peut être fait dans n'importe quel type d'entreprise, y compris l'immobilier.

• **Grâce à la richesse de sa biodiversité, à ses parcs nationaux, le pays attire de nombreux jeunes venus du monde entier.** Le pays a massivement investi dans l'éducation (le Costa Rica possède l'un des taux d'alphabétisation les plus élevés d'Amérique latine, à 94,9%) et propose de nombreux cursus dans les universités publiques, en particulier des programmes bilingues anglais-espagnol. Vous devrez faire une demande de visa une fois obtenu l'accord de l'université.

Panama

• **Le pays attire de plus en plus d'étrangers qui cherchent à scolariser leurs enfants: ainsi, de nombreux postes d'enseignants sont proposés, en particulier dans l'enseignement de l'anglais.** Attention, il y a de nombreux métiers que vous ne pourrez pas exercer au Panama: agent immobilier (sauf au bout de cinq ans de résidence), médecine, droit, commerce de détail... De manière générale, le Panama connaît une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

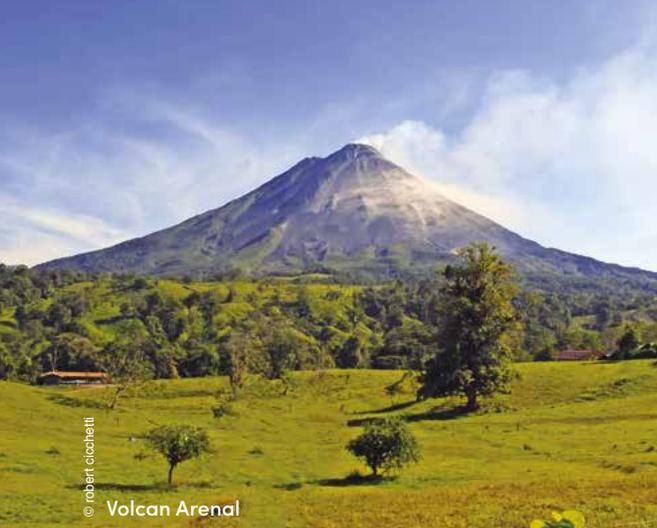
• **Le canal de Panama est la plaque tournante du commerce mondial et des transports qui relie les océans Atlantique et Pacifique à travers la mer des Caraïbes.**

Ici, les entreprises étrangères continuent d'être le moteur de l'emploi et de l'investissement. Elles s'installent prioritairement dans la zone franche de Colón (un point central des investissements étrangers dans l'industrie manufacturière) dans les secteurs de la construction et de la logistique. Les étrangers s'installent aussi dans la Cité de la connaissance, un parc technologique et éducatif doté d'une infrastructure de communication de pointe. Les secteurs où investir sont prioritairement l'import-export, le tourisme, l'internet.

Le pays est classé en 79^e position dans le classement Doing Business sur la facilité à réaliser des affaires établi par la Banque mondiale, qui met en avant sa capacité à faciliter l'accès au crédit.

Il existe une agence d'aide à l'investissement : www.businesspanama.com

• **La plupart des universités se trouvent à Panama City.** Les universités panaméennes sont le plus souvent publiques, mais l'on trouve beaucoup de campus d'universités américaines, payants, comme la Florida State University, University of Louisville, Columbus University. Une fois votre université choisie, cette dernière vous enverra sa lettre d'admission, ce n'est qu'ensuite qu'un visa vous sera délivré, à valider en arrivant au sein de l'agence de l'immigration. Attention, les étudiants ne sont pas autorisés à travailler sur place.



© robert tocchetti

Volcan Arenal

Bocas del Toro

© Fotos99 / Shutterstock.com

• **Les Américains fortunés ont investi l'immobilier au Costa Rica, faisant flamber les prix, en particulier dans les zones touristiques.** En dehors des secteurs touristiques, les prix restent très raisonnables, autour de 250 \$ pour un studio et 1000 € pour une maison.

Les étrangers s'installent plus spécialement à Jacó, Rohrmoser, Esczú et Guanacaste.

Attention, la sous-location est interdite.

Pour accéder à des offres :

- www.encuentra24.com/costa-rica-es/bienes-raices
- <http://fr.arkadia.com/location/costa-rica-g188/>
- www.terredereves.com

• **L'inscription à la sécurité sociale costarienne est obligatoire (*Caja Costarricense de Seguro Social*) pour obtenir sa carte de résident.**

Depuis plus de soixante ans, le pays a instauré une protection sociale obligatoire et les soins sont de bonne qualité, tant dans le privé que dans le public, et peu chers. Le pays développe un tourisme médical en matière de soins dentaires, oculaires ou pour la chirurgie esthétique.

• **Si vous travaillez au Costa Rica, vous aurez la bonne surprise de ne pas être imposé sur votre treizième mois.** Pour le reste, les taux sont beaucoup plus bas qu'en France puisque de 714 001 à 1 071 000 colónes, l'impôt ne s'élève qu'à 10% des revenus, et au-delà à 15%.

Il n'existe pas au Costa Rica d'impôt sur la fortune, ni sur les successions et les donations.

• **Pour s'installer au Costa Rica et y passer sa retraite, il faut pouvoir justifier de ressources suffisantes, au minimum 1 000 \$/mois.** Vous pouvez faire une demande de visa spécial depuis la France, cela vous coûtera moins cher que si vous la formulez depuis le Costa Rica. Une fois la demande approuvée, le résident se doit de vivre au moins un jour par an dans le pays.

• **Punta Pacifica et Punta Patilla sont les deux quartiers les plus modernes de la capitale, en bord de mer.** Les quartiers où s'installent les expatriés offrent des immeubles avec piscine, gardien, salle de sports. Coco del Mar et Bella Vista proposent davantage de petites maisons. Certains quartiers comme San Felipe, très touristiques et très typiques, sont quasiment inabornables. Attention, il y a peu de studios ou de 2-pièces et il est difficile de trouver un bien en dessous de 1000 \$.

Quelques sites pour vous aider dans vos recherches :

- www.encuentra24.com
- www.terrederevespanama.com
- www.panamarealtor.com

• **Les hôpitaux publics sont peu réputés, contrairement aux hôpitaux privés qui offrent d'excellents soins, dans tous les domaines et à des prix très abordables.** D'ailleurs, le tourisme médical est une industrie en plein essor. Mais attention, en province il est plus difficile de trouver de bons établissements hospitaliers. De nombreux médecins sont formés aux États-Unis et parlent anglais. Il existe une sécurité sociale pour les travailleurs.

• **Tous les revenus exclusivement générés à partir de sources extérieures, sont exonérés de taxes.** Le seul revenu qui est imposé, est sur les gains générés à l'intérieur du Panama. Par ailleurs, la TVA (ou ITBMS) est de 7% sur la plupart des produits.

Les revenus provenant des salaires ou de la location ou de la vente d'un bien immobilier au Panama sont imposables, avec un taux maximum de 25%. Enfin, le taux d'imposition des sociétés est de 25%, quel que soit leur résultat.

• **Les retraités choisissent cette destination, surtout les Américains, proches de leur pays d'origine, pour tous les avantages que le pays leur octroie : 20% de remise sur les soins hospitaliers, sur les médicaments, 25% sur les notes d'électricité et eau, 50% sur les cinémas, théâtres... et aucun impôt sur le revenu!** Il vous faudra faire une demande de visa spécial, (le *Panama Pensionado Visa*). Pour y avoir droit, il faut percevoir au moins 1 000 \$/mois ou acheter un bien d'au moins 100 000 \$ et percevoir 750 \$/mois.

Accès
au logement

Accès
à la santé

Fiscalité

Passer
sa retraite

FRANÇAIS DU MONDE, LA CHRONIQUE DE FRANCE INFO

Parfums d'aventure

Ils ont franchi le pas, animés par une soif de découverte, des idées originales, une motivation sans faille... Ils rencontrent parfois quelques écueils, mais la réussite est souvent au bout du chemin.

Lodge d'exception en Afrique du Sud

Dans les panoramas à couper le souffle de l'est de Cape Town, Éric Brillant a redonné vie à une ancienne ferme de huguenots français. Il accueille à Montagu des touristes en quête de tranquillité, de nature et de grands espaces. Une fois passé l'imposant portail, le chemin de terre poussiéreux et criblé de nids-de-poule part à l'assaut de la vieille bâtisse qu'on distingue d'en bas. Bienvenue aux Hauts de Montagu, à 200 km à l'est du Cap, en Afrique du Sud. La ferme, vieille de plus de deux siècles, a été transformée il y a dix ans en lodge 4 étoiles par Éric Brillant et son épouse. « La première maison a été construite par des Hollandais en 1800, raconte-t-il. La ferme a ensuite été occupée par une famille de huguenots français, à l'époque de la ruée vers le diamant. Ils ont finalement acheté la ferme pour la transformer en relais pour ceux qui continuaient. » Montagu occupe aussi une position stratégique, à l'extrémité ouest de la route 62. « C'est une route très prisée, l'équivalent de la Route 66 aux Etats-Unis, dit Éric,



c'est la route touristique par excellence, avec un panorama totalement vierge. 500 ans en arrière, c'était comme ça. Ça n'a pas bougé. On est dans le jus du pays ! » Né au Congo-Brazzaville, Éric Brillant a toujours vécu sur le continent. Il dit qu'il a l'Afrique dans les veines. « On a une sensa-

tion de liberté, vous êtes un homme libre ici, avec la nature à perte de vue. » Passionné d'aviation, le Français profite souvent du petit avion de ses amis pour aller contempler ces paysages vus du ciel.

Lui écrire : info@leshautsdemontagu.com

Le soda breton menacé à Montréal

Après quelques années dans l'hôtellerie-restauration, Bastien Poulain, d'origine rennais, a créé sa propre société à Montréal. Son projet : produire un soda aux saveurs locales. Bastien Poulain se targue d'avoir inventé le cola au Québec, mais le Français de 32 ans fait aujourd'hui partie des victimes de la chasse aux boissons sucrées entamée par la ville de Montréal en décembre dernier, au nom de la santé publique. Lui préconise plutôt de mettre l'accent sur l'éducation et la promotion des saines habitudes de vie, et pas en adoptant des mesures « tape-à-l'œil » comme une interdiction. « Il n'y a eu aucune concertation », regrette Bastien Poulain, qui trouve « illusoire de penser résoudre le problème de l'obésité en visant uniquement les boissons gazeuses ». Sa société emploie plus de 350 personnes au Québec. Grandi dans une famille d'entrepreneurs, il n'hésite pas à se lancer sur ce marché ultra-concurrentiel, dominé par les géants Coca et Pepsi. Avec une idée forte : proposer aux 18-35 ans un produit haut de gamme et local. Et comme un Breton ne baisse jamais les bras, l'aventure continue avec la sortie ce



mois-ci de 1642 Orange (avec bergamote et thé du labrador). Sa marque (référence à l'année de la fondation de Montréal par Paul Chomedey de Maisonneuve) est désormais distribuée en Alberta et en Ontario. « La concurrence des multinationales est de plus en plus forte, surtout pour l'accès aux rayons des supermarchés, reconnaît le Français, mais on y arrive petit à petit. »

Lui écrire : bpoulain@1642.ca



▲ Christian Karembeu avec Jacques Rostaing devant une yourte en Mongolie. L'ancien champion du monde de foot 1998 a grandement soutenu l'initiative de l'industriel français.

© Emmanuel Langlois

Du Vietnam à la Mongolie en mode low cost

Implanté depuis 1994 à Hô-Chi-Minh-Ville, où il produit des gants de sport et d'alpinisme haut de gamme mais aussi de la bagagerie de luxe, Jacques Rostaing s'est également installé en Mongolie. À Oulan-Bator, le Français partage son temps entre deux activités : le sourcing de peaux et l'aide à l'implantation d'entreprises françaises: « *J'achète mes peaux de chèvre et du cachemire en Mongolie et je les tanne au Vietnam.* » Rostaing est le premier fournisseur français de gants d'alpinisme. L'entreprise est née en 1789 à Villieu (Ain). La filiale a été créée il y a un quart de siècle dans un contexte où l'on délocalisait les yeux fermés en Asie. Sa tannerie d'Hô-Chi-Minh-Ville garde un avantage compétitif,

mais qui a tendance à s'amenuiser : « *Les salaires de la main-d'œuvre locale sont revalorisés de 20 à 25% chaque année. De plus, les tarifs de transport augmentent* », constate Jacques Rostaing. Résultat : de 60% en 2003, la part produite au Vietnam – où il emploie 250 personnes – a été ramenée à 40%, au profit de l'usine plus proche de Casablanca, au Maroc, forte de 150 employés. En plus de la sous-traitance, Jacques Rostaing développe sa propre marque de maroquinerie : « *J'ai ouvert avec succès le premier magasin à Hô-Chi-Minh-Ville en octobre dernier, puis un autre et un troisième à l'aéroport de Nha Trang. Hanoi devrait suivre en novembre.* » Le Français est président d'honneur de la CCI FV (Chambre de commerce et d'industrie France-Vietnam) et conseiller du commerce extérieur.

Lui écrire : dg@rostaingmongolia.com

Théâtre et développement personnel en Chine



© DR

Et si monter sur scène pouvait faire tomber les barrières ? Le Français Tristan Roquette a créé à Canton des ateliers d'improvisation à destination des expatriés, afin de les aider à surmonter leurs inhibitions. On vient, seul ou en groupe, tenter de dépasser ses limites à travers des exercices d'improvisation et des jeux de rôle. « *Quelqu'un de timide, explique Tristan Roquette, diplômé de l'Institut supérieur de gestion (ISG) de Paris en 2005, je vais lui donner l'occasion de s'extravertir sur scène, prendre des risques pour gagner en confiance en soi et aller plus facilement vers l'autre.* » À son arrivée, le Français commence par mettre en scène la pièce à succès « Cuisine et dépendance » avec une petite troupe française. Il saisit aussi l'occasion de développer son réseau : « *Les acteurs étaient tous des gens influents ici, cela permet de créer du lien social.* » Dans la petite troupe, il dirige ainsi le directeur de Veolia, la directrice marketing de Procter & Gamble, ou encore le PDG d'une importante société financière. « *Ceux-là n'ont pas forcément gagné en confiance, c'étaient tous des seniors, reconnaît-il, mais ça leur a montré une autre manière de percevoir un groupe, ils ont été applaudis, ils ont reçu l'estime du public, c'est un succès auquel ils ne s'attendaient pas.* » Tristan Roquette se déplace aussi dans les entreprises pour des séances de cohésion d'équipe. Après la Chine, le Français ambitionne d'aller expérimenter son savoir-faire en Inde ou en Amérique latine.

Lui écrire : tristan.roquette@hotmail.fr

VIE ASSOCIATIVE

Un nouveau président pour l'UFE

Après plus de vingt ans passés à la tête de l'Union des Français de l'étranger (UFE), Gérard Pélisson, cofondateur du groupe hôtelier Accor, a passé la main en mars dernier. C'est François Barry Delongchamps, énarque, ancien ambassadeur, qui lui a succédé.

L'heureux élu explique qu'en tant que diplomate il s'est toujours intéressé aux mouvements bénévoles et au rayonnement de la France à l'étranger : « Je connais bien les Français de l'étranger pour avoir moi-même vécu plus de vingt-cinq ans hors de nos frontières. J'avais un peu de temps, j'ai donc rejoint l'association et très vite j'ai pris des responsabilités », explique François Barry Delongchamps. La période de tuiilage avec Gérard Pélisson a duré quatre ans. Le nouveau président hérite aujourd'hui d'une association présente dans plus de 100 pays et 170 localités, forte de plus de 100 000 adhérents. Elle est financée par les cotisations de ses adhérents, des partenariats et des subventions. Elle est membre de tous les comités des bourses scolaires et des aides sociales.

De nombreux élus consulaires, des parents d'élèves, et même plus de la moitié des sénateurs représentant les Français hors de France appartiennent à l'UFE. M. Barry Delongchamps s'est fixé une feuille de route autour de plusieurs axes. Il y a d'abord le développement de l'UFE. « Les communautés françaises à l'étranger ont beaucoup changé, explique-t-il, le nombre de Français à l'étranger augmente énormément. Il faut que notre Union réponde à leurs attentes. Une association a besoin d'avoir des adhérents, elle ne peut pas se contenter d'être représentative d'une petite élite ou d'un petit nombre de gens. »

Accueil et entraide

L'UFE se tourne ainsi de plus en plus vers le numérique. « Je voyage beaucoup et je me rends bien compte que ce qui intéresse nos adhérents, qu'ils soient à Hong Kong, à Miami, à Buenos Aires ou à Lyon, c'est d'échanger, de retrouver des connaissances et des contacts. Ils ont besoin d'un style de relation très ouvert,



« UNE ASSOCIATION NE PEUT PAS SE CONTENTER D'ÊTRE REPRÉSENTATIVE D'UNE PETITE ÉLITE OU D'UN PETIT NOMBRE DE GENS. »

F. BARRY DELONGCHAMPS

amicale et dépolitisé, précisément pour qu'il n'y ait pas de clivage», explique M. Barry Delongchamps, allusion faite à l'image d'association de droite souvent accolée à l'UFE. « Elle était apolitique et ça n'a plus été le cas pendant quelque temps, poursuit-il, même si dans ses statuts on ne parle jamais de politique. C'est une grande famille qui regroupe des gens de toutes les opinions et je souhaite qu'on aille encore plus vers l'accueil, l'entraide et la convivialité. Les élections et la représentation politique, c'est autre chose. » Jusqu'en 1981-82, l'UFE était en effet la seule structure représentative des Français de

l'étranger, puis une autre association, l'ADFE, plus marquée à gauche, est apparue, vers laquelle sont allés une partie des membres de l'UFE.

Aider les familles

Le troisième axe est d'aider les familles expatriées en matière d'accès à l'éducation, de couverture sociale ou de sécurité. « Du fait de ses difficultés financières, l'État réduit ses budgets, constate le nouveau président. Sur le plan scolaire, l'effort des familles est passé de 40% à 70%, et encore, quand ils arrivent à trouver une place dans les lycées français ! Par conséquent il faut que nos compatriotes s'organisent pour se passer un peu de l'État. Et une association comme l'UFE peut leur servir de cadre. » Parmi les projets initiés par Emmanuel Macron, François Barry Delongchamps salue le projet de réforme constitutionnelle et son souhait que les associations soient représentées au sein du Conseil économique, social et environnemental. « L'UFE est une association reconnue d'utilité publique et ne siège plus à l'Assemblée des Français de l'étran-

ger (instance politique consultative qui représente les Français établis hors de France, ndlr) dont elle a été mise dehors par la réforme de 2013. C'est injuste ! » Et de rappeler que l'UFE est à l'origine, depuis plus de 90 ans, de tous les droits reconnus aux expatriés : « C'est dire que nous pouvons être fiers de notre engagement qui touche à tous les aspects de la vie, santé, fiscalité, sécurité, représentation politique, couverture sociale, etc. » En 1927, par exemple, c'est l'association qui s'est battue pour que les épouses de Français tués à l'étranger soient reconnues comme veuves de guerre et que leurs enfants soient considérées comme des pupilles de la nation.

Des équipes dynamiques

Le nouveau président souhaite également développer l'UFE sur le terrain, partout sur la planète, aux Comores, en Amérique du Nord, en Chine, en Afrique du Sud, en Inde et en Corée. C'est aussi le dynamisme de l'équipe sur place qui joue. En Pologne, après un changement de dirigeants, la représentation est passée de quelques adhérents à plus de deux cents en deux ans ! L'UFE se met au goût du jour et organise de nombreux séminaires d'une heure ou deux sur Internet, sur des sujets d'actualité, des forums en direct qu'elle appelle « webinaires ». Les gens peuvent y participer depuis chez eux, sans avoir à se déplacer. Les thèmes vont du droit à la famille en passant par la fiscalité ou les loisirs. « Mais internet ne remplace pas le contact humain, tempère M. Barry Delongchamps. Avoir des amis sur Facebook est aussi formidable que d'être millionnaire au Monopoly ! C'est un instrument important de communication mais nos activités et rencontres ne se font pas seulement sur internet. Nous sommes dans le réel, l'humain, la convivialité. Nous avons beaucoup investi dans le numérique pour mieux servir nos compatriotes dans ce qu'ils ont de plus humain. »

Les adhérents continuent ainsi à se rencontrer en chair et en os. Ainsi au Portugal, l'UFE (la représentation la importante au monde, avec plus d'un millier de membres, ndlr) a accueilli la frégate « l'Hermione », pour une escale exceptionnelle dans l'Algarve. À Agadir, au Maroc, une équipe d'alpinistes a planté le drapeau de l'association sur le Kilimandjaro l'an dernier. Toujours plus haut ! ♦



▲ François Barry Delongchamps.

UNE VIE BIEN REMPLIE

De la diplomatie à l'associatif, d'un bout de la planète à l'autre, le nouveau président de l'UFE n'a cessé de rebondir avec toujours à cœur la défense de l'intérêt de ses compatriotes. François Barry Delongchamps entre au ministère des Affaires étrangères en 1972. Après un service national au Consulat général de France à Québec, il devient attaché d'ambassade à Rabat avant d'être affecté après sa scolarité à l'ENA (promotion Pierre Mendès France) à l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères (service des affaires stratégiques). Le Français devient ensuite Premier secrétaire d'ambassade puis deuxième conseiller à Moscou, Bangkok et Londres. C'est ce qui s'appelle voir du pays ! Après un retour au Quai d'Orsay dans les années 1990, il est nommé ambassadeur à Singapour en 1995, ministre-conseiller à Washington quatre ans plus tard et ambassadeur à Varsovie jusqu'en 2012, où il est fait

Commandeur de l'ordre du mérite de Pologne par le président Komorowski. Après avoir rédigé un rapport sur la réforme de la délivrance des visas, il est nommé conseiller diplomatique du gouvernement. De 2013 à 2015, M. Barry Delongchamps, chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'ordre national du Mérite, dirige la délégation française chargée de suivre la construction et l'exploitation de la liaison transmanche. Il est aussi coauteur de l'ouvrage « La défense nucléaire de la France » - Fondation pour les études de Défense nationale. Le 14 mars 2015, il est élu président délégué de l'Union des Français de l'étranger. Trois ans plus tard, il succède à Gérard Pélisson au poste de président. Depuis juin dernier, M. Barry Delongchamps est également inscrit au tableau des avocats du barreau de Draguignan.

Lui écrire : fdelongchamps@ufe.org



© symbiot

QUESTIONS CROISÉES

L'Europe au bord de la crise de nerfs

Racisme, migrants, repli sur soi, protectionnisme, arrivée au pouvoir des extrémistes en Italie et en Pologne, poussée des populismes en Suède et en Autriche... De quels maux souffre donc l'Europe ? Comment la réenchanter ? Le sursaut viendra-t-il des urnes au printemps prochain ? Ou de la mobilité internationale des jeunes, de plus en plus encouragés à sauter les frontières ? Dialogue croisé entre Pierre-Alexandre Anglade, député des Français établis hors de France – Benelux (également vice-président de la commission des Affaires européennes et membre de la commission de la Défense nationale et des Forces armées), et Lucas Chevalier, chargé de l'information et de la communication de l'agence Erasmus +.

Comment en est-on arrivé là ?

Pierre-Alexandre Anglade: Depuis 2005 et le non des Français et des Néerlandais à la Constitution, l'Europe n'a connu presque que des crises. Cette décennie noire s'est terminée par un véritable cataclysme: le Brexit. Au sortir de cette période nous sommes en Europe dans un contexte de doutes et de divisions. Un contexte où les menaces géopolitiques

et les grandes mutations liées au numérique, à l'urgence environnementale et à ses conséquences, bouleversent les équilibres qui fondaient nos sociétés. Ces bouleversements, les dirigeants européens n'ont pas su les appréhender, créant parmi les citoyens européens un sentiment d'éloignement, d'abandon et de perte de contrôle. C'est sur ces peurs que les mouvements nationalistes, par-

fois xénophobes, ont su prospérer pour imputer à l'Europe tous les maux de notre temps. Leur seul objectif est simple: la déconstruction du projet européen. Mais ne nous y trompons pas. Ce n'est pas l'Europe en tant que telle qui est responsable. Ce n'est pas le projet européen qui est la cause des maux que nous connaissons. Ce ne sont pas non plus les peuples européens qui ont abandonné l'idée eu-



Vous envisagez de partir à l'étranger ? Vous êtes Français à l'étranger ? Vous rentrez en France ?

ADHÉREZ À L'UFE ET REJOIGNEZ LE PLUS IMPORTANT RÉSEAU DE FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER !

Association reconnue d'utilité publique depuis 1936, l'Union des Français de l'étranger (UFE), est un réseau qui regroupe des Français, des francophones et des francophiles à travers le monde. Son action se décline autour de ses quatre valeurs : accueil, entraide, convivialité et rayonnement de la France. Forte de plus de 170 associations locales dans une centaine de pays et d'un siège à Paris, l'UFE défend les intérêts des Français de l'étranger et leur apporte soutien et entraide au quotidien. Entourée d'une équipe de partenaires dans les principaux domaines touchant à l'expatriation, enseignement, immobilier, fiscalité, retraite, emploi, l'Union des Français de l'Etranger est, depuis 1927, votre meilleure alliée durant toute votre vie d'expatrié !

UNE HISTOIRE...

Depuis 1927, l'UFE a été à l'origine de toutes les grandes avancées en matière de droit des Français à l'étranger : représentation parlementaire, Sécurité sociale, retraite. Elle a été la seule association dédiée aux Français de l'étranger jusque dans les années 80 !

DES AVANTAGES ET DES RÉDUCTIONS !

L'UFE vous propose dans votre pays de résidence, comme en France, un grand nombre de réductions pour votre vie de tous les jours, hôtels, restaurants, mode, services.

UN SOUTIEN ET UNE REPRÉSENTATION

L'UFE vous représente dans les commissions locales et nationales (bourses, aides sociales). Elle répond à vos questions et vous accompagne au quotidien tout au long de votre expatriation.

Union des Français de l'Etranger



Pour nous rejoindre : www.ufe.org

ropéenne. Les responsables, au-delà des mutations que nous évoquions, ce sont celles et ceux qui, au pouvoir dans les différents États membres, ont délaissé les enjeux européens, ont cessé de nourrir une ambition pour l'Europe.

Comment réenchanter l'Europe ? Redonner aux citoyens l'envie de s'y intéresser ? Les rapprocher des institutions ? Strasbourg et Bruxelles, c'est loin et abstrait !

Lucas Chevalier : La marque Erasmus est un vecteur puissant de mobilisation des citoyens pour 2019 ; le programme européen Erasmus+ (2014-2020) avec ses 15 milliards d'euros a produit des effets considérables à l'échelle de l'Union européenne en termes d'insertion professionnelle et d'acquisition de la citoyenneté européenne. Nos études d'impact montrent que les jeunes qui partent avec Erasmus reviennent plus autonomes, plus sûrs d'eux, plus compétents et que cette expérience est toujours un bagage en plus pour trouver un emploi de façon rapide et durable. Que ce soit dans l'imaginaire collectif ou dans leur quotidien, les citoyens perçoivent ces résultats concrets de l'Europe. Nous venons d'ailleurs de célébrer les trente ans d'Erasmus et la nouvelle fête européenne des Erasmus Days qui a rassemblé près de 1000 événements dans plus de 27 pays.

P.-A. A. : Beaucoup ont pensé que l'Europe pouvait se construire à l'abri des peuples. Ce fut une erreur. Nous devons, au contraire entendre les inquiétudes, la colère parfois et proposer aux Européens un nouveau projet. C'est ce qu'a fait Emmanuel Macron lors de son intervention à la Sorbonne en proposant une Europe plus unie, solidaire et démocratique. Ici, deux convictions nous animent. La première, c'est que la refondation du projet européen passe par une exigence démocratique beaucoup plus forte. C'est la raison pour laquelle nous faisons vivre à travers des consultations citoyennes le débat sur l'Europe en créant un espace public européen afin de permettre à l'ensemble des citoyens de s'engager, de venir exprimer leurs attentes, leurs idées, leurs réussites et parfois leurs déceptions face à l'Europe. La seconde, c'est l'urgence de construire une véritable souveraineté européenne



▲ Alexandre Anglade, député des Français établis hors de France – Benelux (également vice-président de la commission des Affaires européennes et membre de la commission de la Défense nationale et des Forces armées).

qui permettra de répondre aux grandes migrations, aux transformations économiques, sociales et environnementales et aux grands conflits qui entourent l'Europe. À cet égard, ne tombons pas dans le piège des nationalistes ! La souveraineté européenne est un complément à notre souveraineté nationale et en aucun un substitut. Si nous ne construisons pas cette souveraineté européenne, alors ce seront d'autres grandes puissances qui, demain, décideront pour nous. Et nous ne serons alors plus souverains.

**« LE PROJET
EUROPÉEN N'EST
PAS LA CAUSE
DES MAUX
QUE NOUS
CONNAISSONS. »**
P.-A. ANGLADE

Comment les agences et les institutions européennes peuvent-elles aller plus loin pour faire aimer l'Europe à ses citoyens ?

L. C. : Le succès des Erasmus Days tient à l'engagement massif des acteurs de la formation, de l'éducation, de la jeunesse et du sport sur le terrain : ces événements locaux rassemblent la société civile, les professionnels, les décideurs et les élus pour montrer les résultats concrets de l'Union européenne. Ainsi, le président du Parlement européen, Antonio Tajani, a-t-il invité par écrit les 751 députés européens à y participer dans leurs pays et circonscriptions. Les candidats aux élections européennes de 2019 doivent aussi être informés de la réalité de ce programme et de ses résultats pour en faire des arguments de campagne. Les institutions européennes ont intérêt à communiquer à travers les expériences réussies des Européens plutôt qu'à évoquer les processus décisionnels complexes qui éloignent les citoyens d'une

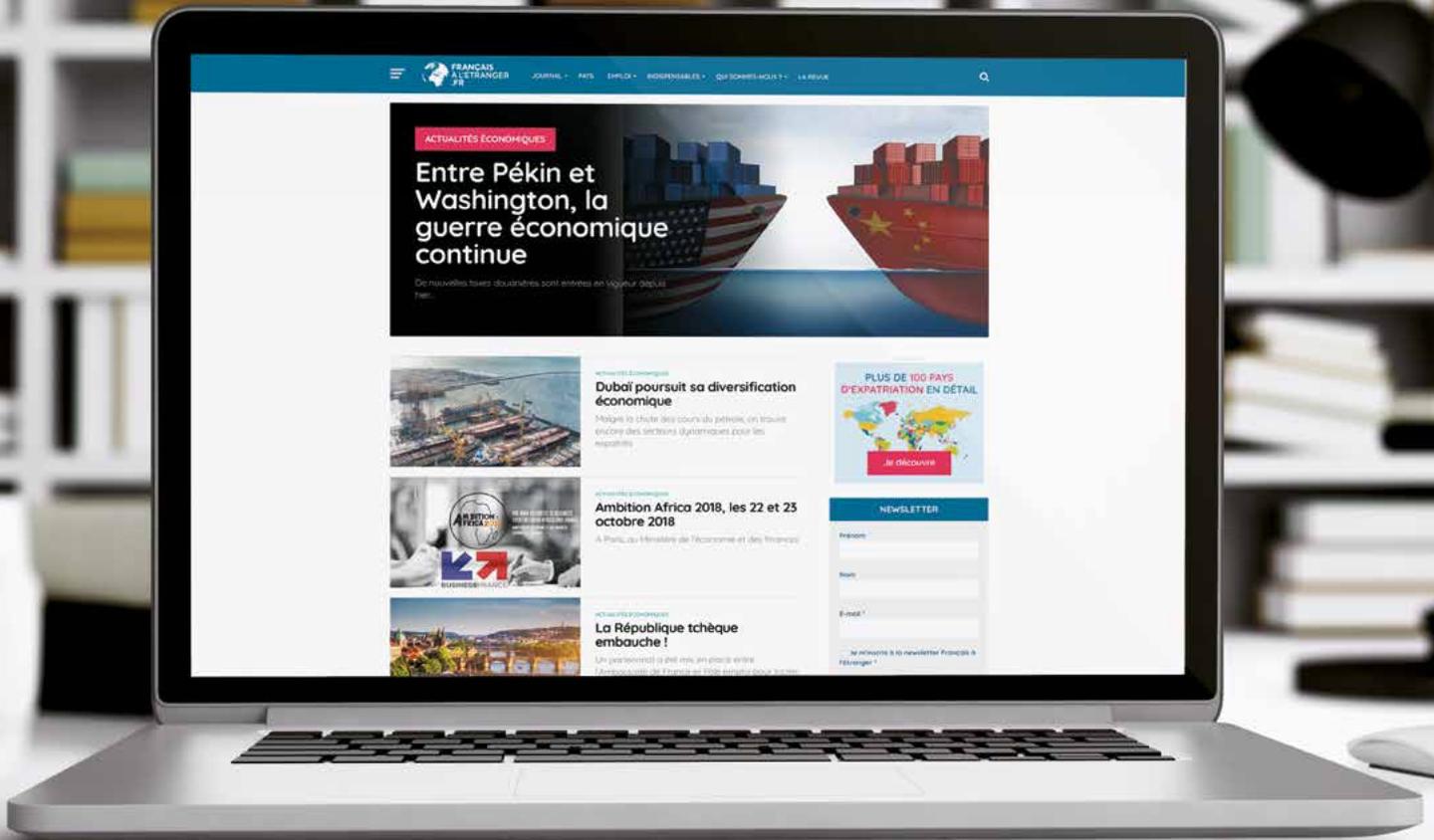
Europe jugée complexe. Les consultations citoyennes sur l'Europe, initiées par Emmanuel Macron, ont cette ambition et souhaitent aussi recueillir l'avis des eurosceptiques pour ouvrir le débat et démonter les idées fausses.

Une Europe à 28 est-elle encore audible ?

P.-A. A. : Je suis très attaché à l'unité européenne, mais l'unité ne signifie pas l'uniformité. Et aujourd'hui nous devons accepter que l'Europe est composée de plusieurs niveaux d'intégrations. Certains diraient de plusieurs cercles. Il y a une Europe à 28, demain à 27 et dans cet espace, nous devons permettre une intégration plus forte entre certains pays, ceux qui veulent avancer. L'histoire de l'Europe nous enseigne qu'elle a toujours progressé par l'ambition de quelques pays, que d'autres ont ensuite suivis. Ces dernières années, les Européens ont parfois cherché le plus petit dénominateur commun. Cela a entravé la capacité de réaction de l'Europe dans les crises et sa faculté d'adaptation aux grands changements du monde. C'est pourquoi il est important que les pays qui le souhaitent puissent avancer dans les domaines où ils ont envie de développer de nouveaux projets, mais en restant ouverts à ceux qui voudraient pouvoir les rejoindre ensuite. L'immobilisme est le plus grand danger pour les Européens et c'est pour cela que la France propose aujourd'hui à ceux qui veulent avancer de le faire.



**FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR**



Le nouveau site dédié à la mobilité internationale **WWW.FRANCAISALETRANGER.FR**

Abonnez-vous à notre newsletter quotidienne gratuite

ABONNEZ-VOUS

**Le journal
DES FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER**

**POUR ÊTRE INFORMÉ DE
L'ACTUALITÉ DE LA MOBILITÉ
INTERNATIONALE PAR DES
JOURNALISTES PROFESSIONNELS**

ADRESSE D'EXPÉDITION :
TDME - FRANÇAIS À L'ÉTRANGER
18 BIS RUE HENRI BARBUSSE, 75005 Paris

Prix pour 1 an (4 numéros France/DOM) : 20 €
EUROPE : 24 € HORS EUROPE : 28 €

- Je joins mon règlement par chèque bancaire à l'ordre de TDME
- Par virement bancaire à l'ordre de TDME :
IBAN : FR 76 1027 8060 4500 0209 4464 534
BIC : CMCIFR2A

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Pays : _____
E-mail : _____
N° Tél. : _____





▲ Lucas Chevalier, chargé de l'information et de la communication de l'agence Erasmus +.

Emmanuel Macron souhaite augmenter, voire doubler le budget d'Erasmus +. Sentez-vous un élan à travers l'Europe qui pourrait soutenir son idée ?

L. C. : Ce que l'on perçoit, c'est la demande toujours croissante de séjours d'études et de stages, de projets de coopération entre professeurs, associations, entreprises, etc. Aujourd'hui, nous finançons effectivement une demande sur deux: nous pourrions faire partir 100000 personnes par an au lieu de la moitié. Les Français veulent plus d'expériences européennes de vie, de formation et de travail. Les États européens doivent soutenir le Parlement européen et la Commission européenne pour porter le budget de 15 à 30 milliards d'euros pour la programmation 2021-2027. On remarque d'ailleurs que, malgré le contexte politique actuel en Hongrie, les acteurs de l'éducation se sont fortement mobilisés pour les Erasmus Days avec plus de 60 événements... Erasmus est une arme pour cultiver et montrer l'attachement à l'Europe et à ses valeurs démocratiques.

En mai 2019 auront lieu les élections européennes. Le taux de participation n'a cessé de baisser au fil des scrutins (42,43% en France en 2014). De quels leviers disposez-vous pour tenter d'inverser la tendance ?

P.-A. A. : En 2019, l'approche de ce scrutin dans notre pays, et notamment au sein des partis politiques, doit changer pour

en faire un rendez-vous électoral majeur, car les enjeux sont considérables. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons donner à ce scrutin une meilleure lisibilité et faciliter ainsi sa compréhension. Pour ce faire, nous proposons le rétablissement d'une circonscription nationale unique. Les circonscriptions régionales, mises en place en 2003, avaient pour ambition prétendue de rapprocher les députés européens des Français. Il n'en fut rien. Ce fut un échec. Mais la modification du scrutin, à elle seule, ne suffira pas à créer une mobilisation plus importante. Nous aurons tous notre responsabilité dans la mobilisation de l'opinion. À nous, politiques, de convaincre, en allant au plus près des Françaises et des Français et en faisant preuve d'une grande exigence démocratique. C'est ce que la République en Marche a fait en lançant une grande marche pour l'Europe. À nous encore de restituer les idées qui seront exprimées

lors des consultations citoyennes afin de nourrir une feuille de route pour l'Europe de demain. Aux médias, enfin, d'offrir un traitement pédagogique de cette campagne et des différentes sensibilités politiques qui s'y affronteront.

Comment voyez-vous l'Europe dans cinq ans, dix ans ? Éclatée ? Rassemblée autour d'un noyau dur de quelques pays ?

P.-A. A. : Pour la première fois depuis longtemps, la France, par ses propositions, est au rendez-vous de l'histoire européenne et il faut s'en féliciter car les enjeux européens sont considérables. Ils le sont pour l'Europe, qui doit devenir une véritable puissance politique capable de peser sur les grands enjeux du XXI^e siècle. Ils le sont également pour la France et son influence au sein de l'Union. Mais nous voyons bien le contexte politique dans lequel évolue l'Europe, le retour des égoïsmes nationaux, les propos de certains leaders européens que nous ne pensions plus pouvoir entendre sur notre continent. La haine qui réapparaît dans certaines rues d'Europe, au grand jour, là aussi dans des pays où nous pensions que c'était impossible de les voir réapparaître. Et nous voyons enfin la fascination, pour les pouvoirs forts, par les démocraties « illibérales » (*sans libéralisme constitutionnel qui produit des régimes centralisés, l'érosion de la liberté, des compétitions ethniques, des conflits et la guerre et les menaces géopolitiques qui entourent l'Europe, Ndlr*). Ce moment nous donne donc une responsabilité particulière. Il nous faut porter une volonté claire, celle de la souveraineté européenne, la seule qui peut apporter la réponse à beaucoup de nos défis. ♦

ERASMUS DAYS : UN ÉVÈNEMENT FÉDÉRATEUR DANS LE CONTEXTE ÉLECTORAL

Créés en 2017, à l'initiative de la France, à l'occasion des 30 ans du programme Erasmus, les Erasmus Days sont la fête européenne de l'éducation et de la citoyenneté. Les neuf millions de citoyens bénéficiaires du programme depuis 1987 (étudiants, collégiens, apprentis, lycéens, enseignants et formateurs, demandeurs d'emploi...) sont invités à y participer et à témoigner sur les réseaux sociaux avec le hashtag #ErasmusDays. Sont aussi conviés aussi les professionnels de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport, bénéficiaires du programme, organisant des événements pour témoigner de l'impact de leurs projets européens auprès des élèves, de leurs parents, des élus politiques locaux... Enfin, les décideurs, hauts responsables et élus ne sont pas en reste puisqu'ils sont invités à participer aux événements organisés sur leur territoire et à communiquer sur leur action. Pour encourager la jeunesse à voter lors des élections européennes de mai 2019, le Parlement européen a lancé la campagne #ThisTimeImVoting (« Cette fois je vote »).





SUCCESS STORY

L'Afrique au cœur du succès d'AGS Mobilitas

Le groupe fondé par Isaac Taïeb a célébré il y a deux ans aux Seychelles sa 54^e implantation sur le continent africain, soit une dans chaque pays du continent, du jamais-vu pour une société française ! Leader dans le déménagement international et l'accompagnement des cadres à l'étranger, la société mise désormais sur la numérisation comme relais de croissance.

A l'origine du groupe Mobilitas se trouve AGS, une entreprise de déménagement créée par les parents d'Alain Taïeb en 1974. Locale dans un premier temps, ils l'ont fait rapidement prospérer au niveau national. Lorsqu'il les a rejoints quelques années plus tard, il lui a semblé tout naturel que l'étape suivante corresponde à un développement à l'international. Le groupe s'est développé géographiquement. En quelques décennies, l'entreprise familiale AGS est devenue le groupe Mobilitas. Avec

aujourd'hui 194 implantations, dans 94 pays, ses activités couvrent désormais plus de cinq continents : Europe, Asie, Océanie, Caraïbes, Outre-mer, Moyen-Orient et Afrique. Le groupe s'est aussi taillé une part de choix sur le marché de l'archivage physique et numérique de documents. Mobilitas a d'abord su prendre des risques pour explorer de nouveaux univers. « *La situation du marché de la mobilité internationale il y a trente ans illustre parfaitement ce précepte, se souvient Alain Taïeb. Dominés par les États-Unis, les flux s'ef-*

fectuaient essentiellement de l'Europe et l'Asie vers l'Amérique, et inversement. Personne ne s'était intéressé aux mouvements de population Nord/Sud. » En 1993, le groupe ouvre sa première filiale AGS en Afrique, en Côte d'Ivoire.

Une vision à long terme

Le groupe a inscrit son développement et ses projets dans la durée ; aux antipodes de la structure légère et peu investie en hommes et équipements des leaders anglo-saxons de cette industrie. « *La politique que nous menons*

SUCCESS STORY

depuis près de cinquante ans nécessite de s'inscrire dans le temps, la persévérance, et est mobilisatrice d'investissement financier, explique Alain Taieb. Nous avons installé, bâti, acheté des infrastructures, des entrepôts, des bureaux; recruté, formé nos managers et collaborateurs.» Autre facteur de succès, la croissance externe a toujours joué un rôle clef dans le développement et la réussite du groupe. «Chaque expansion est l'occasion non seulement de renforcer nos positions leader et de nous diversifier, mais surtout d'ajouter des talents, des compétences et des savoir-faire aux nôtres», détaille M. Taieb. Mobilitas investit dans sa flotte, ses infrastructures et surtout le recrutement de talents et la formation de ses collaborateurs. À ce titre, le groupe a créé l'université Mobilitas qui a financé pour 600 000 euros de programmes de formation et coaching du personnel en 2017. «Nous détenons une responsabilité vis-à-vis de nos salariés et de l'environnement», reconnaît Alain Taieb. Mobilitas a ainsi développé et mis en place des initiatives qui permettent d'en minimiser les conséquences sur l'environnement. Sa participation au Pacte mondial des Nations unies en témoigne.

Croissance exponentielle

Mobilitas opère dans 94 pays et a réalisé l'an dernier plus de 315 millions d'euros de chiffre d'affaires. Le groupe emploie plus de 4260 personnes dans le monde et a déménagé en 2017 plus de 75 000 familles sur la planète. Sa superficie totale d'entreposage est de 450 000m², ce qui représente trente fois le Stade de France à Saint-Denis! Nouveau levier de croissance, le groupe numérise plus de 72 millions de pages chaque année. Quelque 4 025 kilomètres linéaires d'archives sont stockés dans des entrepôts dédiés, ce qui équivaut à la distance entre Paris et Dakar au Sénégal. Depuis près de cinquante ans, le cœur de métier du groupe est la mobilité internationale. «Nous maîtrisons parfaitement cette industrie qui requiert un savoir-faire logistique ainsi que des infrastructures que nous avons décidé depuis quelques années de mettre au service d'autres projets», avance M. Taieb. Un de ces projets est l'archivage physique et numérique de documents provenant d'archives de musées, d'institutions, d'organismes publics et privés. Mobilitas recueille, transporte, stocke, protège leurs archi-



ves à court ou moyen terme dans des infrastructures dédiées. «Notre plan à cinq ans prévoit une croissance exponentielle dans tous les pays où nous sommes déjà installés, notamment sur le continent africain», s'enorgueillit Alain Taieb. À la fin de l'année, Mobilitas aura atteint la troisième place en France derrière le géant américain Iron Mountain.

Numérisation patrimoniale

Le digital fait désormais partie des outils que le groupe utilise dans les prestations de déménagement, d'archivage et de relocation. Ses clients en déménagement ont la possibilité d'effectuer eux-mêmes une évaluation du volume à déménager via une application smartphone. L'activité de relocation utilise également des plateformes numériques afin de faciliter les processus de mutation professionnelle et d'expatriation. Cette présence a été récemment renforcée en offrant à ses clients un service de numérisation patrimoniale, de documents à forte valeur historique tels

que des échanges épistolaires de chefs d'État, des toiles provenant de sarcophage ou encore des cartes de navigation anciennes permettant ainsi de protéger ces œuvres rares et fragiles, et de les rendre accessibles au grand public via les différentes plateformes de consultation mises en place.

Au niveau européen, Mobilitas consolide son réseau composé de 67 implantations, par croissance externe. Après l'ajout des Pays-Bas, le groupe envisage des implantations en Autriche, Italie et Grèce afin d'offrir un maillage exhaustif du continent européen. Le réseau en Asie se compose déjà de 23 filiales qui seront complétées prochainement par l'ouverture d'une filiale au Laos, ce qui permettra d'opérer sur toute la péninsule indochinoise. Enfin, son implantation dans les Caraïbes se renforce également. Historiquement présent dans les départements d'Outre-mer, Mobilitas possède aussi des filiales à Bonaire, Curaçao, Saint-Martin, Saint-Domingue et Haïti. ♦

LE CONTINENT AFRICAÏN, D'OU TOUT EST PARTI

L'Afrique a une résonance historique, culturelle et familiale pour le groupe Mobilitas. Son aventure africaine a débuté il y a 25 ans avec l'implantation en Côte d'Ivoire. Elle a été suivie de nombreuses autres jusqu'à couvrir chaque pays du continent. Le projet africain du groupe est un engagement à long terme mené avec la volonté d'accompagner les mutations, d'y investir, d'y recruter, de former et de développer. Dans cette optique, une direction régionale Afrique basée au Cap, en Afrique du Sud, a été créée il y a quinze ans. Cette plateforme logistique, de par sa modernité, sa technologie et sa taille, est unique dans l'hémisphère Sud. «Aujourd'hui, nous réalisons près de 60% de notre chiffre d'affaires sur le continent africain et y sommes leader de l'industrie du déménagement, précise Alain Taieb. Notre vision de l'Afrique reste la même qu'il y a un quart de siècle : un continent d'avenir, innovant, jeune et dynamique, tourné vers les échanges commerciaux, culturels et humains.» Mobilitas offre aujourd'hui un maillage complet du continent africain, faisant du groupe le seul au monde à avoir une présence physique dans chacun des 54 pays africains.



© STRINGER / AFP

LIBERTÉ • ÉGALITÉ • ACTUALITÉ



Quatre chaînes mondiales d'information en continu sur les 5 continents (en français, anglais, arabe et espagnol).

La rédaction propose depuis Paris une approche française du monde et s'appuie sur un réseau de 160 bureaux de correspondants couvrant la quasi-totalité des pays du globe. La chaîne est distribuée par câble, satellite, sur la TNT dans certains pays, sur l'ADSL, les mobiles, tablettes et téléviseurs connectés ainsi que sur Youtube dans ses quatre versions linguistiques.



ET SI ASSURER VOTRE SANTÉ À L'ÉTRANGER DEVENAIT UN JEU D'ENFANT ?



1€

Prise en charge intégrale
au 1^{er} euro
ou en complément CFE

72H

Remboursement
de vos frais de santé
sous 72h



Une équipe
joignable
24h/24 7J/7

Plus d'informations sur particuliers.henner.com - Tél.: +33 (0) 3 28 76 37 38

Henner vous accompagne du début à la fin de votre mobilité internationale.

Avec le plus grand réseau de professionnels de santé répartis dans 165 pays, Henner permet à 1,5 million de bénéficiaires un accès aux soins où qu'ils se trouvent et sans avance de frais.